

LEVÉES D'HOMMES

ET

ACHETEURS DE BIENS NATIONAUX

DANS LA SARTHE, EN 1793

PAR

L'Abbé M. GIRAUD

LE MANS

LIBRAIRIE A. DE SAINT-DENIS

1, Rue Saint-Jacques

1920

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR

LE DOCTORAT-ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LEVÉES D'HOMMES

ET

ACHETEURS DE BIENS NATIONAUX

DANS LA SARTHE, EN 1793

PAR



L'Abbé M. GIRAUD

LE MANS

LIBRAIRIE A. DE SAINT-DENIS

1, Rue Saint-Jacques

1920

TABLE DES MATIÈRES

I. — Manifestations d'antimilitarisme, au Mans, en février 1793.	1
II. — Appels d'hommes, en 1793. Causes générales : la coalition européenne, au début de l'année ; l'usure des effectifs, en août. — Causes locales : proximité de l'insurrection vendéenne ; ses alternatives de succès et de revers, de mars à septembre. — Réquisitions correspondantes, dans la Sarthe, en mars, mai, juin, juillet et septembre 1793	6
III. — Résultats des appels, dans la Sarthe : troubles de mars, au Mans, et lenteur des opérations de recrutement, dans le département ; insuccès partiel de la réquisition de juin ; échec de celle de juillet ; insurrection du sud-ouest du département, en septembre	31
IV. — Les difficultés opposées au recrutement : motions préjudicielles : demandes de sursis et de réduction du contingent ; objections faites aux différents modes d'enrôlement : engagements volontaires, scrutin, tirage au sort. — Protestations contre les exemptions en général et contre celles des fonctionnaires en particulier. — L'opinion contre les acheteurs de biens nationaux	74
V. — Origine des protestations contre les détenteurs des propriétés nationales : action négative du clergé ; infiltration possible de l'opposition mayennaise ; intervention probable des émigrés.	101

VI. -- Pièces justificatives : Affiche séditieuse, apposée au
Mans, le 25 février 1793 ; le recrutement à Cogners ;
troubles, en mars, dans le canton de Fresnay ;
refus de paiement à la nation par les fermiers
d'émigrés, dans le district de Sablé

117

Le jeudi 14 février 1793, vers huit heures du soir, un soldat de l'armée de Belgique quittait la Visitation du Mans, où il venait de prendre part à la séance du club. Tout heureux et fier d'y avoir confondu, avec l'autorité de son expérience personnelle, « les mauvais citoyens qui répandaient de faux bruits sur le dénuement et les mauvais traitements éprouvés par les volontaires des armées » républicaines, il traversait, du pas alerte de ses dix-neuf ans, les rues de la ville silencieuse et mal éclairée. Il rentrait chez son père, Charles Merrüau, maître boulanger dans la rue Saint-Vincent, où devait se passer son congé, commencé du jour même. Il venait de quitter la place des Jacobins, alors tout encombree de chantiers, et longeait les murs de l'ancien palais des évêques, en remontant le « Chemin du Boulevert » ou « Rue Neuve du ci-devant Évêché ». Tout à coup, un homme « assez facé (*sic*), habillé en garde national, avec un chapeau à trois cornes », se détacha de l'encoignure du portail de l'Évêché et accosta le promeneur nocturne. « Vous vous en allez bien tard, camarade, lui dit-il. A quoi l'autre répliqua : « Il n'est pas heure indue ». Il achevait à peine sa réponse qu'il recevait un coup de poignard, « du côté gauche, deux côtes au dessous du cœur ». L'arme traversa les vêtements — « habit bleu de garde national, gilet à fond brun avec rayures jaunes et la chemise » — mais ne fit qu'effleurer la peau. L'homme ainsi atteint se laissa choir sur des bûches voisines, en criant : « Au feu ! à l'assassin ! » Des lumières parurent aux extrémités de

la rue, et l'agresseur s'enfuit « par la montagne de l'Oratoire ».

L'information ouverte contre inconnu ne semble pas avoir réussi à découvrir l'auteur de l'attentat. La victime interrogée crut qu'elle avait été suivie par un de ses auditeurs du club, puis attaquée, dans le premier endroit désert où elle était passée. Peu de temps auparavant, le département et les Amis de la République avaient invité les citoyens, en termes pressants, à suppléer par des dons volontaires à l'insuffisance de l'habillement des troupes. (1) Parmi les malveillants, qui espéraient tirer parti de ces appels et les retourner en faveur de l'opposition anti-républicaine, certains avaient été évidemment fort irrités de voir un soldat patriote prendre, à la tribune, la défense de l'État et des chefs militaires ; de l'entendre gourmander rudement les attardés, qui prolongeaient leur séjour à l'arrière au lieu de rejoindre les corps pour lesquels ils s'étaient engagés ; flétrir les lâches, qui vendaient leur équipement « pour riboter » et qui se plaignaient ensuite d'être mal nourris et mal vêtus aux armées ; charger enfin, avec toute la fougue de son jeune enthousiasme, contre toutes les apathies, les demi-volontés qui ne se donnaient point résolument à la guerre. Un impulsif avait dû traduire immédiatement sa colère, par la tentative criminelle qui vient d'être rapportée.

Deux faits nouveaux, survenus peu de temps après, donnèrent presque aussitôt corps à ces présomptions.

Le 17 février, René Merruau était retourné au club, où son apparition avait soulevé de nombreux applaudissements. L'attentat, dont il avait été l'objet, avait servi de thème aux discours de ce jour-là. Un sociétaire avait

(1) Cf. Arch. dép. Sarthe, L 33, *Adressé du département de la Sarthe à ses concitoyens* (19 janvier 1793).

exposé, « d'après les menaces et les propos recueillis les jours précédents, que la persécution des patriotes tenait à un complot aristocratique, dont les lâches qui refusaient de rejoindre leurs drapeaux étaient les vils instruments. » Les membres de l'assemblée ne s'étaient donc séparés qu'après avoir juré « de continuer de se rendre au lieu de leurs séances, et de poursuivre courageusement les lâches et les traîtres, quels qu'ils fussent. » Au sortir de la réunion, des amis avaient escorté jusque chez lui le jeune soldat de l'armée du Nord. Fort heureusement d'ailleurs, car ses adversaires l'attendaient de nouveau, pour lui faire un mauvais parti. Faute de pouvoir exécuter leur dessein, ils tentèrent, au cours de la nuit, de forcer sa porte, tout au moins de l'attirer hors de chez lui. N'ayant pu réussir dans leur projet, ils glissèrent sous l'huis une lettre, dont l'orthographe était volontairement déformée et l'écriture systématiquement contrefaite. En voici la teneur ;

Du Mans, le 17 febvrier 1793. Vive le roy.

T'est bien heureux sacrés matiens que tais sacrés partisans de céleras comme toi tais ramené car ge t'avons manqué geudi au soir mais ge ne t'aurions manqué ce soir dimanche, car nous avions tout ce qu'il nous falait mais il faut avans que nous partions que nous metjions l'harbre de la liberté par taire pour quarante sacrés taite que nous voulons faire brûler avec l'arbre de ste sacrés liberté qui nous fait mal aux zieux depuis si lontans qui sont la tienne sacrés matiens Jaco, Roustel, Ledru, Lebleu, Mandren, Pepie, Jolivet, Moronval, Dubour, Amel[in], Latour, Pigal, Boulanger, Bazin, Boguère, Fréar, Lebrun, Jourden, et st autre sacré matien de curé Lepeltier et c'tautre sacrés geu de vicaire de St Benoît, Le Maignan, Le Tourneur député, [au bas du recto : Vive le roy, notre roy, et au verso] Raigné, Thouvrey, Fréar de la poste, Tuillier, Boulanger de St Pavace, Le Suisse, Potie, en eun mot, tous les sacrés jeux du clube ; il est maleu-

reux que notre proget n'ait pas réussi car il li en aurait au moins quatre sur le dos mais grase à sainte providanse nous an viaindrons à bout. Fait e aratté les dit jour e an de notre sainte contre révolution. Va sacrés matien toy et les autres v'ous n'aviés pas tout le tor de nous regarder an passant par sur la plase car si v'ous n'aviés été que deux votre sause était faite. (1)

Un nouvel incident, non moins symptomatique et bien capable de préciser les sentiments d'une fraction du public, vint, sans tarder, donner toute leur signification aux événements des jours précédents. Le 25 février, le procureur de la commune du Mans faisait parvenir, « aux citoyens officiers de police et de sûreté de la ville », une affiche manuscrite illustrée, ainsi conçue :

Plus de liberté. — Malheureux Français que de maux occasionnera le départ de vos jeunes gens. *Qui habet aures audiendi audiat.* (2)

Il l'accompagnait du commentaire suivant :

Le Procureur de la commune de cette ville, instruit qu'on cherche, soit par des affiches soit par des discours, à refroidir le zèle des jeunes citoyens qui sont appelés pour la défense de la République, et à les empêcher de s'enrôler sous ses drapeaux ; qu'il a été fait plusieurs affiches et répandu plusieurs écrits à cet effet, ce qui tend à compromettre la sûreté de l'Etat et est un crime capital.

(1) Arch. dép. Sarthe, L 272. — Dans ce tableau, en tête duquel est inscrite la majeure partie du clergé constitutionnel du Mans, tous les individus cités appartiennent au club. Ce qui désignait spécialement celui-ci à ses adversaires, c'était, autant que son effort pour recruter de nouveaux adhérents, la campagne qu'il menait en faveur de l'armée et particulièrement de l'équipement du soldat, par dons volontaires. Cf. *Courrier patriote*, n° 4 (6 janvier 1793), p. 2-6, et n° 3 (20 janvier), p. 20-22.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 272. Cf. inf. n° I des pièces justificatives.

Pourquoi le Procureur de la commune dénonce les auteurs, fauteurs, complices et adhérents des dits propos, affiches et écrits ; requiert qu'il en soit très diligemment par vous informé conformément à la loi. Et à cet effet remet avec les présentes, un exemplaire des dites affiches, de lui signé et paraphé.

Requis au Mans...

JUTEAU. (1)

Il est possible de juger, d'après ces documents, quel était, pour partie, l'état de l'opinion mancelle, au moment où les administrateurs de la Sarthe allaient avoir la charge d'appliquer la loi du 22/24 février 1793, sur le recrutement de l'armée.

(1) Arch. dép. Sarthe, L 272.

Toute la législation militaire de l'année 1793 est commandée par la politique extérieure de la Convention.

De la Législative, celle-ci avait hérité la guerre contre l'Autriche et la Prusse. Le 19 novembre 1792, elle avait promis elle-même solennellement secours et fraternité à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté. Les puissances étrangères, Angleterre en tête, avaient vu là une provocation et une menace contre leur tranquillité. En décembre, l'Assemblée préparait l'annexion de la Belgique. A la fin du mois suivant, les Liégeois et le Hainaut, après les Niçois sujets du roi de Piémont, demandaient leur réunion à la France. Deux décrets furent rendus, le 31 janvier, dont l'un agréait la pétition du comté de Nice ; l'autre invitait les peuples des pays occupés — c'est-à-dire notamment la Belgique — « réunis en assemblées primaires ou communales, à émettre leur vœu sur la forme de gouvernement qu'ils voudraient adopter » (1). Dans le discours qu'il avait prononcé à cette occasion, Danton avait semblé défier l'Europe. « Les limites de la France, avait dit l'éloquent tribun, sont marquées par la nature. Nous les atteindrons dans leurs quatre points : à l'Océan, au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées ». De fait, sans perdre de temps, la guerre était aussitôt déclarée, ouvertement à la Hollande, implicitement à l'Angleterre ; celle-ci venait de renvoyer notre ambassadeur à Londres, en prenant prétexte de

(1) Duvergier, *Collection des lois et décrets*, T. V. p. 130.

l'exécution de Louis XVI. L'Espagne, mise en demeure, quelques jours après, de donner « une réponse catégorique et très prompte sur la neutralité et le désarmement », envoyait, le 15 février, ses passeports à notre représentant auprès d'elle. En Russie, Catherine II, qui avait accédé à la coalition partielle de 1792, avait rompu officiellement avec la France, par un édit du 8 février 1793 (1). Le 11 mars, la Vendée se soulevait.

Pour faire face à tant d'ennemis d'abord, puis pour remédier à l'usure rapide des effectifs, trois lois fondamentales furent successivement votées, l'une le 24 février 1793, les deux autres les 30 mai-24 juin et les 23-24 août de la même année (2).

La première constituait, dans la nation, une sorte de réserve générale, sur laquelle ne devait être opéré, à l'origine, qu'un prélèvement de 300.000 hommes. Pour ce faire, elle bloquait dans une classe unique de mobilisation vingt-trois de nos classes actuelles de recrutement, c'est-à-dire les citoyens de dix-huit à quarante ans accomplis ; eux seuls devaient fournir le chiffre à incorporer. Dans l'application, le principe égalitaire d'une contribution de tous à l'impôt du sang était tempéré par des préoccupations d'utilité sociale. C'est ainsi que les hommes mariés et les fonctionnaires indispensables à la bonne marche des services publics ne devaient pas concourir à la formation du contingent.

La réquisition, prononcée à l'article premier de la loi du 24 février, fut étendue par le décret du 30 mai, qui divisait aussi les assujettis en plusieurs catégories. En principe, chacune de celles-ci ne devait être atteinte

(1) Cf. A. Aulard, *Études et leçons sur la Révolution française*, 3^e Série (*La diplomatie du Comité de Salut public*).

(2) Duvergier, *op. cit.*, t. V, p. 169 et 309 ; t. VI, p. 107.

qu'après épuisement de celle qui la devançait : les hommes de vingt-cinq à trente cinq ans après ceux de seize à vingt-cinq ; ceux de trente-cinq à quarante-cinq après les précédents. La dernière réquisition comprendrait « tous les autres citoyens en état de porter les armes ».

En ordonnant la mobilisation générale du pays, la loi du 23 août précipita, dans toute la France, l'exécution de celle du mois de mai. « Dès ce moment, disait son article premier, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront le vieux linge en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques, pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République ».

L'on peut croire a priori que, si la Sarthe avait été moins proche des contrées en rébellion, le jeu des décrets énumérés ci-dessus n'y eût pas provoqué d'incidents. Mais elle était limitrophe du Maine-et-Loire, où l'insurrection exerça ses ravages, dès le début. Aux embarras qui pouvaient résulter d'une législation très éloignée des habitudes reçues, manifestement opposée aux intérêts de bon nombre de particuliers, les circonstances devaient donc inévitablement en ajouter d'autres. L'autorité départementale allait être obligée de faire des appels d'hommes, en plus de ceux qu'ordonnait la loi, soit pour répondre aux demandes de secours des administrations voisines, soit pour protéger son propre territoire. Après les représentants Richard et Choudieu,

L'on verra la Commission centrale de Saumur, par l'organe de Carra ; un général de l'armée des Côtes de la Rochelle, Duhoux ; en dernier lieu les commissaires de la Convention, Philippeaux puis Thirion, réclamer sans discontinuer la réquisition de nouveaux gardes nationaux et le Conseil général du département prendre chaque fois, avec une persévérance et un patriotisme que les échecs ne pourront lasser, les mesures que comportaient ces sollicitations ininterrompues. Nous exposerons, dans leur ordre chronologique, et les dispositions adoptées par les pouvoirs locaux, pour satisfaire aux lois des 24 février et 24 août, et celles qui furent imposées par l'obligation de faire face, à ses différents moments, au péril vendéen.

Une « Instruction pour les commissaires supérieurs du Conseil exécutif préposés pour le recrutement des armées », signée du ministre de la guerre, Beurnonville, et datée du 1^{er} mars (1), avait fixé à 5.495 le chiffre des hommes à fournir par la Sarthe ; ils étaient destinés à l'armée des Ardennes. Le 2 mars, le directoire du département distribuait ce contingent entre les districts, « d'après leur population et eu égard au nombre d'hommes actuellement sous les drapeaux » qu'ils avaient enrôlés antérieurement. Les totaux ainsi imposés aux différentes circonscriptions étaient les suivants : à celle du Mans 1.241 hommes ; à celle de Saint-Calais 499 ; à celle de Château-du-Loir 586 ; à celle de la Flèche 737 ; à celle de Sablé 481 ; à celle de Sillé-le-Guillaume 358 ; à celle de Fresnay 567 ; à celle de Mamers 441 ; enfin à celle de la Ferté-Bernard 585. L'administration prescrivait en outre aux districts de

(1) Cf. Arch. dép. Sarthe, L 327.

faire à leur tour « la répartition entre les communes » et, pour surveiller dans chacune de celles-ci les opérations de la levée, « d'envoyer un commissaire par canton » (1). En raison de l'urgence, l'arrêté départemental avait été envoyé par exprès, le jour même où il fut pris. Le district de Saint-Calais décida, dès le lendemain, de l'appliquer au plus tôt (2). Celui de Fresnay publia, le 4, une adresse à ses concitoyens pour l'exécution du décret (3). Le 5, le directoire de Château-du-Loir élisait ses commissaires puis les pourvoyait, huit jours plus tard, d'instructions écrites pour l'accomplissement de leur mission (4). Dans une proclamation du 4, il avait convié ses administrés à s'empresser d'obéir à la loi. Voici le texte de cette adresse, qui donne le ton de celles qui furent lancées par les autres districts.

Citoyens,

La voix de la Patrie vous appelle ; elle vous crie : Marchez ; rendez-moi libre ; écrasez les tyrans ; ne me donnez la paix qu'avec une entière indépendance.

Ce cri serait-il vain, citoyens ? Non, non : jamais les frères, les amis des vainqueurs de Jemmapes, de Namur et d'Argonne n'attendront dans un repos criminel que des barbares Autrichiens, des Prussiens insolents viennent encore une fois souiller leur territoire, y porter le deuil, l'opprobre et la contagion.

Ces jours de malheur sont encore près de nous. La patrie fut en danger ; vous vous levâtes ; une sainte fureur vous arma ; vos frères, vos enfants, vos amis marchèrent ; ils chassèrent, ils exterminèrent les brigands, et la patrie fut sauvée.

Une nouvelle coalition menace notre liberté Furieux de leur perte et de nos succès, les brigands se liguent ; ils trament, se

(1) Arch. dép. Sarthe, L 39.

(2) Ibid., L 391, fo 120 v^o.

(3) Ibid., L 471. n^o 483.

(4) Ibid., L 419, fos 2-3.

concertent ; ils veulent anéantir cette république naissante, l'espoir de notre bonheur, la source de notre gloire. Leurs projets seront vains ; leur honte sera grande, et la république anéantira les tyrans.

Citoyens, ces idées élèvent votre courage. Marchez ; joignez 464 défenseurs de la liberté, volontaires domiciliés dans votre territoire ; ils vous appellent ; ils veulent vous associer à l'honneur d'avoir sauvé la liberté, brisé les fers des nations et affermi le bonheur des peuples. Jeunes citoyens, resterez-vous oisifs ? Attendrez-vous pour marcher que la république menacée soit envahie par les barbares ? Attendrez-vous, dans vos foyers, qu'ils viennent vous charger de chaînes honteuses et déshonorantes ? Laissez-vous à vos frères l'honneur inappréciable d'avoir seuls sauvé la république ? Vous voyez, citoyens, ce qu'ils font au milieu de l'hiver, au sein des frimas ; jugez de ce que vous ferez réunis et dans la belle saison !

Si la gloire, si l'honneur de la patrie ne vous touchait pas ; si le bonheur de la patrie vous était indifférent ; au moins seriez-vous sensibles à la honte... Ils reviendront, les vainqueurs des despotes, les sauveurs de la république ; ils jouiront de leur gloire, et le bonheur de l'univers sera leur ouvrage.

Vous alors, couverts d'ignominie, chargés du mépris de vos frères, quelle serait votre honte ; quels seraient vos remords !

Loin de nous cette idée ! Vous êtes Français et républicains ; vos bras sont à la patrie ; déjà vous êtes prêts à marcher.

Communes de ce district, vous êtes toutes animées du même zèle ; votre civisme vous a distinguées ; nous vous félicitons. Vos enfants ont combattu à ces fameuses journées ; ils ont terrassé les féroces habitants du Nord ; ils seront comptés parmi ceux qui auront bien mérité de la patrie.

Commune de Château-du-Loir, tu as donné un exemple honorable ; ne te lasse pas ; la république ne comptera jamais trop de défenseurs ; elle n'aura jamais à récompenser trop de bons citoyens.

Jeunes citoyens de Château-du-Loir, regardez vos frères au champ d'honneur ; marchez, volez les aider à vaincre ; votre dévouement sera glorieux.

Républicains des villes, marchez les premiers ; allez assurer la paix, la liberté du paisible agriculteur ; c'est pour vous qu'il travaille ; il vous consacre ses sueurs et ses travaux ; ses moissons vous sont destinées.

Républicains des campagnes, marchez aussi. Le devoir, l'honneur, la Patrie vous appellent. Seriez-vous insensibles au cri de l'honneur, à la voix de la Patrie ? Seriez-vous seuls oisifs, quand six cent mille républicains se lèvent pour écraser les tyrans et affermir le règne des lois ? (1).

La municipalité du Mans avait fixé au jeudi, 7 mars, le rassemblement des citoyens de dix-huit à quarante ans, ordonné par l'article 9 de la loi. A ceux-ci elle se proposait de donner, ce jour-là, lecture des dispositions législatives puis de suggérer le moyen de former le contingent.

Cette première démarche fut vaine. « Environ cent » des intéressés se rendirent seuls au lieu de l'Assemblée ; les autres, « rebelles à la voix des magistrats », s'obstinèrent à rester sur la place publique « où des agitateurs les haranguaient par groupes, tantôt les épouvantant par de vaines terreurs, tantôt les excitant à une désobéissance coupable » (2). Néanmoins l'ouverture du registre, prévu par l'article 10 du décret, fut prescrite pour le lendemain, et la nouvelle assemblée des réquisitionnaires pour le lundi suivant. Le bruit étant parvenu que des lettres, répandues dans les communes voisines à plus de cinq lieues loin, invitaient les paysans à venir, à cette date, au secours des habitants de la ville, « afin de repousser une odieuse tyrannie », des mesures d'ordre avaient été prises pour éviter le tumulte. Le 10 au soir, le lieutenant-colonel Boulay avait ordonné, aux gendarmes qu'il commandait,

(1) Arch. dép. Sarthe, L 418, f° 483 v°.

(2) *Courrier patriote*, n° 40 (10 mars 1793), p. 86.

de se trouver « le 14, à six heures du matin, à la caserne de la Couture, en permanence, et de se tenir prêts à marcher au premier signal ». A l'heure dite, il distribua lui-même sa troupe entre différents postes, pour surveiller le débouché des chemins qui amenaient de la campagne au chef-lieu : à la Croix d'Or, pour les routes de Laval et d'Alençon ; près des Capucins, pour celle de Paris ; au carrefour des Quatre Vents, à Pontliéue, pour celle de Tours ; au bas du Bourg d'Anguy, pour celle d'Yvré-l'Évêque. Des gardes nationaux avaient été adjoints à ces détachements, et quelques officiers municipaux devaient se rendre auprès d'eux, pour renseigner leurs collègues restés à l'Hôtel-de-Ville. En outre des éclaireurs à pied et à cheval avaient été poussés en avant, qui devaient venir informer les chefs de poste, au moindre symptôme inquiétant (1).

Dès huit heures du matin, les principaux officiers de gendarmerie se présentent au directoire départemental et lui annoncent que, « d'après les rapports des gendarmes envoyés à la découverte, des rassemblements de gens de la campagne se répandent de toutes parts dans la ville du Mans. » Ils ajoutent que la force publique est insuffisante contre les révoltés et demandent des ordres, pour établir une garde auprès des administrations. Le directoire fait placer aussitôt un piquet devant la Couture, afin de protéger les archives du département ; ensuite il se rend lui-même à la mairie, « pour se joindre aux officiers municipaux et concourir avec eux à assurer l'exécution de la loi et à ramener l'ordre et la tranquillité publique. » Arrivé là, il apprend successivement que « le poste de la Mission a été forcé, à l'embouchure du

(1) Arch. dép. Sarthe, L 272 (Information des 4-15 juin 1793, contre Boulay).

chemin de Pontlieue, par un grand rassemblement armé de bâtons » ; puis que « le détachement, envoyé contre les attroupés, à l'embranchement du chemin de Laval et d'Alençon, avait blessé un des insurgés et en avait saisi un autre, qu'il avait ramené au corps de garde. » Diverses mesures sont prises aussitôt pour renforcer les postes.

Pendant ce temps, le maire, Négrier de la Ferrière, ancien conseiller au présidial, venait rendre compte de l'inanité de ses efforts pour ouvrir les opérations ordonnées par la loi. La majeure partie des hommes de la commune « était restée sur place publique (des Jacobins) où des factieux l'agitaient. » Quant à la minorité, qui s'était seule rendue au lieu fixé pour le rassemblement, elle n'était pas moins travaillée. Aux exhortations préliminaires du haut magistrat, des malveillants avaient répondu « de tous les côtés, en criant : point d'assemblée », et en insistant pour qu'une députation s'en allât d'abord inviter le gros des intéressés à se joindre à eux. En vain le curé de la Couture, Maguin, commissaire du département, avait-il représenté que, « pour donner du poids à cette députation, il convenait de se constituer d'abord en assemblée délibérante et de nommer un président. » Les mutins s'étaient écriés de nouveau : « Point d'assemblée ! Point de président ! » (1).

De ces constatations le maire concluait à « l'impossibilité de former l'assemblée et d'exécuter la loi du 24 février ». Il conseillait donc, « pour ne pas exposer davantage la tranquillité publique, de renvoyer à un autre moment l'opération du recrutement » (2). Était-ce la seule circonspection qui lui dictait cet avis ? Faut-il au contraire l'attribuer, pour une part, comme l'insinua Jacques

(1) *Courrier patriote*, n° 11 (17 mars), p. 94.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 39.

Rigomer Bazin, à un désir effréné de popularité chez « cet homme dédaigneux, plein de morgue et d'insolence avant 1789 », et devenu « tout à coup souple et rampant », au début de la Révolution ? En tout cas le même Bazin lui imputera formellement, après Philippeaux, des manœuvres insidieuses, lors de la réquisition du général Duhoux, en juillet 1793 (1). Du moins, pour être équitables, convient-il de ne point oublier que les accusateurs du haut magistrat étaient des chefs du parti avancé, dans le département ; que leurs collègues, les « Amis de la République », allaient bientôt dénoncer les autorités de la Sarthe et du Mans, à la Convention pour leur modérantisme, à la Montagne pour leurs sympathies girondines.

Quoi que l'on puisse penser de ces querelles ultérieures, le directoire, « considérant qu'aucun péril ne doit arrêter lorsqu'il s'agit de l'exécution de la loi », invita le citoyen maire à « se transporter de nouveau au lieu indiqué pour le rassemblement des appelés au recrutement et à employer, de concert avec le commissaire du département, tous les moyens de persuasion et autres, que la loi mettait à leur pouvoir, pour parvenir à la pleine et entière exécution de la loi ». Lui même arrêta en outre « qu'il serait fait, par l'organe du commandant, de nouvelles réquisitions, aux citoyens armés, d'opposer une vigoureuse résistance aux malveillants », en assurant les gardes nationaux « que l'assemblée [départementale] donnerait l'exemple du courage et de la tranquillité au milieu du danger » (2).

Fort de ce mandat, Négrier, de retour à l'endroit offi-

(1) *Chronique de la Sarthe*, 2^e année, n^o 34 (8 frimaire an VI), p. 4, et n^o 36 (12 frimaire). — Cf. Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 493-494.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 39.

ciellement fixé pour la convocation, s'entend avec Maguin. Tous deux, voulant ôter tout prétexte à de nouveaux atermoiements, « annoncent qu'ils vont se rendre sur la place [des Jacobins] et qu'elle sera le lieu de l'assemblée. C'était ce que les factieux attendaient. A peine le langage de la loi se fait-il entendre, poursuit le journal officieux, que des cris s'élèvent de toutes parts et étouffent la voix des magistrats. De tous côtés fourmillaient de petits aristocrates, qui parcouraient la foule, excitant au tumulte et au désordre » (1). Au milieu du brouhaha, un nommé Loiseau clame qu'il faut couper le mai de la liberté (2). Enfin le curé de la Couture « monté sur un amphithéâtre dressé sur la place, parvint à maîtriser, par la seule force de la persuasion, cette troupe de jeunes efféminés » (3). Puis, la municipalité ayant promis cent écus à ceux qui s'enrôleraient volontairement, le silence se rétablit et plusieurs citoyens se firent inscrire.

Pendant un groupe de cinq cents paysans était parvenu jusqu'à l'embranchement des routes de Laval et d'Alençon. Il s'y heurta au poste d'observation, renforcé en hâte d'un détachement de gardes nationaux, avec du canon. Un officier municipal présent lut la loi martiale aux séditeux ; néanmoins ils poussèrent de l'avant. Aussitôt une décharge de la troupe en jeta douze par terre, dont un tué ; les autres se dispersèrent.

Les « piques des bas-quartiers » avaient presque spontanément aidé à les contenir : c'étaient les émeutiers qui, en novembre et décembre 1792, avaient parcouru le département, à la suite de Potier la Morendière, pour

(1) *Courrier patriote*, n° 11 (17 mars), p. 95.

(2) Arch. dép. Sarthe; L 30, p. 494.

(3) *Chronique de la Sarthe*, n° 36 (12 frimaire an VI).

taxer les grains, et que les commissaires de la Convention, Couppé, Matthieu, Le Hardy, avaient exclus de la garde nationale, à la suite de cette entreprise séditeuse. Une adresse des « trois corps administratifs à leurs frères et amis, tous les bons citoyens » reconnut immédiatement leurs services. La partie de la proclamation qui les concernait s'exprimait ainsi :

Braves sans-culottes, vous que l'orgueil voulut humilier, vous dont on méconnut et la force et les sentiments ; que cette journée vous console des humiliations, dont l'aristocratie mal déguisée voulut vous accabler ; restez ce que vous êtes, et vous ferez trembler les méchants (1).

Le club, qui avait provoqué l'intervention de cette troupe d'irréguliers, témoigna de la satisfaction qu'il éprouvait, dans le manifeste menaçant que voici :

GÉNÉREUX SANS-CULOTTES.

Vous avez bien mérité de la Patrie ; le salut public l'a emporté dans vos cœurs sur les ressentiments particuliers. Fléaux de l'aristocratie, votre présence a brisé ses efforts, ramené le calme dans nos murs, étouffé les sinistres clameurs de ces insectes malfaisants...

La trame s'ourdissait depuis longtemps ; quelques erreurs du peuple servaient de prétexte à son oppression ; en réorganisant notre force armée, on marchait à sa désorganisation ; en éloignant les sans-culottes de la garde nationale, on écartait les sentinelles de la tranquillité publique. L'aristocratie disposait de tout, entravait les autorités qu'elle n'avait pas encore, paralysait celles qu'elle arrachait à l'insouciance publique, et préparait ainsi notre déshonneur, notre ruine et le triomphe du crime.

Déjà la discorde souriait à l'exécution de ces complots liberticides ; déjà elle s'agitait par des convulsions et des cris ; LES

(1) *Courrier patriote*, n° 11 (17 mars), p. 94.

PIQUES ONT PARÙ, les scélérats ont frémi, et le flambeau de la discorde s'est éteint.

Voulez-vous achever de terrasser l'aristocratie ? Venez au milieu de nous, nos seuls, nos vrais amis.

S'il fut un temps où notre patriotisme trop confiant espéra la conversion de nos ennemis ; si nous invitâmes alors *l'incivisme à venir abjurer ses erreurs dans notre sein*, c'est que nous pensions que tous les liens de fraternité qui unissent les hommes entre eux n'étaient pas encore rompus. Mais le prestige est dissipé : nous ne reconnaissons plus de frères parmi les traîtres à la Patrie ; c'est vous, c'est vous seuls qui êtes nos frères (1).

Les difficultés éprouvées au chef-lieu devaient immanquablement avoir leur répercussion dans le reste du département. La lecture des listes nominatives des enrôlés du district du Mans est très suggestive, à ce sujet. Pour l'unique canton de la Suzé, par exemple, deux communes seulement ont inscrit chacune un volontaire, le 10 mars ; l'une d'entre elles ne complètera l'effectif de douze hommes, qu'elle devait fournir, que les 20, 25 et 29 du même mois. Sauf Parigné-le-Pôlin et Louplande, les autres communes ne reçoivent d'adhésions qu'à partir du 17 ou du 18 mars ; les opérations du recrutement ne s'achèveront, dans cette circonscription, que le 3 avril (2). Dans le district de Saint-Calais, le nombre des recrues se trouve insuffisant à Berfay et à Vibraye (3). Dans celui de Château-du-Loir, plusieurs communes réclament une réduction de leur contingent ; une fois déboutées de leur demande, des défauts de forme vicient les désignations faites ; des troubles se produisent même à Aubigné, au Grand-Lucé, etc. (4). A Fresnay, quelques serviteurs d'un

(1) *Courrier patriote*, n° 12 (24 mars), p. 104-105.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 326.

(3) Ibid., L 391, f°s 127 v°, 131 et 132.

(4) Ibid., L 39 ; L 419 et L 430, *passim*.

émigré répandent le bruit qu'on a refusé de tirer au Mans et jettent la perturbation dans plusieurs communes du district (1). Nulle part, en définitive, la levée ne s'opère sans difficultés plus ou moins graves.

Le *Courrier patriote* apprécie cette obstruction dans les termes suivants :

Le vaste plan de contre-révolution, dirigé dans les départements voisins, avait aussi ses agents dans celui de la Sarthe, et même jusqu'au fond des campagnes les plus isolées ; partout des voix se sont élevées pour s'opposer à l'exécution de la loi du recrutement (2).

La thèse du complot était également soutenue alors, par les commissaires de la Convention députés dans les départements de la Sarthe et de Maine-et-Loire.

Vous devez vous apercevoir que ces convulsions, qui se sont manifestées en même temps sur presque tous les points, tiennent à une grande conspiration. Il est bien intéressant d'en suivre les traces. Vous avez ordonné des informations ; vous ne pourrez nous faire connaître trop promptement le résultat de vos recherches (3).

La lettre, envoyée un mois plus tard par les mêmes représentants au Comité de Salut public, était plus rassurée. « Le recrutement est complet, dans le département de la Sarthe, y est-il dit. Il s'est opéré avec le plus grand calme » (4). Mais l'optimisme, dont Richard et Choudieu

(1) Arch. dép. Sarthe, L 638, n° 33 ; L 463. f° 115 ; L 471, n° 1878. Cf. n° III des pièces justificatives.

(2) *Courrier patriote*, n° 12 (24 mars), p. 102.

(3) Arch. dép. Sarthe, L 123, *Les députés dans les départements de la Sarthe et de Maine-et-Loire aux citoyens du département de la Sarthe*, 3 pag. in-4°, Le Mans.

(4) *Recueil des Actes du Comité de Salut public...*, publié par A. Aulard, T. III, p. 431. — Cf. Arch. dép., L 155, n° 2063 ; L 30, p. 49-52.

faisaient preuve, dans la circonstance, ne se justifiait guère que par comparaison avec les événements qui s'étaient passés dans les départements voisins ; encore avait-il cessé d'être de mise, au moment où le rapport cité à l'instant était adressé à la Convention. En effet, le soulèvement de la région du sud de la Loire avait commencé d'avoir sa répercussion dans les territoires limitrophes ; il semait, chez nous en particulier, le germe de troubles qui s'étendront bien au-delà de la date où la grande armée rebelle viendra se faire écraser au Mans. Nous ne le suivrons point, ni même ne l'étudierons dans les détails de son développement. Il suffira à notre sujet d'exposer succinctement les réactions qu'il produisit dans le département, jusqu'au moment où son influence, jointe à l'agitation causée par la levée en masse, soulèvera la région de Brûlon, en septembre 1793.

Dès le 17 mars, un courrier extraordinaire, expédié par les administrations de Maine-et-Loire à leurs collègues de la Sarthe, réclamait des secours, pour contenir la rébellion née à l'occasion du recrutement et même, s'il était possible, pour en disperser les auteurs ; une lettre de Richard et Choudieu appuyait impérativement cette démarche. Le surlendemain, le directoire avait envoyé la circulaire suivante aux neuf districts :

Des dangers imminents menacent la sécurité publique ; des fanatiques ont provoqué la guerre civile et l'ont commencée dans le département de Maine-et-Loire. Les bords des révoltés s'y portent à des excès épouvantables ; il faut les repousser. Les commissaires de la Convention se joignent aux administrateurs de Maine-et-Loire pour nous demander des forces.

Nous vous requérons, citoyens, de mettre sur pied ce que vous pouvez avoir de forces et d'envoyer à Angers..... hommes armés ; il serait à désirer que vous puissiez leur adjoindre quelques

armuriers, et vous les ferez accompagner de l'artillerie dont vous pourrez disposer. Il n'y a pas un moment à perdre (1).

Des réquisitoires furent joints à cette invitation.

Nous, administrateurs du directoire, requérons les directoires des districts de Sablé, la Flèche, Château-du-Loir, de fournir et faire marcher sans aucun délai :

Le district de Sablé, 150 hommes, 2 pièces de canon, artilleurs et bagages ;

Le district de la Flèche, 200 hommes, 2 pièces de canon, artilleurs et bagages ;

Le district de Château-du-Loir, 150 hommes, avec armes, 1 caisson et bagages ;

Lesquels se rendront, sous le commandement d'un officier de légion de chacun de ces districts, en la ville d'Angers, où ils se réuniront à nos frères d'armes du département de Maine-et-Loire et travailleront, sous les ordres des officiers supérieurs de ce département, à dissiper les rassemblements formés par l'aristocratie et le fanatisme, qui troublent la tranquillité publique (2).

Le 18 mars, le directoire de Sablé, dépassant l'effort attendu de lui, avait mis en route 160 fusiliers, avec leurs cadres et deux canons. Le 21, il expédiait un nouveau détachement, composé de 75 hommes, 4 officiers et une pièce d'artillerie. C'est que des ordres nouveaux des représentants étaient venus lui demander directement d'augmenter son contingent (3). Deux lettres des mêmes étaient arrivées, le 20, au Mans, pour réclamer des renforts d'urgence. Aussitôt le directoire départemental avait décidé de payer 40 sols d'indemnité, par jour, aux gardes nationaux ainsi réquisitionnés (4) ; puis il avait arrêté

(1) Arch. dép. Sarthe, L 155, n° 2013.

(2) Ibid., L. 39.

(3) Ibid., L 579, f°s 152 vo et 154.

(4) Par arrêté du 11 avril, le Conseil général ramena la solde à 30 sols quotidiens ; mais, le 12, il vota les allocations pour les familles (Cf. Arch. dép., L 41).

d'envoyer un nouveau réquisitoire à chaque chef de légion, « à l'effet de faire passer, sans aucun délai et directement, en la ville d'Angers, le nombre de gardes nationaux » qui lui serait fixé (1). En conséquence le district de Fresnay achemina sur le champ 275 hommes ; celui de Saint-Calais 500, etc. (2). Le même jour, 21 mars, les seize brigades de gendarmerie étaient concentrées au chef-lieu, pour se rendre à Angers. — Une dizaine de mille Manceaux étaient ainsi rendus, avant la fin du mois, au cantonnement de Beaulieu et versés dans l'armée, en formation sur la rive droite de la Loire, que devait commander le général La Bourdonnaye (3). Un instant même, les volontaires précédemment équipés, et qui étaient destinés à l'armée des Ardennes, furent sur le point de grossir cette troupe ; mais, après avoir reçu des ordres contradictoires du ministère de la guerre, leur affectation primitive fut maintenue (4).

En raison des circonstances où il avait été levé, tout avait été improvisé dans la réunion de ce contingent. Quoique les magasins n'eussent point encore été organisés dans les districts, les hommes n'avaient reçu l'ordre d'emporter avec eux qu'une chemise et une paire de souliers ; beaucoup n'avaient point d'armes à feu ; même les chefs ne comptaient que sur une expédition de courte durée. Le séjour hors de chez eux se prolongeant pour les premiers appelés, des murmures ne tardèrent pas à se faire entendre. En particulier les chefs de famille se plaignaient qu'ils dussent laisser leurs intérêts en souffrance

(1) Arch. dép. Sarthe. L 39.

(2) Ibid., L. 463, fo 123 vo ; L 391, fo 131 vo.

(3) Cf. H. Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, t. I, p. 24 et 28 ; *Courrier patriote*, nos 12, 13, 14 (24 et 31 mars, 7 avril 1793).

(4) *Courrier patriote*, nos 13 et 15 ; cf. L 30, p 86-87.

et rester sous les armes, pendant que les jeunes gens gardaient leurs foyers. Les récriminations étaient si vives que, le 6 avril, jour même où il reprenait la permanence, le Conseil général arrêtait de faire remplacer 150 fantassins et 17 canonniers du district du Mans ; le 15, 78 soldats de la légion de Bonnétable étaient substitués à autant de leurs camarades du district de la Ferté-Bernard (1). Enfin, pour enlever tout sujet de réclamations, une nouvelle décision, du 22 du même mois, déterminait les conditions de la relève des deux mille hommes retenus à l'armée de La Bourdonnaye. Important parce qu'il règle organiquement la participation de la Sarthe à la constitution de l'armée dite de Saint-Lambert, cet acte l'est encore par les manifestations de l'opinion qu'il provoqua. Il est donc à reproduire presque en entier.

Lecture faite d'une lettre des administrateurs du district de la Ferté-Bernard, en date du 20 de ce mois, relative aux difficultés survenues au remplacement des citoyens de ce district qui se sont rendus à l'armée des patriotes, à Saint-Lambert, et dont les affaires personnelles exigent impérieusement le retour dans leurs foyers ;

La matière mise en délibération, le procureur général syndic entendu ;

Le Conseil général en permanence,

Considérant qu'une infinité de pères de famille, d'artisans, de pauvres cultivateurs, entraînés par l'élan du patriotisme, sont maintenant dans les armées patriotes, destinées à combattre les rebelles...,

Qu'il est de la sagesse de l'administration de leur faciliter les moyens de retourner promptement dans leurs foyers, sans occasionner la défection dans les armées ;

Que la manière dont on se propose de faire ce remplacement, dans les districts de ce département et notamment dans celui de

(1) Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 2, 3, 32.

la Ferté-Bernard, serait très préjudiciable à l'armée, au lieu de lui être utile, puisqu'on désigne pour ce remplacement des hommes usés et même des vieillards ;

Que l'intérêt du commerce et de l'agriculture, et plus encore les devoirs sacrés de l'humanité exigent le retour des pères de famille qui sont à l'armée des patriotes et retiennent les autres dans leurs foyers ;

Considérant d'ailleurs qu'il est dans les lois de la nature et de la saine politique que les jeunes gens ou hommes veufs sans enfants, en état de porter les armes et dans le cas de la réquisition permanente, aillent promptement remplacer les pères de famille ;

Considérant que les célibataires n'ont point à supporter les mêmes charges que ces derniers ; que leur indépendance les rend moins accessibles aux fatigues de la guerre ; qu'enfin ils ne peuvent avoir de motifs assez puissants pour se dispenser de voler au secours de la patrie en danger ;

Arrête ce qui suit :

Art. I^{er}. — Afin d'opérer avec succès le retour des pères de famille qui ont quitté leurs foyers pour défendre les départements menacés par les brigands, il sera nommé par les administrations de district un ou plusieurs commissaires par canton ;

II. — Les commissaires nommés et distribués dans chaque municipalité procèderont, avec les conseils généraux des communes, à la formation d'un premier état général nominatif des citoyens non mariés ou veufs sans enfants depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à cinquante ans accomplis en état de porter les armes, pour ensuite déterminer le choix de ceux qui devront marcher à la défense de la patrie en remplacement des pères de famille ;

III. — Les citoyens qui voudront marcher seront au moins de taille de 4 pieds 10 pouces, sans infirmités et bien conformés ;

IV. — Seront exceptés les gardes des bois, gardes champêtres reçus, les fonctionnaires publics désignés par la loi du 24 février dernier, les curés, vicaires, professeurs de collèges et instituteurs salariés par la nation ;

V. — Ne feront point partie de la présente réquisition les citoyens enrôlés en vertu de la loi du 24 février dernier destinés au complément de l'armée des Ardennes ;

VI. — Après la formation du contrôle général prescrit par l'article II, il sera dressé un état nominatif de ceux qui seront jugés, par les commissaires de canton et le conseil général de chaque commune, devoir marcher en remplacement des pères de famille, et sur ce contrôle seront inscrits :

1° Les plus riches, les plus aisés et les moins utiles à l'agriculture et au commerce,

2° Les agents et régisseurs des biens et tous les domestiques non mariés et sans enfants uniquement attachés au service de leurs maîtres, comme cuisiniers, valets de chambre, laquais et et cochers ;

VII. — Dans le cas où le nombre des citoyens compris en l'article VI serait insuffisant pour compléter le contingent à fournir en remplacement par chaque municipalité, les commissaires de canton, conjointement avec le conseil général, nommeront d'office, et toujours de préférence dans la classe la moins utile, les jeunes gens qu'ils croiront devoir mettre en activité de service ;

XII. — Immédiatement après l'arrivée des citoyens de remplacement, les pères de famille reviendront dans leurs foyers ;

XIV. — Ceux des citoyens appelés en remplacement qui n'auraient point de souliers, au moment du départ, n'en seront pas moins tenus de déférer aux ordres du commissaire du canton, mais ce dernier, de concert avec le conseil général de la commune, en fera fournir à l'instant par les citoyens riches et surabondamment par les plus aisés ;

XVI. — Pour éviter la désertion, il est expressément défendu aux communes du ressort et aux directoires de district de délivrer aucun passeport à ceux qui pourraient être requis de marcher en remplacement des pères de famille, et, afin que les généraux de l'armée puissent toujours compter sur un nombre effectif de gardes nationaux, les pères de famille qui font partie

des remplacements et actuellement en marche pour se rendre à l'armée de Saint-Lambert ou qui y sont nouvellement arrivés seront remplacés à la première réquisition des généraux ;

XVII — Tout citoyen qui reviendra de la dite armée dans ses foyers, sans être muni d'un congé revêtu des formes adoptées dans la dite armée, sera regardé comme déserteur des drapeaux de la République et mis en arrestation jusqu'à la cessation des troubles (1).

Après les premiers échecs des troupes républicaines en Vendée, les représentants Richard et Choudieu appelaient sur la Loire, le 3 mai, les volontaires armés que la Sarthe devait fournir à l'armée des Ardennes (2). Cependant les insurgés Angevins, avec Cathelineau, unis aux Poitevins de la Rochejacquelin, avaient battu le général Berruyer, à Chemillé, le 11 avril ; Leygonier, à Vezin et à Coron, le 19 ; Granvilliers, à Beaupréau, le 22. La défaite de Quétineau à Thouars, le 7 mai, découvrait Saumur devant les vainqueurs, Bonchamps, Lescure et Stofflet. Aussitôt, pour défendre éventuellement la ville, Carra réclama, du district de la Flèche, l'envoi des « patriotes braves, prononcés et bien armés, qui voudraient partir volontairement ». Le Conseil général du département, sollicité de fournir aussi des secours, par la Commission centrale de Saumur, s'empressa de déférer à l'invitation. Le 10 mai il adoptait un arrêté qui, après avoir approuvé les dispositions prises par le district de la Flèche, nommait des commissaires pour se rendre dans tous les districts de la Sarthe. « Ils s'y concerteront, disait cet acte, avec les administrations, les municipalités, les chefs de légion et autres officiers de garde nationale, pour s'assurer de la totalité des canons, fusils

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 30, p. 74-76.

(2) Ibid., p. 106-107.

et autres armes... [dont] ils requerront la remise immédiate... Ils recevront la soumission des citoyens patriotes prêts à marcher, lesquels pourront, s'ils le désirent, se servir de fusils de chasse, en observant toujours par les commissaires de ne faire partir qu'un nombre d'hommes égal à celui des fusils » (1).

Cependant les insurgés s'étaient retournés vers le Nord, après une poussée sur Fontenay-le-Comte. Le 9 juin, La Rochejacquelin, Cathelineau et Lescure entraient à Saumur. Les républicains débandés s'éparpillèrent dans toutes les directions ; le district de Château-du-Loir notamment délivra de nombreux ordres de route aux fuyards. Celui de la Flèche, pris de panique, organisa aussitôt le transfert de ses archives sur le Mans. Le directoire du département prit en même temps des mesures de sûreté. Le 12, il ordonna au district du Mans de lever 1.500 hommes ; à ceux de Château-du-Loir, de la Flèche et de Sablé, d'en réunir d'urgence le plus grand nombre possible ; aux autres d'en réquisitionner chacun 500 (2). Simultanément il faisait acheter des armes dans les départements voisins, et des grains dans l'Eure-et-Loir. L'entrée de quatre pseudo-Vendéens à la Flèche vint augmenter un instant les alarmes. Leur démonstration n'était qu'une joyeuse farce. D'ailleurs l'affluence des gardes nationaux rassemblés hâtivement au chef-lieu, pour le protéger ; le passage de troupes se rendant à Tours, pour y être mises à la disposition de la Commission centrale, rassurèrent les esprits. Le département, qui avait nommé un *Comité défensif*, profita du répit pour prescrire la formation d'un corps solide de défense au Mans ; le noyau devait en être constitué par

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 481, fo 42 vo. Cf. L 30, p 129-134.

(2) Ibid., L 30, p. 233, 234, 236, 237.

un millier de volontaires d'infanterie et cent cavaliers (1).

Sur ces entrefaites, Philippeaux arrivait dans la ville, envoyé en mission dans les départements de l'Ouest et du Centre. Il réconciliait d'abord le Club avec les administrations, jugées trop tièdes par la Société des Amis de la République. Nantes étant alors en danger, le Conseil général, sur la demande du représentant, décida la création de deux bataillons et de deux escadrons, à recruter dans la Sarthe. Ces troupes n'eurent pas à être employées. Avant même qu'elles fussent complètement rassemblées, les Vendéens avaient subi un insuccès devant Nantes. Leur échec fut suivi pour eux d'une série de revers, à Luçon, à Parthenay, à Bressuire, à Châtillon, à Saumur et aux Ponts-de-Cé. Mais, le 18 juillet, ils prenaient brillamment leur revanche sur l'armée de Tours, à Vihiers. Aussi, le 21, l'adjudant général Ménard déposait, sur le bureau de l'administration de la Sarthe, la lettre suivante du général Duhoux, « commandant par intérim de l'Armée des Côtes de la Rochelle » :

Angers, 20 juillet 1793.

Je me trouve, citoyens, obligé de recourir à votre patriotisme et à votre attachement pour la République, en vous demandant une force armée de trois à quatre mille hommes, pour se rendre sans délai à Angers, où je me trouve, avec une trop faible garnison pour maintenir cette ville intéressante à la République. L'armée vient d'éprouver un échec fâcheux à Vihiers ; elle s'est retirée sur Tours, par une marche forcée, où je pense qu'elle sera ralliée. Les troupes que je commande occupent les Ponts-de-Cé et le poste de Saint-Georges ; elles sont trop peu nombreuses pour s'y maintenir et, sans le renfort que je vous demande, je me verrai forcé de quitter cette position, qui couvre votre ville et conserve les deux rives de la Loire. Le citoyen

(1) Cf. H. Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, t. I, p. 44.

Ménard .. vous fera verbalement le détail de la position actuelle des choses. Il vous demandera de ma part, d'après une estimation faite, les chevaux de luxe qui sont à votre disposition. Je vous prie également de joindre à votre force armée l'artillerie qui vous sera possible de m'envoyer (*sic*).

Que la liberté vous garde et vous accompagne.

DUHOUX.

Le jour même où cet appel était remis, le Conseil général ordonnait la levée de 2.850 hommes, à prendre dans les deux premières classes déterminées par la loi du 30 mai précédent; le district du Mans devait en fournir huit cents; ceux de Mamers et de Château-du-Loir chacun quatre cents; celui de la Ferté-Bernard deux cent cinquante; ceux de Saint-Calais et de Fresnay chacun trois cents; enfin ceux de Sablé et de Sillé-le-Guillaume respectivement deux cents (1). Des arrêtés complémentaires fixèrent les effectifs du district de la Flèche, de façon à atteindre le maximum réclamé par Duhoux (2).

Après Vihiers, la lutte s'apaise pour quelque temps. Les troupes républicaines, qui allaient recevoir les Mayençais, se regroupent; les paysans Vendéens se livrent aux travaux de la moisson. La bataille de Luçon, le 14 août, les éloignait vers le sud; de plus elle tourna à leur désavantage: c'étaient deux raisons de laisser notre pays en repos. Quand ils furent de nouveau victorieux, de Santerre, le 18 septembre à Coron, de Kléber, le 19 à Torfou, tout le sud-ouest de la Sarthe était déjà en feu. Thirion, nommé, par décret du 23 août, « commissaire dans ce département, pour surveiller l'exécution

(1) Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 408-413.

(2) Ibid., L 457 (23 juillet 1793).

de la réquisition des citoyens depuis dix-huit jusqu'à vingt-cinq ans », avait lancé, de Chartres, une proclamation « pour accélérer l'exécution de la loi du 23 août » (1). Ce manifeste avait déclenché l'insurrection qui, depuis le printemps précédent, couvait dans les régions de Sablé et de Brûlon.

(1) Cf. Arch. dép. Sarthe, L 423 (Placard in-f°, Chartres, Fr. Laballe, s. d.).

III

Les journées des 7 et 11 mars avaient signifié à l'administration, après les événements de février, que les habitants du Mans ne se plieraient point de bon gré aux exigences militaires. Les sentiments des campagnes pouvaient se préjuger de la coopération que celles-ci avaient tenté d'apporter à la rebellion du Mans. Ils allaient s'affirmer de nouveau, lors du recrutement dans les communes rurales.

A elle seule la liste des recrues, levées dans le district du Mans par application de la loi du 24 février, renseigne assez éloquemment sur les dispositions d'esprit de cette circonscription. Quelques localités y apparaissent, il est vrai, comme ayant dépassé le contingent qui leur était assigné ; mais les gains ainsi obtenus sont à peu près balancés par les pertes des agglomérations déficitaires. Ce qui est plus suggestif, dans la lecture de ce tableau, c'est la longueur des opérations nécessaires pour compléter les effectifs ; c'est encore et surtout le petit nombre des individus inscrits à chaque date. Au lieu d'être enrôlés ensemble et d'un élan unique, les hommes s'engagent ou sont désignés par petits groupes, individuellement parfois et comme « à l'égrain ». Visiblement ils manquent d'enthousiasme ; ils n'entrent qu'avec une réserve pleine de méfiance, quand elle n'est pas hostile, dans la voie glorieuse des sacrifices que la patrie attend d'eux ; l'incident le plus menu leur ferait retirer une adhésion à laquelle ils ne se décident qu'à regret.

La difficulté matérielle de reproduire exactement le tableau officiel, qui mettrait ces hésitations à nu, nous a fait condenser en quatre périodes les chiffres des inscriptions pour le district précité. Tel quel, cet état justifiera les appréciations qui viennent d'être formulées.

Mouvement des enrôlements au titre de la loi du 24 février 1793 dans le district du Mans.

COMMUNES	HOMMES à lever	E n r ô l é s				OBSERVATIONS
		E N M A R S		E N A V R I L		
		du 8 au 15	du 16 au 31	du 1 au 15	du 16 au 30	
Canton du Mans						
Le Mans	187	?	?	?	?	
Allonnes	6		6			
Changé.	27		27			Cf. L 561, f° 14.
Chapelle-Saint-Aubin	6	2	4			
Coulaines.	4	?	?	?	?	
Pontlieue et Arnage	15					28 s. d. (L 561, f° 52 v°).
Pruillé-le-Chétif	6	6				
Rouillon	9	5	4			
Saint-Georges-du-Plain . . .	4		4			
Saint-Pavace	4		4			
Saint-Pavin-des-Champs . .	8					40 s. d. (L 561 f° 72 v°).
Sainte-Croix.	9					9 s. d. (L 561 f° 62).
Sargé.	13	11				« manque 1 ».
Yvré-l'Évêque	28		1			35 s. d. (L 561, f° 85).

Canton de Savigné-l'Évêque

Beaufay.	26.	18	8			[Milscent disparu].
Joué-l'Abbé	5	6				« 1 en excédent ».
Montreuil-sur-Sarthe	2	1		1		
Neuville.	14	12		2		
Saint-Corneille.	11	6	2	3		
Saint-Rémy-des-Bois	1	1				
Savigné-l'Évêque.	29	16	9			
Sillé-le-Philippe	11	6	5			« manque 4 ».
Torcé.	25	15	8			

Canton de Ballon

Ballon	42	29		9		[Saint-Mars et Saint-Georges].
Courcebeuifs.	9	5	4			« il en manque 4 ».
Courcemont	18	14				[+ 4 de date inconnue].
La Guerche.	7	2	2	2	1	« 1 en excédent ».
Montbizot.	10	11				[+ 1 du 8 mai].
Saint-Ouen-sous-Ballon	3	3				
Souligné-sous-Ballon	10	10				
Teillé.	12	12,				

COMMUNES	HOMMES à lever	E n r ô l é s				OBSERVATIONS
		E N M A R S		E N A V R I L		
		du 8 au 15	du 16 au 31	du 1 au 15	du 16 au 30	
Canton de La Bazoge						
La Bazoge.	23	12	8	1	1	
Chevaigné	2		2			
La Milesse.	9	3	4	1		« manque 1 ».
Notre-Dame-des-Champs	5	3	2			
Saint-Jean d'Assé.	46	2	45			« 1 d'excédent ».
Saint-Saturnin.	6	3	3			
Sainte-Jammes.	10	8		2		
Sainte-Sabine et Poché	44	10			1	
Souillé	5	3	2			
Canton de Lavardin						
Aigné.	7		7			
Chapelle-Saint-Fray	6	6				
Chaufour	7	3	4			
Cures.	8	5		2	1	
Degré.	7	7				
Domfront-en-Champagne	48	18				

Fay	9					
Lavardin	5					
La Quinte	6					
Saint-Julien-en-Champagne .	2					
Trangé	5			1	2	
Canton de Vallon						
Athenay	5					
Brains	13			1		
Coulans	20			2		
Crannes-en-Champagne . . .	8			8		
Flacé	3			1		
Saint-Georges-du-Bois . . .	4			3		
Souligné-sous-Vallon . . .	9			7		
Vallon	21			10		2
Canton de La Suze						
Chemiré-le-Gaudin	12			11		
Étival-lez-le-Mans	11			11		
Fillé et Guécélard	12			12		
Louplande	11			5		
Parigné-le-Pôlin	8			4		
Roëzé	16			16		

[1 en excédent].

[3 du 28 février ; 1 du 22 mai ;
2 du 1 juin ; manque 1].

[manque 1].

COMMUNES	HOMMES à lever (1)	Enrôlés (2)				OBSERVATIONS
		EN MARS		EN AVRIL		
		du 8 au 15	du 16 au 31	du 1 au 15	du 16 au 30	
Canton de La Suze (suite)						
Saint-Benoît-sur-Sarthe . . .	2		2			
Spay	8		6	1		« manque 1 ».
La Suze.	49		49			
Voivres.	7	1	6			
Canton d'Écommoy						
Écommoy	32	4	27			[manque 4].
Laigné-en-Belin	15	3	10		1	[manque 4].
Moncé-en-Belin	43	9	4			
Mulsanne.	7	3	3			[1 du 8 mai].
Saint-Biez-en-Belin.	7	7				
Saint-Gervais-en-Belin . . .	6		5			[manque 1].
Saint-Ouen-en-Belin	40	10				
Teleché.	17	1	14			[2 du 8 mai].
Canton de Parigné-l'Évêque						
Ardenay	9	4		2		
Brette.	9	8	1			

Challes	13	12	2	« 1 en excédent ».
Parigné-l'Évêque.	35	30	3	
Raudin	7	2	3	
Saint-Denis-du-Tertre.	3	1		2
Saint-Mars-d'Outille	18	15	3	
Surfond.	2	2		

Canton de Montfort-le-Rotrou

Le Breil.	15	18		« 3 en excédent ».
Champagné.	9	7	2	
Connerré	18	17		[+ 1 du 1 mai].
Fatines.	4	3	1	
Lombron	19	13	6	
Montfort	6	6		
Naillé-le-Jalais.	5	4	1	
Pont-de-Gennes	12	10	2	
Saint-Célerin	13	10	3	
Saint-Mars-la-Brière	12	4	3	[En note : payé 10 jusqu'au 10 juin ; en fait liste de 7 noms seulement].
Saussay.	3	3		
Soulitré	8	6		[manque deux].

(1) Cf. Arch. dép. Sarthe, L 567, fo 66.

(2) Ibid., L 326 et L 561.

Le tableau ci-dessus ne fait que laisser soupçonner des répugnances, dont la réalité peut se démontrer par des preuves plus positives. En mars, le Conseil général de Voivres demande que le directoire départemental abaisse le nombre de six volontaires, qui lui est fixé et qu'il trouve trop considérable « par comparaison avec celui qui est imposé à la commune voisine de Roëzé » (1). Le 13 du même mois, la municipalité de Saint-Saturnin étant « assemblée à l'effet de procéder à une troisième opération pour former le contingent des volontaires », Alexandre Daveau « se répandit en propos injurieux contre elle et contre les corps administratifs ; pourquoi l'assemblée le nomma pour servir la patrie en qualité de volontaire » (2). Le 8 avril, « les citoyens de Saint-Julien-en-Champagne se réunissaient, en exécution de la loi du 24 février pour fournir leur contingent ». René Le Glu, greffier du juge de paix, ayant été désigné, en son absence, par la voie du scrutin, fut avisé de sa nomination. Sa colère fut si grande qu'il « tira son sabre sur ses concitoyens, menaça de les tuer, particulièrement le maire, et déclara qu'il se tuerait lui-même plutôt que de marcher à la défense de la patrie » (3).

A part l'intervention de la municipalité de Voivres il ne s'agit là évidemment que d'explosions isolées de colères particulières. Mais en voici d'autres qui sont le fait de collectivités ; dont la portée dépasse visiblement les individualités en cause ; qui enfin se produisent sur tous les points du département.

Au rapport du curé de Dollon, commissaire du district de Saint-Calais, et de son remplaçant l'abbé Bossé, les

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 39.

(2) Ibid., L. 533, p. 352.

(3) Ibid., L. 533, p. 353-359.

domestiques de l'émigré Hurault de Vibraye réussissent à « ralentir le zèle des jeunes gens » pour s'enrôler. Il est vrai qu'ils ont à se plaindre gravement de l'administration ; que, constitués par elle gardiens des meubles séquestrés de leur maître, ils ne reçoivent ni salaire, ni arriéré de leurs gages, et que, pour faire cesser leurs récriminations, le directoire doit liquider précipitamment leurs créances sur la nation. Leurs murmures trop justifiés n'en ont pas moins, en fin de compte, fait échouer le recrutement à Berfay et à Vibraye (1). Des subterfuges, des moyens dilatoires, enfin des irrégularités font traîner en longueur celui de Cogners, dans le même district, si bien qu'il ne s'achève qu'à la fin de mars (2). Devant la mauvaise volonté de ses administrés, le directoire de la Ferté-Bernard s'obstine à imposer, contre la volonté de celui du département, l'inscription, sur les contrôles, d'hommes reconnus impropres au service par le chirurgien délégué à leur examen (3). La région de Fresnay n'est pas moins travaillée. Des troubles se produisent, dans cette ville et dans les communes voisines de Saint-Aubin-de-Locquenay, de Douillet-le-Joly et de Gesnes-le-Gandelin (4). Un volontaire de Moitron dit bien haut, dans les auberges, qu'il faut contraindre les acheteurs de biens nationaux à partir les premiers. Quand l'agitation se calme, les recrues s'organisent en bandes et vont taxer, par violence, les riches propriétaires, qu'ils menacent du pillage. Les municipalités impuissantes sont réduites à tolérer ces vexations (5).

Dans la circonscription de Mamers, des volontaires se

(1) Arch. dép. Sarthe, L 391, fos 131 v°, 148 v°.

(2) Arch. com. Cogners.

(3) Arch. dép. Sarthe, L 39.

(4) Ibid., L 638 et L 463, fo 115.

(5) Ibid., L 638.

livrent également à des protestations contre les acquéreurs de biens nationaux ; ils redisent que ceux-ci « ne peuvent faire autrement que de s'enrôler », ou encore que « les hommes mariés doivent tirer » au sort aussi bien que les célibataires (1). Après le Mans, le district de Sablé est celui où la perturbation est la plus considérable. Si patriote qu'elle soit, la commune de Poillé réclame une réduction de son contingent (2). Brûlon voit poindre un mouvement séditieux. Le corps municipal avait interdit d'apporter des bâtons, à la réunion préparatoire des hommes de dix-huit à quarante ans. Le 13 mars à dix heures du matin, « au moment où l'Assemblée était sur le point de se former, quarante citoyens se présentèrent au corps de garde, dans lequel étaient vingt gardes nationaux, requis par la municipalité de maintenir le bon ordre et de ne souffrir personne venir dans l'assemblée avec des bâtons et autres armes ». Le capitaine Ollivier, de garde, ayant voulu désarmer un des délinquants, ceux-ci « tombèrent sur les gardes nationaux à coup de bâtons et en blessèrent plusieurs ». Les officiers chargés de la police ordonnèrent alors de faire feu, ce qui produisit « une telle impression dans l'esprit de la majeure partie des citoyens qu'ils s'enfuirent, chacun de leur côté, dans la crainte d'être assassinés par ces hommes armés de bâtons ». Le rassemblement dut être renvoyé à quatre heures du soir du même jour. Les mutins n'y renouvelèrent pas leur tentative de la matinée. Aussi les patriotes, réunis « sous la halle attenante au palais, déclarèrent d'une voix unanime qu'ils choisissaient [pour soldats] ceux qui s'étaient montrés [au début] rebelles à la loi et despecteurs de la municipalité et aussi ceux qui ne s'étaient point pré-

(1) Arch. com. Saint-Cosme-de-Vair, D. I., p. 12.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 39.

sentés d'après la convocation qui avait été faite » (1).

Le *Courrier patriote* garde le silence sur ce grave incident. Mais son correspondant de Château-du-Loir lui écrit qu'« il y a eu un peu de bruit à Lhomme, Jupilles et Coulongé ». Ce qu'il ne mentionne point c'est que les officiers municipaux de Lhomme embarrassés réclament un sursis de huit jours, pour procéder au recrutement (2) ; c'est que les communes de Saint-Pierre-du-Lorouër et de Mayet sollicitent des diminutions de leur contingent ; c'est enfin que les volontaires pillent et se livrent à des attentats contre la sûreté des personnes et contre les propriétés (3). Cependant il avoue que le conseil municipal du chef-lieu ne peut arriver à lever les effectifs qu'il doit fournir. Voici ce qu'il en relate :

La municipalité fait encore, aujourd'hui (17 mars), une assemblée pour tâcher de faire quelque chose. Nos jeunes gens se tiennent renfermés ; les nouveaux défenseurs de la Patrie, qui viennent de toutes parts au District, jurer de vaincre ou de mourir, les raillent, en faisant des promenades militaires au son de la musique et des tambours, autour de la ville. Au Club on les poursuit ; les jeunes filles même crient *haro* sur eux (4).

Qui voudrait préciser la physionomie de ce premier appel sous les armes résumerait ses caractères essentiels dans les traits suivants : lenteur vraisemblablement calculée à se soumettre, de la part des intéressés et quelquefois même des municipalités ; multiplication des échappatoires ; obstruction aux mille formes ; en définitive, mécontentement sourd mais généralisé ; effervescence en beaucoup

(1) Arch. com. Brûlon, D, II, f^{os} 7-8 ; cf. Arch. dép. Sarthe, L 39 (arrêté du 13 mars).

(2) Arch. dép. Sarthe, L 419 (12 mars 1793) ; comparer Arch. com. de Valennes, *Délib.*, f^o 134.

(3) Arch. dép. Sarthe, L 419 (Séance du 27 mars).

(4) *Courrier patriote*, n^o 12 (24 mars), p. 103.

d'endroits, rarement accompagnée de refus catégorique, mais qui dégénère parfois en violences collectives. L'apathe semble invincible chez les hommes sujets à l'enrôlement, parce que l'utilité des sacrifices qui leur sont proposés leur échappe.

Prétendre en effet qu'ils se dérobent par lâcheté, que leur inertie provient de la crainte du danger personnel, serait les mal juger et commettre une injustice à leur égard. Car aussitôt que la menace vendéenne leur est connue, la proximité d'un péril immédiat, indiscutable, les soulève, comme aux jours de la grande peur de 1789 ; il les jette en masse, sans autres armes que de mauvais fusils, des faux emmanchées à revers, des haches, des « vouges » et même de simples bâtons, au devant d'un ennemi de l'existence duquel ils ne doutent plus.

« En moins de trois jours, plus de dix mille hommes » étaient ainsi descendus jusqu'à la Loire (1). A lui seul ce chiffre dénote un empressement qui contraste éloquemment avec les longueurs observées dans l'exécution de la loi du 24 février. Il est d'ailleurs un des rares détails qui soit connu sur cette levée, si imposante par son nombre. La précipitation avec laquelle elle s'opéra, d'un côté ; d'autre part le système de réquisitions nominatives, employé pour l'effectuer ; enfin la qualité des autorités, mises en mouvement afin de réunir les hommes, sont autant de causes pour lesquelles il ne reste guère de documents capables de nous éclairer. Les billets individuels de convocation des gardes nationaux n'ont été conservés que par hasard ; les réquisitions n'ont point été inscrites, la

(1) Arch. dép. Sarthe, L 283 [Mémoire justificatif du président du Conseil général du département sur le rôle de l'administration du 27 novembre 1792 au 1^{er} octobre 1793]. En L 30, p. 136-141, le Conseil général indique seulement 6.000.

plupart du temps, aux registres communaux, et il ne nous est parvenu qu'une partie insignifiante des papiers des anciennes gardes nationales. Tout au plus savons nous donc qu'après avoir dépêché deux cents hommes environ en Maine-et-Loire, le 18 mars, le directoire du district de Sablé, pressé d'envoyer des renforts, se récusa. Il répondait, à ce sujet, au département, le 23 mars :

Il ne serait pas prudent que nous ajoutassions un troisième détachement, dans la crainte que le parti contre-révolutionnaire ne profitât du dénuement de nos forces pour exciter quelques troubles dans notre district, qui ne doit sa tranquillité qu'à la fermeté des patriotes (1).

M. Legros a raconté, en quelques lignes, le « soulèvement » de Saint-Léonard-des-Bois (2). Un des hommes commandés, à Cogners, excipa d'une exemption obtenue du chef de légion de Bessé ; ses camarades, indignés de le voir bénéficier d'une immunité non motivée, refusèrent de partir ; enfin un attroupement de cinq cents personnes se produisit, quand le capitaine Langlois entreprit de remplacer les insoumis (3).

Après quelques jours, la plupart de ces gardes nationales étaient renvoyés dans leurs foyers. La relève des deux à trois mille qui restèrent ne s'opéra point d'une manière uniforme dans tout le département. Dès le 6 avril, le district du Mans la faisait faire pour cent cinquante des siens ; le 15, il était imité par celui de la Ferté-Bernard ; le 17, à Fresnay ; le 20, à Saint-Calais (4). Parce qu'il tardait à

(1) Arch. dép. Sarthe, L 338.

(2) H.M. Legros, *Les gardes nationales et les volontaires, 1792-93*, dans *Revue historique et archéologique du Maine*, T. LXXIII, p 186.

(3) Arch. com. Cogners, D-II, f^{os} 202 v^o 204.

(4) Arch. dép. Sarthe ; L 30, p. 2, 3, 32 ; L 463, f^o 146 v^o ; L 391, f^{os} 170 171.

suivre cet exemple, celui de Mamers fut vivement pris à partie par « les citoyens et les citoyennes de la ville », dont il ne calma les impatiences qu'en ordonnant le remplacement de tout son contingent (1).

La même diversité se retrouve dans les méthodes de recrutement. Les réquisitionnaires de Béthon n'ayant point voulu déterminer quel serait l'unique soldat qu'ils devaient fournir pour Angers, « si les officiers municipaux et les personnes de plus de cinquante ans ne se soumettaient » à la chance d'être désignés, le directoire du district de Fresnay arrêta qu'ils se réuniraient de nouveau, dans le plus court délai. Il décida en outre « qu'ils procéderaient entre eux à la nomination de ce citoyen, sauf à eux à adopter le mode qui leur conviendrait ; qu'en cas de refus par les dits citoyens, la municipalité adopterait elle-même un mode de désignation, soit le sort, soit le scrutin, soit même l'appel » (2). L'administration du district de Saint-Calais avait prévu de semblables difficultés, quand elle observait que, « tous les citoyens étant par la loi en réquisition permanente, les commandants de bataillon et autres officiers, auraient le droit, en cas de besoin, de désigner ceux qu'ils croiraient les plus capables de servir la patrie ». Néanmoins, même munis de ces pouvoirs, les gradés de son ressort ne parvinrent point à se faire obéir partout. Contre la volonté de Joseph Barrier, commandant de la compagnie de Lavaré, les jeunes gens de cette commune nommèrent au scrutin deux hommes mariés. Le bataillon de Vibraye devait fournir treize remplaçants. « Malgré les observations qui leur furent faites, les garçons du dit lieu déclarèrent vouloir (également) procéder par la voie du scrutin et y assujettir les hommes mariés ». Ainsi furent

(1) Arch. dép. Sarthe, L 486, f^{os} 7-8.

(2) Ibid., L. 463, fo 146 v^o.

donc élus quatre pères de famille, les nommés Haudry, Dessommes, Chartrain et Osseaume. Le directoire, auquel ils se plainquirent, précisa que « les commandants et officiers de bataillon étaient seuls compétents, suivant la loi sur l'organisation des gardes nationales, pour requérir ceux qui doivent faire le service ». Il annula donc l'opération et chargea « le commandant de faire lui-même une nouvelle réquisition » (1).

Ici, afin de mieux aboutir, le pouvoir local s'était pourtant fait insinuant, comme on en peut juger par la recommandation suivante de son arrêté général du 20 avril.

Les officiers de bataillon représenteront à leurs concitoyens que l'absence de ceux qui iront au secours de leurs frères du département de Maine-et-Loire ne peut être longue ; qu'ils seront promptement remplacés et que même ceux qui y sont actuellement offrent de repartir, après quelques temps de repos (2).

Ces alléchantes promesses n'émurent ni les gens de Rahay, où personne ne s'offrit contre la Vendée, ni ceux de Cogners, où un seul homme se présenta, sur les neuf qui étaient nécessaires au bataillon de Vancé (3). L'insuccès fut égal à Saint Mars-la-Brière, dans la circonscription du Mans ; le curé refusa d'y publier la convocation des individus sujets à réquisition et l'enrôlement y fut nul (4). Fercé ne trouva de volontaires qu'à la condition de ne pas les laisser plus d'un mois dans la région insurgée (5). A Lamnay, le choix des auxiliaires se fit au

(1) Arch. dép. Sarthe, L 391, f^{os} 171-173.

(2) Ibid., L 391, f^{os} 170-171.

(3) Arch. com. Rahay, *Délib.*, fo 51 v^o ; Cogners, D II, f^{os} 217 v^o, 218.

(4) Arch. com. Saint-Mars-la-Brière, *Délib.*, p. 420-421.

(5) Arch. com. Fercé, *Délib.*, fo 138.

scrutin, mais « la plupart » des élus se hâtèrent de « gager d'autres citoyens à leur place » (1). Aussi peu empressés et moins généreux se montrèrent trois des quatre gardes nationaux désignés à Luceau : Matthieu Fusil, Gervais Poussin, et Louis Defay ; par suite le district de Château-du-Loir dut charger la municipalité de choisir, pour leur être substitués, « trois bons citoyens patriotes et zélés », pour lesquels chacun des refusants fut taxé à trois livres par jour (2).

Ce n'est pas à Bernay-en-Champagne que l'embarras fut le moindre. Les autorités municipales s'étaient assemblées dans l'église paroissiale, le 15 avril, « afin d'aviser, avec les citoyens de la commune, sur le mode le plus convenable pour fournir neuf hommes », qui lui étaient demandés. Le même jour, elles se voyaient réduites à annoncer au district que la réunion n'avait pas abouti.

N'ayant pu trouver aucuns moyens pour parvenir à compléter le nombre, attendu que la plus grande partie des citoyens veulent que l'on fasse une somme et qu'ils veulent que tous ceux qui ont achepté du bien de la nation payent ceux qui partiront et qu'enfin toutes les opinions sont contraires ; ils veulent même adopter le mode de scrutin, afin de nous nommer et de nommer, comme dit est, ceux qui ont acquis du bien de la nation. C'est pourquoi nous vous envoyons un exprès, pour vous prier de nous envoyer le mode que vous jugerez le plus convenable ; de nommer un commissaire, afin de faire la nomination de ces neuf hommes, ou pour faire faire le tirage, si enfin vous le trouvez le plus juste. Ils ont même voulu faire tirer tous les gens mariés. Nous vous prions de faire réponse par l'exprès et nous marquer s'ils peuvent les faire tirer (3).

« La voie du scrutin » fut également réclamée à « l'u-

(1) Arch. com. Lammay, *Délib.* (18 avril 1793).

(2) Arch. dép. Sarthe, L 430 (4 avril).

(3) Arch. com. Bernay-en-Champagne, *Délib.* fo 124 v^o.

nanimité » par les habitants de Tassé soumis à la réquisition.

On a même exigé [atteste le procès verbal de la séance] que les officiers municipaux et procureur de la commune tirassent au sort, comme les autres ; ce à quoi nous nous sommes opposés, nous appuyant sur le décret de la Convention du 21-25 février dernier, art. 20, où sont désignés nommément ceux qui sont exempts... (1).

Des incidents analogues se produisent à Béthon, pour désigner le citoyen « qui doit se porter vers Angers en remplacement ». L'assemblée des réquisitionnaires y « déclare péremptoirement s'abstenir, tant que les officiers municipaux et les hommes âgés de plus de cinquante ans ne se se seront pas soumis au tirage ». Là encore la municipalité recourt au district et produit un nouvel arrêté, qui blâme les récalcitrants. Thomas Fortin, nommé ensuite par « la voye du sort », part aussitôt pour Angers ; mais, « le surlendemain il est de retour au pays », où il s'opposera au tirage, en termes menaçants, à la fin de juin (2).

Dans la circonstance, l'hostilité contre un exercice, même temporaire, du métier des armes, se traduit par l'insoumission absolue. Ce n'est point là d'ailleurs un cas isolé. Un acte du district de Sablé nous apprend que les réfractaires à la loi du recrutement commencent alors à former des attroupements ; qui se cachent dans les bois.

D'après des dénonciations faites au directoire [dit un arrêté du 1^{er} mai], il n'est plus permis de douter des conspirations des

(1) Arch. com. Tassé, *Délib.*, p. 171-172.

(2) H. M. Legros, *loc. cit.*, p. 188-189, 195. — Cf. Arch. dép. Sarthe, L 463, f^{os} 146 vo-147.

aristocrates et des malveillants ; les menaces de pillage, d'incendie et de meurtre ont plusieurs fois frappé les oreilles des fonctionnaires publics et particulièrement des membres de l'administration ; récemment le directoire de Châteauneuf [M. et L.] nous a prévenus par un exprès qu'il devait se faire un rassemblement de contre-révolutionnaires dans la forêt de Malpaire, située dans ce district ; le même avis nous a été donné par le juge de paix de Saint-Denis [d'Anjou ?]...

Pour détruire ces noyaux d'une opposition qui se fait menaçante, autant que pour alimenter les marchés déserts, la même autorité ordonne des visites domiciliaires, avec pouvoir, à ses commissaires, de « mettre provisoirement en état d'arrestation les personnes suspectes, sur le compte desquelles il existe de justes soupçons d'avoir participé ou d'être disposées à participer à des complots contre-révolutionnaires ». La descente des cloches afin d'empêcher de sonner le tocsin, de « prévenir [ainsi] tous moyens de faire des rassemblements séditieux », est même prévue, « dans les communes où les habitants ne marchent pas de front avec la révolution et où les curés, qui avaient été nommés pour les gouverner, n'ont pu résister » (1).

Un arrêté semblable avait été pris, la veille, par le district de Sillé-le-Guillaume, sur « communication des dépositions faites au Comité de sûreté générale de cette ville..., d'après le quelles il aurait paru constant qu'il se formait un plan contre-révolutionnaire dans quelques paroisses de ce district, notamment dans plusieurs dépendant du canton d'Épineu[-le-Chevreuil] ». Les mesures prises avaient pour objet de « rendre les insurrections impossibles ou du moins, s'il s'en faisait », de les étouffer

(1) Arch. dép. Sarthe, L 579, n° 296. — Comparer L 30, p. 190 (30 mai 1793).

dans leur germe, en ce qu'elles ne pourraient être occasionnées par un grand nombre d'individus » (1).

Que les frémissements populaires prévus ici, et qui sont un des signes précurseurs du soulèvement chouan dans la Sarthe, fussent une protestation contre les appels d'hommes, nous ne le nierons point. Peut-être n'étaient-ils guère moins une réplique aux exactions indiscutablement commises par des recrues, depuis deux mois. La réalité de ces désordres, de ces « brigandages », exercés par des engagés qui se groupaient temporairement en bandes, pour « un coup à faire », est reconnue tant par les tribunaux que par les directoires des districts de Château-du-Loir et de Fresnay. Voici ce que dit le premier :

Cette administration est informée que, dans plusieurs communes de ce district, quelques volontaires nationaux du dernier recrutement se portent à des excès et des vexations contre la sûreté des personnes et des propriétés, en mettant les particuliers à contribution ; que, non contents d'avoir reçu de ces mêmes particuliers des sommes assez considérables, dont ils ont bien voulu les gratifier pour encourager leur patriotisme et leur ardeur à défendre la liberté et l'égalité, ils entrent dans leurs maisons et les forcent de leur donner à boire et à manger et même des assignats ; que, dans plusieurs communes, ils pillent les maisons, en cassant et brisant les meubles, et buvant avec profusion le vin des citoyens, en défonçant les poingons et menaçant de brûler les maisons des citoyens et celles des émigrés, qui appartiennent à la nation..., brigandage affreux, qui ne peut être plus longtemps toléré... (2).

Le 30 mars, le procureur-syndic de Fresnay écrivait à la municipalité de Grandchamp :

Je viens d'être informé qu'un attroupement de soi-disant

(1) Arch. dép. Sarthe, L 585, fo 22.

(2) Ibid., L 423, fo 22 (27 mars 1793).

volontaires de Saint-Marceau s'est rendu hier dans votre commune, pour y faire contribuer la citoyenne de Grandchamp d'une somme de 1.700 livres. Je sais aussi que vous y avez été appelés et que vous avez fait votre devoir, en prévenant le pillage ; mais, comme cet attroupement a manifesté l'intention de renouveler aujourd'hui la même demande et de la faire appuyer d'un surcroît de volontaires, je vous invite, au nom de la loi, à interposer l'autorité dont vous êtes investis, pour faire respecter les propriétés et les personnes ; les volontaires qui résisteraient à vos ordres deviendraient dès lors indignes de ce nom et la patrie ne pourrait plus compter au nombre de ses défenseurs des contributionnaires et des perturbateurs de l'ordre social.

La loi appelle les riches au secours des pères, des mères, des enfants et des femmes des volontaires, mais elle s'est réservé le droit d'assigner à chacun la portion qu'il doit fournir ; laissons-la donc agir et ne souffrons pas qu'on y apporte la moindre atteinte, en violant les propriétés des citoyens qu'elle a mis sous sa protection (1).

Deux autres lettres du même jour servaient de commentaire à celle-là ; l'une était adressée à une inconnue, qui réclamait par avance le secours du district ; l'autre à toutes les municipalités du ressort. Voici le texte de la première et un extrait de la seconde.

Je comprends toutes vos inquiétudes... J'ai écrit à la municipalité de Grandchamp pour l'engager... à faire respecter les propriétés de la citoyenne Grandchamp ; mais si, comme vous me le marquez, les volontaires qui ont été hier pour la mettre à contribution doivent retourner aujourd'hui .., je crains bien que le remède n'arrive qu'après que le mal sera fait. Cependant, comme il est présumable que cette expédition militaire pourrait être remise à ces fêtes, j'écris également à la municipalité de Saint-Marceau, pour lui recommander de contenir ses volon-
tai-

(1) Arch. dép. Sarthe, L 474, n° 1890.

res et même de les assujettir à des appels permanents, qui les empêchent de s'écarter. Si, malgré ces précautions, ils se portaient chez la citoyenne Grandchamp, en assez grand nombre pour réduire votre municipalité à l'impuissance d'arrêter ces excès, je crois que dans ce cas vous devez agir avec la plus grande prudence et surtout prendre garde de provoquer, par des refus trop opiniâtres, un pillage, qui serait à coup sûr beaucoup plus désastreux que les sommes qu'ils pourraient exiger. Il est possible que, dans le nombre, il s'en trouve qui aient quelque chose, et alors la citoyenne Grandchamp aurait un moyen de réparer ses pertes ; mais, pour cela, il faut bien remarquer les meneurs de cet attroupement (1).

Citoyens [disait la circulaire aux municipalités], le bruit se répand que les volontaires menacent les riches de les mettre à contribution. J'aurais peine à le croire, si je n'avais la certitude que quelqu'un (*sic*) d'entre eux ont déjà fait des démarches semblables. Les fêtes sont trop souvent un sujet de dissipation et de débauche pour que leur arrivée ne réveille pas la vigilance des municipalités sur les rassemblements qui peuvent causer de l'inquiétude. Veillez donc au maintien de la tranquillité publique ; redoublez, s'il est possible, de zèle et d'activité, pour assurer le respect aux personnes et aux propriétés, et ne souffrez pas que les défenseurs de la patrie s'érigent en pillards et en perturbateurs de l'ordre social... (2).

Des scènes du même genre se passaient, vers le même temps, dans la région de Saint-Calais. Les volontaires du canton de Tresson s'introduisaient chez Louis Alexandre de Musset, maire de Cogners ; s'y livraient à l'orgie et se montraient si menaçants que le malheureux seigneur fut contraint de prier la municipalité de « mettre sa personne, celle de sa famille et ses propriétés, sous la protection de la loi » (3). A la même époque le tribunal du district de

(1) Arch. dép. Sarthe, L 471, n° 1891.

(2) Ibid., L 371, n° 1893.

(3) Arch. com. Cogners, D II, fo 202 v° et 205 v° et P. D.

Sablé se voyait chargé de poursuivre des délits de même nature mais d'une autre gravité. Des volontaires étaient accusés de l'assassinat du curé intrus de Précigné, Louis Delaunay, et de tentative de meurtre, avec effraction, sur le maire de N.-D. du P.é. Quatre déserteurs, dont deux au moins avaient trempé dans ces affaires, étaient inculpés en outre de menaces de mort contre le citoyen Dugué, acquéreur de l'ancien couvent des Prémontrés, le Perray-Neuf.

René Gandon [quatrième témoin] a dit qu'il y a environ un mois, étant à boire chez le nommé Colibet, cabaretier demeurant ville de Sablé, avec le citoyen Paigné et autres volontaires, dans laquelle compagnie était le nommé Fourmont et Jean Le Baillif, aussi volontaires, [Je] dit Fourmont dit : J'ai tué trois pigeons à M. Dugué ; il ne çait pas paru et a bien fait, qu'art [car] je lui aurais emporté la tête et fait autant comme à ses pigeons, et que le dit Fourmont et le dit Jean Le Baillif tenaient des propos inciviques. — Déclare en outre le dit Gandon que, le même jour, revenant de Sablé à Pincé, avec le dit Mathurin Pesnier (Paigné) et Jean Le Baillif, ci-devant domestique à la Thuaudière en la paroisse de Pincé, que lui déclarant dit au dit Jean Le Baillif : Comment peux tu tenir de si mauvais propos et être aussi aristocrate. Dans l'instant le dit Jean Le Baillif répondit : Vous croyez tout savoir et vous ne savez rien ; vous en verrez bien d'autres ; si les bourgeois qui ont acheté du bien de la nation ne contribuent pas, [qu']il ferait sauter bien des têtes et qu'il ne servirait jamais la nation et que la moitié des volontaires passerait du côté de l'ennemi... (1).

L'absence de documents empêche de savoir ce qui fut retenu à la charge de ces inculpés. Mais une conclusion nette ressort des témoignages énumérés ci-dessus et de

(1) Arch. dép. Sarthe, L 669 [Information des 13-17 mai 1793 par Pierre Poulet, juge de paix du canton de Précigné, sous n° 9]. — Cf. Arch. com. de Précigné, D II, 6 mai 1793.

ceux que nous avons cités ailleurs (1). C'est qu'une véritable vague d'anarchie déferle sur le département, en ce printemps de 1793 ; elle ravage les propriétés et menace ceux qui possèdent.

D'où provient-elle ? De là misère et de la pénurie alimentaire, qui vont être générales en France et que le désastreux orage des 12-15 juillet 1792 avait aggravées chez nous ? C'est de là en tout cas qu'est sorti le soulèvement tumultueux qui, en moins de quinze jours, a taxé blés, farines et pain, dans toute la Sarthe, au mois de novembre suivant (2). Pour passager qu'ait été son triomphe, le succès de cette insurrection de la faim, insuffisamment réprimée par l'épuration des gardes nationales, accroît l'audace des turbulents qui agitent notre pays, depuis le mois de mars précédent : pourchasseurs de prêtres réfractaires ; violateurs de la liberté du culte, responsables des fermetures d'églises et d'une déportation anticipée des insermentés même sexagénaires ; populace des bas-quartiers du Mans où « bonnets gras » des petites villes, qui, en septembre 1792, ont impunément brimé les aristocrates.

Il n'est pas impossible que la proclamation de la République et surtout l'exécution du roi aient achevé d'enhardir tous ces agents de troubles ; à tout le moins il convient de remarquer que l'arrêté du directoire, qui constate les progrès du désordre et tente de les endiguer par la création d'un *Comité de sûreté publique*, est du 19 février 1793 (3). Nous verrons d'ailleurs, au dernier chapitre de ce travail,

(1) Cf. notre *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe, de 1789 à l'an IV*, ch. xi, § V. (Un vol. in-8°, Paris, Jouve, 1920).

(2) Cf. Arch. dép. Sarthe. L 155, n° 2.063. [Lettre des administrateurs du département au Comité de Salut public] ; et L 429, VI [Lettre du P. G. S. au Ministre de la Guerre].

(3) Ibid., L 35. — Comparer L 155, n° 1910 [Lettre du P. G. S. au Ministre de la Guerre].

que les partisans des émigrés contribuèrent peut-être alors à jeter la confusion, en dressant une partie des paysans contre les bénéficiaires de la Révolution : bourgeois enrichis par l'achat des biens nationaux et membres des administrations.

Or il n'était guère difficile d'exploiter, à ce moment là, l'irritation trop explicable des masses rurales. Arrachées à leurs champs, au moment où les travaux de la campagne battaient leur plein ; ahuries par des convocations multiples au canton, au district ; appauvries et gênées par les appels incessants d'hommes sous les drapeaux ; exaspérées par les contre-temps qui résultaient d'ordres contradictoires, elles étaient toutes prêtes à se lancer contre ceux qui troublaient si intempestivement leur tranquillité habituelle. Ajoutons à cela que leur mécontentement se grossissait de toute la déception causée par l'évanouissement du rêve de bonheur entrevu en 1789, et vainement poursuivi depuis lors.

Des pouvoirs locaux à la direction ferme les auraient peut-être retenues sur la voie de la désobéissance à la loi. Or, par malheur, au moment où elle aurait dû le moins tergiverser, l'administration départementale va hésiter quelque temps entre girondins et montagnards, entre fédéralistes et partisans de la centralisation. Modérée par tempérament, comme ses concitoyens, elle sera sans cesse harcelée par le club, qui l'incitera notamment à prendre des mesures sévères contre les suspects, à choisir des otages parmi les parents d'émigrés, à lever des taxes rigoureuses sur les riches. Elle ne cédera qu'en partie à ces objurgations réitérées et sera enfin dénoncée à la Convention, par ces enragés, pour sa timidité et ses demi-mesures. Les éloges décernés officiellement à ses adversaires affaibliront encore son autorité, jusqu'au jour où

Thirion fera arrêter les plus marquants de ses membres et les remplacera par des terroristes avérés.

Pour toutes ces raisons, la confusion ne pouvait que grandir. Les germes d'insubordination trouvant une atmosphère favorable pour se développer, la résistance aux appels d'hommes devait fatalement s'accroître.

La réquisition de Carra n'a guère laissé de traces, chez nous, soit parce que les besoins de l'armée de Tours étaient devenus moins pressants, le danger qui menaçait Saumur, en mai, s'étant rapidement écarté, soit parce qu'elle avait reçu une partie des troupes de relève destinées au corps de Saint-Lambert. Sur l'exécution de l'arrêté du 12 juin, la documentation est plus sérieuse. La commission de Tours ayant demandé, par l'organe de Potier-Morendière, de « faire un recensement de la force armée, envoyée au chef-lieu, d'en pressentir l'esprit et de s'assurer de ses dispositions à se réunir à l'armée qui devait marcher à l'ennemi », le président du département, Delahaye, lui fit parvenir cette réponse :

A la voix de l'administration, les communes se sont levées en masse, pour se porter contre l'ennemi, qu'elles croyaient trouver au Mans et exterminer en peu de jours. Mais, la proximité de la récolte ne permettant pas à la totalité de ces citoyens de camper au Mans et d'y attendre l'ennemi, plusieurs se sont rendus à leurs travaux, et l'administration n'a gardé au Mans que ceux qui pouvaient rester sans nuire essentiellement à l'agriculture (1).

Sur la valeur combattante de ce dernier groupe, Delahaye se réservait de donner des informations ultérieures.

Ses réticences à ce sujet, le petit nombre de volontaires restés effectivement au chef-lieu — quatre cent trente-sept — ne sont pas sans laisser quelques doutes sur le

(1) Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 326-328.

succès de cette levée. Plusieurs communes avaient bien mérité des éloges, pour leur empressement à se porter au Mans ou en raison du chiffre de leurs enrôlements : Conlie, Domfront-en-Champagne, Savigné-l'Évêque, etc. ; Saint-Calais, qui ne disposait que de dix-sept fusils, avait offert quatre-vingt-treize hommes (1). Mais d'autres localités n'avaient point fait preuve d'un égal dévouement. Personne ne s'était présenté à La Chapelle-du-Bois et à Fyé (2). A Mamers, qui devait fournir cent cinq gardes nationales, la municipalité avait commencé par répondre, au commissaire du département, que la ville était entièrement dépourvue d'armes et de munitions de guerre. Un registre y fut cependant ouvert, mais vainement, le 15 juin, pour inscrire les noms des citoyens qui voudraient se dévouer volontairement à la défense de la patrie. Le Conseil général de la commune dut donc aviser « les administrations supérieures de l'impossibilité et de l'inutilité, dans le moment actuel, de la levée de cinq cents hommes, ordonnée par le département » pour le district (3). Deux réquisitionnaires de Cures avaient « porté des troubles dans différentes assemblées » ; ils avaient « tenu des propos contre André Nouet, procureur de leur commune, et contre la Constitution, crié : Vive le Roy et chanté la chanson : Vive le Roy » (4). Une manifestation de la commune de Roëzé accentua la gravité de ces actes individuels d'hostilité et de ces abstentions collectives, en raison de son caractère officiel. Il

(1) Arch. dép. Sarthe, L 391, fo 56.

(2) Arch. com. La Chapelle-du-Bois et de Fyé, *Délib* (24 juin).

(3) Arch. com. Mamers, Reg. F., n° 553, d'après G. Fleury, *Les appels de volontaires et les réquisitions d'hommes, dans le district de Mamers*, dans *La Révolution dans la Sarthe*, n° 10, p. 59.

(4) Arch. dép. Sarthe, L 641 (Condamnation de Julien Roullée et de François Saudubray par Le Breton, juge de paix du canton de Lavardin).

serait intéressant, pour la connaissance de l'état de l'opinion, d'en préciser la portée, par l'examen des pièces originales qui la relatèrent ; mais il ne reste que le texte de la condamnation dont l'autorité délinquante fut frappée par le département. Voici les termes de cette condamnation :

La commune de Roëzé ayant, par délibération, arrêté qu'il n'y aurait à marcher contre les rebelles que les citoyens qui avaient acquis des biens nationaux et les ayant désignés, dans la même délibération,

Le Conseil, ouï le procureur général syndic, a improuvé la conduite des citoyens de la commune de Roëzé et arrêté que le maire et le procureur de la commune seraient mandés, pour rendre compte des motifs qui ont déterminé leur délibération (1).

En somme, la levée ordonnée par l'arrêté du 12 juin n'avait eu qu'un succès relatif et, à tout le moins, éphémère. Celles qui furent prescrites par Philippeaux ou à la suite de la demande de renforts du général Duhoux aboutirent, la dernière surtout, à un inquiétant et lamentable échec.

Les engagements pour la première furent nuls, à Marmers (2). Le 13 juillet, un rapport était fait, en Conseil général du département, sur les résultats qu'elle avait obtenus, dans le district du Mans. Il concluait qu'en raison de l'insuffisance du contingent recruté, il y avait lieu d'appliquer la loi du 30 mai, qui mettait les citoyens en réquisition (3). Huit jours plus tard, il fallait dissoudre l'unique compagnie, que l'on avait pu organiser, au lieu des deux bataillons et des deux escadrons exigés par le

(1) Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 322.

(2) G. Fleury, *op. cit.*, p. 61.

(3) Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 397.

représentant. La raison de cette dislocation était la suivante, d'après l'administration :

La plus grande partie des volontaires n'a cru contracter aucun engagement, mais bien marcher aux mêmes conditions que les premiers détachements qui se sont portés dans le département de Maine-et-Loire (1).

Le compte rendu ci-dessus concluait que :

Ceux qui voudraient contracter un engagement pour la guerre de Vendée le feraient, par écrit, au Mans, et jouiraient, dans ce cas, du bénéfice de la loi relative aux secours accordés aux familles de ceux qui se dévouent à la défense de la République ; que les autres rentreraient dans la réquisition du général Duhoux.

Par arrêté du 21 juillet, il avait été décidé que celle-ci s'étendrait aux deux premières classes comprises dans la loi du 30 mai 1793, c'est-à-dire aux citoyens de seize à trente-cinq ans.

Les troubles, cette fois, gagnèrent tout le département. Ceux du district de Mamers ont été largement racontés par M. G. Fleury (2). Il n'y a donc pas lieu d'y insister. Nous nous bornerons même, pour ceux du Mans, à citer la relation officielle qui en fut faite, après avoir indiqué les refus de quelques-unes des localités principales du département.

A Ballon, l'échec fut dû aux douze jeunes gens recrutés pour les deux bataillons qu'avait demandés Philippeaux. Partis de chez eux, le 22 juillet, ils étaient rentrés dans la commune, le 24, en déclarant qu'ils avaient été licenciés par le département, qui leur refusait l'allocation promise et voulait les envoyer, non en Vendée, mais à la fron-

(1) Arch. dép. Sarthe, p. 414-416.

(2) G. Fleury, *op. cit.*, p. 64-67.

tière. Le Conseil général, saisi de l'affaire, le 25 juillet, protesta que ces citoyens avaient reçu de l'argent pour le dit enrôlement et, par contradiction, déclaré qu'ils n'étaient pas enrôlés; qu'ils avaient tenté de retarder la réquisition, « en disant qu'il n'y avait plus besoin de force armée pour aller à Angers. » Il arrêta donc qu'ils seraient invités à restituer ce qu'ils avaient reçu et seraient dès lors astreints à la réquisition des deux premières classes; que ceux qui ne restitueraient pas seraient « *contraints, par toutes voies, à se mettre incontinent en marche pour Angers et à se ranger sous les ordres du général Duhoux* » (1).

La présidence de l'assemblée de Bonnétable avait été décernée au commissaire du district, Verdier. Aussitôt qu'il eut commencé de parler, dit le compte rendu de la municipalité, « les jeunes gens ont couvert sa voix, en s'écriant à l'unanimité qu'ils entendaient garder leurs foyers. » La réunion, dissoute le jour même, 24 juillet, fut reportée au 31. Elle ne fut pas plus heureuse, à cette date. Les hommes soumis à la réquisition déclarèrent qu'ils ne partiraient pas :

1^o) Parce que beaucoup d'entre eux avaient porté de bons fusils à la Vendée, qu'ils avaient été forcés de remettre à leurs camarades d'armes et qu'on avait refusé de leur payer à leur juste valeur; 2^o) Parce qu'un grand nombre d'entre eux était occupé aux travaux de la Beauce et ailleurs, qui étaient absents et qu'il n'était pas juste qu'ils les représentassent (2).

Deux jours auparavant, la municipalité de Saint-Calais s'était heurtée de même, après une première tentative infructueuse, au refus des « citoyens de la première classe

(1) Arch. com. Ballon, D I (*bis*), f^{os} 77 et 79; Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 423-425; L 37 (25 juillet).

(2) Arch. com. Bonnétable, D. III, f^o 46 v^o; 47 v^o.

de la ville et de la campagne » (1). Malgré la convocation des gardes nationales de ce canton, écrivent les officiers municipaux de Montmirail, « il ne s'est trouvé [ici] qu'un très petit nombre des citoyens des autres communes, spécialement les capitaines de quelques compagnies de Melleray, Grééz et Champrond ; les maires de Théligny et de Saint-Ulphace ; et personne de Courgenard. » Encore cette poignée d'hommes objecta-t-elle que l'absence des tâcherons, rendus en Beauce pour la moisson, rendait tout recrutement impossible. Le commissaire du district, Hachard, dut donc se retirer, sans inscrire personne (2).

Comme à Bonnetable, à Saint Calais et ailleurs, deux assemblées durent être tenues à Sablé, sous la présidence de Royau, délégué du département. La première eut lieu, le 22 juillet à deux heures de l'après-midi, dans l'église Saint-Martin.

Après de longs débats entre les citoyens, sur le mode d'élection ou de tirage pour fournir le contingent, les esprits commençant à s'échauffer et le jour à baisser, la séance [dut-être] ajournée au [len] demain, sept heures du matin, pour enfin nommer ceux qui marcheraient au secours des départements voisins.

Le 23, la réunion se transporta sur le champ de foire, « plus commode pour un rassemblement général, où la plus grande liberté devait régner ».

Lecture donnée de l'arrêté du 21 juillet et de la loi du 30 mai qui lui servait de base,

Pressées par l'air d'impatience qui régnait dans l'assemblée et par les mauvaises dispositions qu'elles ont cru apercevoir sur les visages, les autorités [dit le procès-verbal] ont sommé en

(1) Arch. com. Saint-Calais, D III, fo 7^{ve}.

(2) Arch. com. Montmirail, D I, fo 32.

masse, avec le citoyen commissaire du département, les jeunes gens de déclarer s'ils voulaient se rendre aux cris de la patrie alarmée ou s'ils entendaient lui refuser toute espèce de secours, en rejetant l'arrêté du département qui les mettait en réquisition. Tous ou presque tous ont répondu qu'ils ne voulaient pas s'enrôler et qu'ils ne marcheraient point vers Angers ; qu'ils voulaient rester dans leurs murs pour les garder. Sommés de nouveau de déclarer s'ils persistaient dans cette résolution, ils ont répondu que oui. Les autorités constituées se sont, en conséquence retirées et elles ont arrêté que copie du présent serait sur le champ remise au citoyen Royau, à l'effet d'instruire le département de ce qui venait de se passer (1).

Dans les communes rurales, plusieurs assemblées avaient protesté, préalablement à toute opération, qu'elles attendraient à « savoir comment les villes et gros bourgs se conduiraient ». Ainsi en avait-il été à Tassé, à Rouessé-Vassé, à Vernie, etc. L'argument était d'autant plus difficile à rejeter que les manifestants étaient instruits, ils ne le dissimulaient pas, que « dans les gros endroits on ne satisfaisait plus » (2).

De fait, comme tant d'autres villes de la Sarthe, Le Mans venait de donner l'exemple de l'insubordination. Le 28 juillet, les jeunes gens, après s'être rendus à la municipalité, se portèrent au département. Merlin, qui présidait la séance, commença de les haranguer en ces termes :

Si vous êtes des citoyens..., la loi du 30 mai sera exécutée, et au lieu de séditieux, nous ne trouverons en vous que des défenseurs de la patrie.

A ces mots [continue le procès-verbal], la voix du vice-président est couverte par les cris confus des attroupés. Ils disent

(1) Arch. dép. Sarthe, L 579, n° 339.

(2) Arch. com. Tassé, *Délib.*, p. 179.

qu'ils reconnaissent la loi et les autorités constituées, mais qu'ils ne veulent pas obéir aux ordres du club, ils s'écrient à diverses fois : Point de club ! A bas le club ! Vive le département ! Nous avons confiance en lui ; le club l'a dénoncé à la Convention nationale ; si nous partions, il l'égorgerait avant quinze jours, et nous voulons rester pour le défendre.

Le citoyen vice-président leur répond que, s'ils reconnaissent la loi et les autorités constituées, ils ne les fouleraient pas ainsi à leurs pieds, en déclarant qu'ils sont libres de marcher ou de ne pas marcher au secours d'Angers. Il ajoute qu'un véritable citoyen, un enfant de la grande famille, n'est pas libre de se refuser aux secours que la loi exige de lui et que la patrie réclame, lorsqu'une portion de la famille est attaquée par des brigands.

Après une justification de l'activité des associations légales que sont les sociétés populaires, il les somme, à deux reprises, de « prouver leur attachement à la loi et à ses organes, en marchant à l'ennemi ».

« Des orateurs (sic) répondent qu'ils sont prêts à obéir, si on veut leur promettre de ne plus les assembler pour le recrutement ». Puis une troisième sommation dissipe le rassemblement, qui se dirige vers le club. Le département y députe aussitôt deux de ses membres, Bardou et Cornilleau. A leur retour, ceux-ci « annoncent qu'au moyen de la contenance ferme du poste de la Visitation, qui a été contraint de lâcher quelques coups de fusil, les attroupés se sont dispersés » (1).

Deux lettres du président du Conseil général, l'une à Philippeaux, l'autre à Duhoux, en annonçant la sédition du chef-lieu, laissent deviner le découragement de l'administration. Voici un extrait de la première ;

(1) Arch. dép. Sarthe, L 38, p. 436-438. Cf. L 41 (31 juillet 1793) et H. Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, T. I, p. 71-72.

...C'est avec reconnaissance, que le Conseil a reçu la nouvelle que vous lui avez donnée de la défaite de l'ennemi aux Ponts-de-Cé... Quant aux jeunes citoyens du Mans, je doute fort qu'ils partagent avec nous le doux sentiment de la victoire de la liberté sur le fanatisme, puisqu'ils ont été sourds à la voix de la patrie en danger. Non seulement ils ont pour ainsi dire refusé de voler sous les drapeaux de la République, mais même, par une insurrection illégale, ils se sont montrés indignes des bienfaits que la révolution procure aux hommes libres. Proclamations, arrêtés, exécution de la loi du 30 mai, nous n'avons rien négligé, et nous ne voyons que peu de défenseurs accourir du fond des districts. Nous espérons cependant que l'amour de la patrie l'emportera, tôt ou tard, sur la malveillance, la lâcheté et l'égoïsme... (1).

Les proclamations les plus énergiques ont été infructueuses [constate la seconde lettre] et les assemblées ont toutes fini par refuser ou par mettre à leur soumission des conditions équivalentes, puisqu'elles étaient inacceptables. Enfin nous nous sommes vus dans l'affligeante nécessité de les déclarer dissoutes sans qu'elles aient consenti à fournir leur contingent. Nous n'avons point encore le résultat des autres districts, mais tout nous fait craindre que le mauvais exemple du chef-lieu n'ait la plus funeste influence, dans tout le reste du département (2).

On l'a vu, ces sombres pronostics étaient fondés. Quelques détails statistiques les confirment. Le 16 août, la Convention était officiellement avisée que la réquisition Duhoux avait donné seulement sept cent deux hommes (3). Dans ce total, le district de Fresnay figurait pour trente-deux enrôlés ; celui de Sillé-le-Guillaume pour vingt-deux ; celui de la Ferté-Bernard pour huit, dont deux furent réformés. Dans cette liste, la ville et le

(1) Arch. dép. Sarthe, L 155, n° 2145. Cf. aussi nos 2146, 2147, 2150.

(2) Ibid., n° 2151. — Comparer Arch. nat., F¹³ 550 (Rapport de J. C. Boulenger, 3 août 1793).

(3) Ibid., L 30, p. 505-506.

canton du même nom n'étaient compris que pour un homme ; le canton de Marolles-les-Braults, dans la circonscription de Mamers, n'avait fourni personne (1).

Des désordres graves s'y étaient même produits, ainsi qu'en plusieurs localités. Il convient d'y insister, afin de fixer exactement l'état de l'opinion et les progrès de l'hostilité que les lois sur le recrutement rencontraient, depuis le début de mars.

Précigné ne démentit point, dans l'occasion, sa réputation de commune violemment réactionnaire. Les citoyens réunis y « demandèrent *tumultueusement* que les volontaires recrues qui restaient encore fussent préalablement tenus de marcher », et la municipalité dut prendre un arrêté conforme à leur désir (2). Mais des paroisses ardemment patriotes donnèrent aussi d'inquiétants symptômes de défiance, sinon de désaffection pour le régime. Aux objections habituelles sur l'urgence de la moisson, les jeunes gens de Nogent-le-Bernard ajoutèrent que « nous étions trop trahis par nos généraux... ; qu'il était plus juste que le département, les districts et les municipalités fussent [en Vendée, que les paysans ; que] cependant, si les principaux voulaient aller à la tête, ils seraient prêts à les suivre » (3). La note est la même à Brûlon, où les hommes déclarèrent « qu'ils ne marcheraient point que lorsqu'ils verraient le département marcher en personne, et que les districts et les municipalités ne devaient point en être exempts » (4). « Les administrations, écrit le district de Fresnay, les municipalités, les acquéreurs de biens nationaux sont

(1) Arch. dép. Sarthe, L 326.

(2) Arch. com. Précigné, D I (23 juillet 1793).

(3) Arch. com. Nogent-le-Bernard, D I (30 juillet).

(4) Arch. com. Brûlon, D II, f° 20.

désignés, dans plusieurs endroits, pour former l'avant-garde » (1).

Le 25 juillet, le Conseil général du district de Mamers commençait à enregistrer le résultat des opérations d'enrôlement, dans sa circonscription. Parmi les procès-verbaux, il « distinguait avec peine ceux des communes de Courgains et de Thoigné, dans lesquelles, après bien des troubles et des débats, les citoyens, usant de la voie proscrite du scrutin, avaient fait leur choix d'une manière dérisoire, et celui de la commune de Marolles, dans laquelle le commissaire à la recherche des fusils avait couru des dangers personnels, puis été forcé d'abandonner le faisceau d'armes qu'il était parvenu à former... » Imputant cette résistance séditieuse aux « manœuvres, menaces et machinations de quelques malintentionnés », le Conseil ordonna l'incarcération, dans la maison d'arrêt du district, de neuf particuliers, qu'il dénonça à l'accusateur public près le tribunal criminel du département. Trois de ces individus, les nommés Chauvin, Galoyer et Gourdeau étaient de Courgains. Le 1^{er} août, le maire de leur commune venait, en grande hâte, avertir l'administration que leur transfert dans les prisons de Mamers causait la plus vive fermentation dans les campagnes. A son dire, « il y avait déjà un rassemblement considérable formé, dont le but était de fondre sur la ville et d'arracher, à force ouverte, les trois détenus es prisons ». Sur son conseil, l'administration, considérant que « l'effusion du sang » pourrait sortir de cette « irruption des habitants des campagnes sur la ville », se décida à relâcher les inculpés (2). L'avant-

(1) Arch. dép. Sarthe, L 471, n^o 2612.

(2) Ibid., L 481, fos 413-415, L 486, fo 31 v^o. — Cf. Arch. com. Bonnétable, D III, fo 48.

veille, le Conseil général lui-même, en la personne de deux de ses membres, avait été l'objet de violences et, sous la menace, il avait dû laisser « une foule de citoyens » s'emparer, de vive force, des fusils qu'il avait antérieurement fait déposer dans un de ses bureaux (1).

De tout cet exposé il ressort que le présent était grave, l'avenir inquiétant. Le directoire du district de Fresnay le constatait, en faisant parvenir au département les premiers résultats de ses opérations. « Le tableau de nos dangers, disait-il, nous permet-il d'abandonner au hasard le succès de nos moyens de défense? Non, citoyens, mais nous sommes forcés de prévoir que, pour l'obtenir, il en coûtera peut-être beaucoup à la tranquillité publique » (2). En réalité la Sarthe était mûre pour la rébellion armée.

Parce qu'ils étaient limitrophes du département insurgé de Maine-et-Loire, les districts de la Flèche et de Sablé semblaient tous deux également prédestinés à la voir éclater. Mais la fermentation qui existait, depuis deux ans déjà, dans la seconde de ces circonscriptions, y rendait le péril plus menaçant.

Dès 1791, Auvers-le-Hamon, Brûlon, Juigné, Précigné, Solesmes, avaient été très troublés par les questions religieuses. Par manque de sens politique, les administrateurs, au lieu de s'employer à calmer les esprits, avaient plutôt augmenté leur irritation ; à deux reprises au moins le directoire du département avait dû réfréner leur zèle intempérant, les empêcher de prendre des arrêtés illégaux ou les obliger à les rapporter : la fermeture de l'église paroissiale de Gastines et de celle de

(1) Arch. dép. Sarthe, L 481, fo 117.

(2) Ibid., L 471, n° 2612.

Saint-Martin, à Sablé, avaient été du nombre de ces mesures. Les tentatives d'éviction des prêtres insermentés, au printemps de 1792, avaient été sur le point de provoquer une coalition, entre Chevillé et quelques paroisses voisines, « pour opposer la force à tout attroupement qui se porterait illégalement sur leur territoire ». Dans le même temps, et pour deux cantons au moins — ceux de Sablé et de Brûlon — la nomination des officiers de la garde nationale avait été accompagnée d'actes arbitraires répétés, de menaces sans nombre ; majorités et minorités s'y étaient comptées, défiées, insultées, mesurées, récusant tour à tour, auprès de l'autorité départementale impuissante, les fonctionnaires et les magistrats qui n'étaient pas de leur parti. A une demande d'enquête, sur la situation et l'esprit de la force armée dont il disposait, le directoire du district répondait, le 18 décembre 1792, par les renseignements suivants :

Dans les cinq communautés du ressort, où il se tient dès marchés chaque semaine,

il peut y avoir trois cents hommes en état de réquisition permanente, pour l'exécution de la loi : à Sablé cent cinquante ; à Précigné cinquante ; à Noyen cinquante ; à Parcé cinquante. Pour Brûlon, ses mauvais principes sont connus, par la manière dont il s'est conduit, dans la dernière insurrection relativement aux blés... Le chef de légion est dévoué pour le bien public, son civisme est connu de tout temps...; les commandants des bataillons ont bonne volonté, du civisme...; quant aux capitaines, une partie est dans de bons principes, l'autre en a montré de fort douteux... Il n'existe pas une grande subordination, parmi les sous-officiers de tout grade...; ils se croient républicains, mais ils n'en ont pas encore les véritables sentiments... Si on pouvait parvenir à purger les gardes nationaux de tous les mauvais sujets, *le petit nombre de vrais citoyens...* serait bientôt pénétré des vrais principes. Mais quel serait le moyen de faire

cette réforme épuratoire ? *C'est un superbe projet, dont l'exécution paraît difficile* (1).

Dans les deux mois qui suivirent ce compte rendu, plus de cent fermiers et créanciers d'émigrés habitant la région se laissèrent condamner à l'amende, plutôt que de verser le montant de leur dette dans les caisses de la nation. Le recrutement de mars, qui devait tourner à l'émeute à Brûlon, était alors imminent. La violence, sous des apparences légales, répondit à ce premier essai de rébellion : les ressentiments s'en accrurent d'autant et la tranquillité n'en fut que plus compromise, comme on va le voir.

Au début de mai, Richard et Choudieu avaient demandé d'envoyer à l'armée de l'Ouest les recrues armées du département et de poursuivre activement l'instruction des autres (2). Presque en même temps, le district de Sablé prescrivait des perquisitions simultanées dans toutes les communes de sa dépendance, pour rechercher les suspects. La moitié du mois n'était pas écoulée qu'une partie des jeunes gens sujets au recrutement avait été chercher un asile dans les forêts de Malpaire et de Pincé (3), d'où ils s'échappaient la nuit pour voler et piller, probablement même pour assassiner, car le meurtre du curé de Précigné leur avait été imputé. Si un calme relatif règne, pendant la période consacrée à la moisson, il tient à ce que ces réfugiés ont trouvé un asile près des fermiers, qui les emploient à ce moment-là. Pour les faire rejoindre, le directoire de la Flèche, ému de ces désertions à l'intérieur, prend un arrêté, le 5 août ; aussitôt les

(1) Arch. dép. Sarthe, L 322.

(2) Ibid., L 30, p. 106-107.

(3) Ibid., L 379, fo 163.

insoumis regagnent les forêts (1). Le 13, la municipalité d'Auvers-le-Hamon indique qu'« un rassemblement d'une centaine de volontaires déserteurs de sa commune..., en partie armée de fusils..., se tient dans les bois » ; des groupes « se portent chez les particuliers et les désarment, particulièrement les patriotes. » Elle signale encore la présence, « dans les endroits retirés, de beaucoup d'étrangers, qui semblent être des fuyards des diverses communes voisines. » Le commissaire des guerres du département, Lalande-Goussé, envoyé à fins d'enquête, confirma ces dires. Il avait bien obtenu, des pouvoirs communaux, de vagues promesses de faire partir les réfractaires qui dépendaient d'eux ; mais, le 21, dans la région de la Flèche, il se heurta à une autre de ces bandes, à laquelle il n'échappa qu'à force de prudence. « Les habitants paisibles, écrit-il à ses collègues du chef-lieu, craignent qu'un rassemblement déjà considérable ne devienne un commencement de troubles et de dévastations semblables à celles de la Vendée. Déjà on a vu des volontaires sortir des bois, pendant le jour, pour aller demander avec audace du pain dans les fermes voisines. » Après lui, l'administrateur du bureau militaire du district de Sablé rend compte de son inspection dans les communes. Il se plaint de la nullité des résultats obtenus par le délégué du département, de la négligence ou de « l'envie de nuire » des autorités communales, des « suggestions perfides des agitateurs. » qui contrecarrent son action. Il concluait ainsi :

Le succès les enhardit et si, après le court délai que j'ai donné aux municipalités que j'ai visitées, pour publier une proclamation invitative aux déserteurs de venir prendre leurs routes au district, et aux fermiers qui les recèlent de dénoncer les mutins qui refu-

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 467, fo 7 vo.

seraient de se rendre...; ce dernier moyen n'a pas réussi, il n'y aura plus de ménagements à garder. Si on veut sauver ce pays des [h]orreurs des guerres de la Vendée, et détruire le germe des troubles et des insurrections qui menacent d'éclater dans l'arrière-saison, il sera nécessaire d'employer une force imposante à la recherche de plus de cent volontaires, déserteurs de leur domicile, à l'époque du recrutement... (1)

Quelque prochain que parût le péril, l'évènement devança encore les prévisions. Deux éléments d'importance inégale hâtèrent le dénouement de la crise. Pour appliquer la loi du 17 août précédent, qui ordonnait un recensement général des grains de la dernière récolte, le directoire du district nommait, le 8 septembre, des commissaires, qui devaient commencer leurs opérations le mercredi 11. Or, sur cette question des subsistances, le directoire départemental avait déjà fait observer au pouvoir subalterne qu'il devait procéder avec « toute la prudence et la circonspection possibles, parce qu'on ne pouvait toucher aux blés sans qu'il y eût des agitations et des inquiétudes dans le peuple » (2). A cette cause de mécontentement une autre s'ajoutait, sur ces entrefaites. Les représentants à l'armée de la Rochelle, Choudieu, Richard et Bourbotte avaient ordonné, le 7, qu'un « tocsin général sonnerait le 12, dans les districts d'Angers, Saumur, Beaugé, Segré, Châteauneuf, Château-Gontier, la Flèche, Sablé, Bourgueil et Chinon, pour appeler à la défense de la patrie tous les citoyens en état de porter les armes » (3). Ce fut le signal d'un soulèvement, dont l'exposé détaillé mériterait un travail spécial.

(1) Arch. dép. Sarthe, L 254 (Auvers le-Hamon).

(2) Ibid., L 155, n° 2031.

(3) Ibid., L 46 [Plumitif]. — Cf. H. Chardon, *Les Vendéens dans la Sarthe*, T. I, p. 83-85.

Autant qu'on le peut deviner par le rapprochement de documents officiels très incomplets et dispersés comme à plaisir, un incident local précipita, à tout le moins sur un point, l'explosion devenue inévitable. Le 1^{er} septembre, une rixe sanglante avait éclaté à Avesse ; des coups y avaient été échangés entre patriotes et aristocrates, et le dessein de reprendre, par la force, les armes déposées à la maison commune, y avait été formulé au moins par un de ces derniers (1). Le 3, le maire de la localité où l'échauffourée s'était produite cherchait à s'assurer le concours des gardes nationales de Poillé et de Brûlon, « pour empêcher une insurrection dans sa commune et autres communes voisines » (2). « Le 11, sur les sept à huit heures du soir, il y eut, dans le pré du Boulai [commune d'Avesse], un rassemblement de plusieurs individus qui projetèrent de désarmer les patriotes de Viré et d'Avesse ». Rendez-vous y fut pris pour le lendemain, « dans les landes de Poibelle et sur la butte de la Roche », sises « entre Poillé, Cossé-en-Champagne » et Viré (3). Les conspirateurs de la veille s'y rencontrèrent effectivement, le 12, avec des affidés nouveaux. De là une bande se mit en route, en criant « qu'il ne fallait pas partir pour la Vendée ; qu'il ne sortirait pas de leur commune un seul des grains destinés à l'approvisionnement de la masse qui allait partir ; qu'ils couperaient le col de ceux qui voudraient partir... » Elle se rendit à la mairie de Viré, enleva plusieurs fusils, qui y étaient, ainsi que les munitions, et dit aux officiers municipaux : « Il y a assez longtemps, mes sacrés maîtres, que vous êtes les maîtres ; c'est à notre tour de

(1) Arch. dép. Sarthe, L 634.

(2) Arch. com. Brûlon, D II, fo 26 vo.

(3) Arch. dép. Sarthe, Q 21 bis/7 (Condamnation de Jean et Julien Oger) ; Arch. com. Brûlon, *loc. cit.*, fo 27 vo.

l'être ; nous connaissons une autre loi meilleure que la vôtre... » (1). Puis elle reprit sa marche, arrêtant et désarmant ceux de ses adversaires qu'elle rencontrait.

Pendant que cette sédition éclatait à l'ouest de Brûlon, une semblable se produisait à l'est, à Mareil-en-Champagne. Deux officiers municipaux, Michel Vallée et Laurent Gaultier, se détachaient du gros des rebelles et s'en allaient soulever, l'un Saint-Christophe-en-Champagne, l'autre Chevillé ; ils y invitaient leurs partisans à marcher sur Avesse, sous prétexte d'en repousser les patriotes de Brûlon et de Loué, qui y étaient à faire le pillage (2).

Quoique la majorité républicaine fût fort discutée et combattue au chef-lieu de canton, elle tenait ferme contre l'encerclement qui la menaçait. Elle dépêcha la garde nationale de Loué, venue renforcer la sienne, vers Avesse, « où il y avait du bruit et où la municipalité était en danger ». L'intervention était trop tardive. La troupe de secours, entourée par les révoltés, dut mettre bas les armes et les accompagner à Poillé. Les habitants, retranchés là dans l'église, dominaient le chemin qui conduisait à Sablé ; quelques coups de fusil dispersèrent les assaillants (3).

Onze localités se soulevèrent ce jour-là, dans l'ouest de la Sarthe (4), avec une partie des districts de Châteauneuf et de Château-Gontier. « Deux mille hommes ou environ » (5), s'y trouvèrent dressés contre la réquisition.

(1) Arch. dép. Sarthe, Q 21 bis/7, *loc. cit.*

(2) Ibid., Q 21 bis/7 (Condamnation de Michel Vallée) et L 337 (Condamnation de Laurent Gaultier et Joseph Renoul).

(3) Arch. com. Loué, D I, fo 99 vo. — Cf. Y. Marc, *Recherches historiques sur Sablé et ses seigneurs*, p. 163-164 (in-8° de 244 pag., Sablé, Choynet, 1850).

(4) Arch. dép. Sarthe, L 579, fo 189 vo.

(5) Ibid., L 30, p. 610.

Croire à un autre dessein bien défini, de leur part, est difficile. Les exclamations séditieuses entendues partout : « Vive le Roi ! Vive Louis XVII ! » ont pu faire penser à l'adoption préalable d'un cri de ralliement ; d'autre part la similitude des fins des deux insurrections autorisait presque les administrateurs de Sablé à présumer qu'il « y avait eu des correspondances criminelles entre les brigands de la Vendée et les factieux de ce pays » (1). La promptitude et la facilité avec lesquelles la rebellion fut étouffée prouveraient à elles seules l'absence de plan général concerté. Tel était le défaut d'organisation de ces bandes, armées de quelques « fusils, de crocs, de fourches, de bâtons », que l'abbé Daugré, qui fut mêlé à cette cohue, « prévint de bonne heure qu'elle ne tarderait pas à être dissipée » (2).

De fait, sauf le district de Saint-Calais, que retenait le soulèvement du district voisin de Mondoubleau, toute la Sarthe se leva spontanément et se précipita contre ce foyer menaçant. Thirion, arrivé au Mans sur ces entre-faites, accéléra l'envoi des secours et, au début de novembre, le directoire du district de Sablé constatait, avec une satisfaction tempérée de crainte rétrospective, que « l'insurrection du pays était bien arrêtée » (3).

(1) Arch. dép. Sarthe, L 579, n° 424.

(2) Ibid., L 379 (Interrogatoire de Daugré).

(3) Ibid., L 579, n° 424.

IV

L'étude des conflits exposés au paragraphe précédent n'a point projeté tout leur contenu en pleine lumière, et il en reste au moins un aspect à considérer. Car, en même temps que les troubles se généralisent et s'aggravent, qu'ils croissent en étendue et en intensité, la résistance à la loi revêt des caractères à la fois plus variés et plus précis. Les virtualités encloses dans les premiers refus, et confusément perçues de prime abord, se développent et gagnent en netteté : obstacles nouveaux, simplement soupçonnés à l'origine par la finesse paysanne et opiniâtrément dressés par elle, dans la suite, contre les ennemis de sa tranquillité. Ce sont ces objections, successivement présentées aux commissaires des districts ou du département, la réfutation qui en fut faite et l'accueil qu'elles reçurent de l'autorité, que nous voudrions examiner maintenant.

Il importe, avant tout, de tenir grand compte des dispositions psychologiques générales, de la mentalité foncière des populations, au moment où le recrutement va commencer à décimer leurs rangs ; de leurs répugnances indiscutables pour le métier des armes. Une opposition un peu étendue, prolongée, active aux réquisitions, aux levées en masse, se comprendrait difficilement en effet, si l'on négligeait cet élément primordial.

Pour ne pas remonter plus haut, ces répugnances furent avouées, dans la majorité des cahiers de doléances. Sans doute la véhémence de certaines récriminations contre la

milice, les vœux en faveur de sa suppression, ne se doivent pas interpréter à coup sûr comme des refus absolus de servir. Des expressions qui qualifient cette institution de « fléau pour les campagnes » (1), de « sujet de désespoir pour les familles » (2), ne sont vraisemblablement que des artifices de langage, des hyperboles délibérément choisies pour exercer une pression sur le pouvoir. Les critiques dirigées contre le mauvais emploi des hommes; les questions indiscreètes sur l'utilité d'effectifs réputés trop considérables; les suggestions relatives à la différence entre l'armée sur pied de paix et celle sur pied de guerre (3) sont déjà plus significatives. Ce qui l'est plus encore c'est la poussée qui tend à faire supprimer les exemptions (4), à diminuer ainsi, pour chacun des astreints d'autrefois, le risque de tirer le mauvais numéro; c'est le grand nombre de demandes de substitution, au système usité jusqu'alors, d'une sorte de volontariat, avec faculté de rachat pour les hommes désignés par le sort (5); c'est enfin la mise à nu des pratiques employées par la jeunesse, pour se soustraire à l'éventualité d'un appel sous les drapeaux. Écoutons ce qu'en disent les habitants de Nouans.

Loin de produire, dans ce canton, le bien que la politique se propose d'en retirer, la milice produit un effet tout opposé, en ce

(1) Bellée et Duchemin, *Cahiers des plaintes et doléances des paroisses de la province du Maine* (Cahiers d'Aigné, de Fresnay, de Malicorne, etc.).

(2) Ibid., T. III, p. 242 (Nouans).

(3) Ibid. T. I, p. 102 (Avesse); T. II, p. 176-171 (Douillet-le-Joly) et p. 179 (Dureil); T. III, p. 302 (St-Ouen-sous-Ballon).

(4) Ibid., T. III, p. 197 (Neuvy-en-Champagne) et p. 230 (Nogent-sur-Loir); T. IV, p. 194 (Thorigné), etc.

(5) Ibid., T. II, p. 288 (La Ferté-Bernard); T. III, p. 43 (Lucé-sous-Ballon); p. 112 (La Milesse); p. 274 (Oizé); et p. 429 (Pruillé-le-Chétif), etc.

qu'elle détermine à se marier des garçons qui n'ont pas seulement gagné de quoi s'habiller ; de là naît une famille de pauvres, à qui les parents montrent à mendier, sitôt qu'ils sont en état de marcher. C'est contre les célibataires des villes qu'il faudrait employer la sévérité de cette loi, et non contre ceux de la campagne, qui n'attendent qu'à trouver une chaumière où se retirer pour s'engager dans le mariage (1).

Sous des formes plus respectueuses, le cahier de Boëssé-le-Sec n'est pas moins amer que le précédent.

Les milices sont un établissement dont nous ne sommes pas à portée de pénétrer la nécessité, et nous devons, sur cet article, nous en rapporter uniquement à la sagesse du Roi et de son Conseil. Si nous ne consultations que nos faibles lumières, nous serions tentés de croire qu'un semblable établissement cause plus de trouble dans les paroisses, plus de terreur dans les jeunes gens, plus de perte de temps dans les assemblées et plus de dépense qu'elles ne seraient utiles à l'État. Là-dessus, notre devoir est d'obéir aveuglément ; mais nous désirerions qu'il fut permis aux garçons échus au sort de se faire remplacer. Il est des caractères que rien ne saurait rassurer contre l'appréhension de s'expatrier, pour suivre la profession des armes (2).

Qu'il ait dicté ses volontés aux rédacteurs de ses cahiers, ou qu'il ait accepté les jugements des bourgeois qui les auraient inspirés, la preuve est faite, d'après ce langage, que le paysan sarthois était sur ses gardes, dès 1789 ; que l'opinion était éveillée, avertie, méfiante. Le succès des levées de 1791 et 1792 n'infirmes guère les déductions à tirer des desiderata rappelés ci-dessus.

La Sarthe, qui devait fournir six compagnies, d'après la loi du 22 juillet 1792, en avait donné quatorze (3).

(1) Bellée et Duchemin, *op. cit.*, T. III, p. 242.

(2) Ibid., T. I, p. 196.

(3) Cf. *Affiches de La Flèche* (20 septembre 1792).

Les assemblées de canton, ordonnées par le décret, avaient été fixées au 15 août, puis, à la suite de l'insurrection du 10 du même mois, reportées au début de septembre. Même avant leur réunion, le *Courrier patriote* constatait « l'ardeur avec laquelle nos jeunes concitoyens s'empressaient de s'inscrire », leur ardeur à prévenir l'arrêté du directoire. « Déjà ces inscriptions, disait-il, ont produit deux compagnies de chacune cent hommes » (1). Le 19, il signalait que l'effectif à lever par le district du Mans était complet. Les numéros suivants donnaient des précisions caractéristiques, pour cette circonscription, et relataient « le patriotisme général, l'enthousiasme des districts de La Flèche et de Mamers » (2). Les craintes, un instant inspirées par les villes de La Ferté-Bernard et de Saint-Calais, avaient été dissipées par l'arrivée tardive d'un nombre important de volontaires (3). C'est que l'annonce brusque du danger de la patrie avait provoqué immédiatement un premier sursaut d'indignation, dans ces populations au tempérament froid et au caractère réfléchi ; qu'elle les avait dressées contre l'ennemi, pour une campagne qu'elles escomptaient de courte durée ; que rien jusque-là ne s'était rencontré qui abâtît cette fièvre belliqueuse.

Les circonstances étaient différentes, au printemps de 1793. Les patriotes les plus enthousiastes appartenaient surtout à la ville, et ils s'étaient enrôlés, les deux années précédentes ; de leurs rangs éclaircis ne pouvait plus guère jaillir l'étincelle qui aurait communiqué leur ardeur patriotique à la jeunesse rurale. En outre, il n'est pas impossible que les divisions intestines de la Convention

(1) *Courrier patriote*, n° 28 (12 août 1792), p. 236.

(2) Ibid., n° 29 (19 août) p. 243 ; n° 38 (26 août) p. 252, et n° 31 (2 septembre) p. 263.

(3) Ibid., p. 275 et 290.

aient jeté des doutes sur la stabilité du régime et affaibli d'autant les bonnes dispositions d'une partie de l'opinion. L'exécution même de Louis XVI a pu contribuer à faire naître la défiance, et l'on ne peut oublier que le factum menaçant, déposé sous la porte de Merruau, en février, portait comme en-tête les trois mots : Vive le Roy ! Par dessus tout, la campagne s'annonçait difficile et longue. Le zèle des pouvoirs locaux à faire suppléer, par des dons volontaires, à l'insuffisance de l'habillement des troupes avait vraisemblablement inspiré des craintes excessives sur le dénuement et la misère du soldat. D'autre part, si l'échec de Dumouriez en Hollande et la rentrée des Autrichiens en Belgique étaient inconnus des Manceaux, ceux-ci n'ignoraient point que l'Europe entière s'armait contre la République. Un volontaire du district de Fresnay ne faisait-il point que résumer tout haut les appréhensions secrètement échangées entre beaucoup de gens, en s'écriant que « sur le pied que tout allait, les ennemis entreraient en France sous quinze jours ? » (1).

Disposition foncière des esprits et des volontés à tout le moins douteuse ; circonstances politiques défavorables ; intervention des semeurs de panique et de « propos défaitistes » : en fallait-il plus pour provoquer des difficultés multiples ? Aussi bien les motions préjudicielles et les objections de tout genre s'accumulent-elles devant les commissaires des administrations et les officiers municipaux inquiets : demandes de sursis ; réclamations contre le chiffre du contingent imposé aux communes ; protestations contre le tirage au sort aussi bien que contre le scrutin ; récriminations contre les exempts de fait ou de droit, malingres, réformés pour cause de santé, pères de famille, bénéficiaires du régime, c'est-à-dire fonctionnaires de tout rang.

(1) Arch. com. Fresnay, D IV, f^o 65.

Le 12 mars, les citoyens de Lhomme, appelés à fournir dix-sept jeunes gens, « refusent de satisfaire à la loi et demandent un sursis de huit jours ». Or le décret était formel ; les articles 10 et 11 de son titre I enjoignaient de compléter les effectifs « sans désespérer », aussitôt que serait révolu le temps d'ouverture du registre destiné à l'inscription des volontaires. Le directoire du district de Château-du-Loir était donc fondé à regarder comme une « véritable insubordination » la demande de délai présentée par ses administrés, d'autant qu'à son dire « les intentions alléguées au soutien » de celle-ci étaient plus encore de nature à l'émouvoir. Par suite, après avoir constaté que toutes les formalités préliminaires avaient été dûment remplies, il arrêta que :

Le conseil général de la commune de Lhomme serait chargé de convoquer, dès le lendemain, huit heures du matin, tous les citoyens de la dite commune appelés par la loi pour concourir au recrutement ; de leur faire une dernière et itérative lecture des lois ; de requérir ensuite les dits citoyens de faire le mode qui leur conviendrait, pour désigner les hommes d'entre eux qui devaient former le nombre de dix-sept, lequel nombre ils seraient tenus de compléter, sans désespérer, à peine de désobéissance à la loi (1).

Le directoire du département aussitôt saisi, sanctionna ces conclusions, de l'approbation qu'il leur donna. Il passa plus loin. Il prescrivit aux procureurs syndics des districts de stimuler, par tous les moyens mis à leur disposition, l'activité des juges et autorités constituées, afin de *rechercher scrupuleusement* et faire poursuivre tous les fauteurs et instigateurs des infractions commises à la loi du recrutement (2).

Conformément à cet ordre, juges de paix et tribunaux

(1) Arch. dép. Sarthe, L 449, fo 3 vo.

(2) Ibid., L 39 (13 mars).

furent mis en mouvement ; mais il est impossible, en l'état actuel de nos archives judiciaires, de soupçonner si leur activité eut beaucoup à s'exercer. Les documents très incomplets des justices de paix, qui ont été versés au dépôt départemental, mentionnent une douzaine de poursuites, intentées pour affaires de recrutement, du 15 mars au 15 avril, dont une au moins fut renvoyée devant le tribunal criminel (1). La vigueur de ces interventions n'empêchera point le mauvais exemple, parti de Lhomme, d'être suivi, dans la commune voisine de Chenu. Le 20 avril, le contingent de cette localité était encore incomplet, par suite de l'obstruction de quelques individus. Le district renouvela donc, en termes plus impératifs, son arrêté précédent. En voici les attendus, qui sont à reproduire.

Considérant que la loi du recrutement, pour quelque prétexte que ce soit, n'a dû éprouver aucun retard ;

Que les entraves qu'éprouve l'exécution de la loi compromettent de jour en jour la chose publique ; que les divisions qui naissent entre les citoyens sont autant de prétextes pour en empêcher l'exécution ; que ces manœuvres sont d'autant plus criminelles qu'elles entraînent avec elles la chute de la République ;

Les administrateurs arrêtent que les officiers municipaux de Chenu convoqueront, demain dimanche, pour tout délai, tous les citoyens qui doivent concourir à compléter le contingent...

Que, dans le cas où quelques uns refuseraient ou chercheraient encore à prolonger l'exécution de la loi, les fauteurs et instigateurs seront spécialement désignés à être poursuivis suivant toute la rigueur des lois... (2)

Rien ne nous est parvenu qui renseigne sur les raisons invoquées par les deux communes visées ci-dessus, à l'appui de leur demande. L'exemple était récent de décrets

(1) Arch. dép. Sarthe, L 622 ; L 634 ; L 638 ; L 644 ; L 666 ; L 669 ; L 678.

(2) Ibid., L 430 (20 avril).

ou d'arrêtés tenus en échec, dans le département ; la réduction du nombre des paroisses était encore à faire, à peu près partout, et leur délimitation, en beaucoup d'endroits ; l'établissement de la matrice cadastrale, qui devait servir d'assiette à la contribution foncière, se prolongeait au delà de toute mesure, par l'inertie aussi bien que par l'incompétence des municipalités ; le paiement de l'impôt en était retardé d'autant. Il est donc possible que les localités récalcitrantes aient eu l'arrière-pensée de retarder leur recrutement jusqu'à ce que fût connu le résultat des villes du département ; qu'elles aient nourri le secret espoir de finir par voir la loi devenir lettre morte, sans avoir eu à se prononcer elles-mêmes contre son application. L'on a déjà vu plus haut les habitants de Tassé remarquer, pour justifier leur abstention, « que dans les gros endroits on ne satisfaisait plus ». « Il faut attendre à voir comment les autres communes feront et ne pas se presser, disent les habitants de Vernie ; nous verrons, dimanche, ce qui résultera » (1). Quoique l'argument ait été surtout mis en avant, à partir de juillet, rien n'indique qu'il ait été neuf alors, et employé pour la première fois.

Une autre raison de différer, également présentée depuis juillet, a pu être inspirée par les concessions obtenues du département. Nous l'avons vu poser en principe, en avril, que les besoins de l'agriculture devaient diriger le choix des remplaçants à l'armée de Saint-Lambert. Son arrêté du 14 juin spécifia l'exemption des cultivateurs, dans la levée d'hommes ordonnée après la prise de Saumur. (2) Thirion reconnaîtra le bien fondé de ces exceptions ; (3) son délégué à l'examen des sursis et exemptions pour la

(1) Arch. com. Vernie, *Délib.*, (20-24 juillet).

(2) Cf. texte de l'arrêté en L 37.

(3) Cf. Arch. dép. Sarthe, L 23 (Lettre du 25 septembre et arrêté des 26 et 27 du même mois).

Sarthe, Jacques Rigomer Bazin, précisera alors les intentions du représentant, dans une proclamation dont voici un extrait :

Les cultivateurs faisant valoir au dessus de vingt journaux de terre, infirmes ou trop âgés, auront droit aux exemptions, que la justice et l'intérêt général rendront nécessaires, et obtiendront des bras, en proportion de l'étendue de leurs terres.

Les cultivateurs faisant valoir au dessous de vingt journaux garderont un homme valide et instruit dans les travaux de l'agriculture ; il ne sera point accordé d'exemption au dessous de six journaux. (1)

Ces restrictions aux appels d'hommes étaient-elles seulement inspirées, comme le prétend leur auteur, par des considérations de bien public ? La latitude avec laquelle elles furent accordées ; le retrait, par Thirion, des pouvoirs qu'il avait accordés à son commissaire, (2) laissent soupçonner que, soit crainte de heurter trop ouvertement les populations, soit désir de leur complaire, ce dernier n'avait point cru pouvoir faire fi des revendications agricoles. L'on peut donc penser que les demandes de sursis ont trouvé une base solide et leur forme définitive, depuis ce mois de juillet. Les dates à partir desquelles elles furent présentées en plus grand nombre, celles aussi des actes officiels cités à l'instant s'accordent pour suggérer cette conclusion.

En certains endroits, la question préalable se posa autrement. Les motions furent envoyées aux districts ;

(1) Arch. dép. Sarthe, L 423 (Proclamation de *J. Bazin*, commissaire délégué par le citoyen *Thirion*... pour accélérer l'exécution des lois des 16 et 23 août 1793, aux citoyens de 18 à 25 ans compris dans la réquisition faite par la loi, placard in-f^o, Le Mans, Pivron).

(2) Cf. *ibid.*, (Lettre autographe de *Thirion*, du 12 octobre).

elles provenaient souvent des autorités communales elles-mêmes et avaient été adoptées par elles, avant toute constitution des assemblées de réquisitionnaires prévues par la loi. C'était la quotité même du contingent qui était mise en discussion : ainsi en fut-il à Cogners, (1) à Voivres, etc. La relation humoristique de ce qui se passa, en pareille circonstance, à Béthon, a été presque complètement empruntée au registre de délibérations de cette commune, par M. l'abbé Legros. Le Conseil général y constate d'abord, après lecture de la loi et de l'arrêté du district,

Que sur 27.182.000 individus, il faut un recrutement de 300.000 hommes, ce qui fait le 91^e ou le 92^e de la population entière de la République. Le département de la Sarthe, dont la population est de 385.000 âmes, n'ayant fourni que 4 bataillons.., doit fournir actuellement... 6.545 volontaires, ce qui fait le 61^e ou 17 pour 1.000, au lieu du 91^e ou 92^e. La commune ne contenant que 161 individus, ne donne pas même trois fois 61 ; et comme elle en a déjà fourni un, savoir Jacques Thureau, grenadier au 4^e bataillon de la Sarthe, pour rejoindre ses drapeaux, il en reste au plus deux à fournir. Considérant [donc] que le directoire de Fresnay n'a eu la volonté, pas plus qu'il n'a le droit, de faire une répartition arbitraire et que ça n'a pu être sûrement que par erreur de de calcul qu'il les a fixés à 4 volontaires...., le Conseil envoie des exprès en cette ville, pour faire part aux membres du directoire de de toutes ces réflexions...

Le directoire transigea et abaissa à trois l'effectif qu'il avait fixé d'abord. (2) Mais toutes les administrations n'étaient point aussi accommodantes. Le 12 mars, la municipalité de Mayet, imposée à 72 hommes, avait pris une

(1) Cf. inf. pièces justificatives, série II.

(2) H. M Legros, *Les gardes nationales et les volontaires, 1792-1793*, dans *Revue historique et archéologique du Maine*, T. LXXIII, p. 93-94.

délibération concluant qu'une déduction de 17 hommes devait lui être accordée sur ce nombre, à raison des engagements précédents ; le registre des enrôlements, tenu à la maison commune, faisait foi de la vérité de ses dires. Sans nier la justesse des observations qui lui étaient soumises, le directoire du district de Château-du-Loir rejeta ces prétentions. Ses propres registres concordaient avec ceux des plaignants ; mais « les troupes de ligne ne devaient point entrer en compte, dans les répartitions fixées d'après la loi » du 24 février. (1)

Pour d'autres motifs les administrateurs du département déboutèrent de leurs demandes les municipalités de Saint-Pierre-du-Lorouër et de Sainte-Colombe. La première avançait qu'elle avait fourni antérieurement 15 volontaires, au lieu de 5 que lui attribuait le district. Le directoire, ému de « la confusion avec laquelle les différentes levées s'étaient effectuées, de la longueur qu'entraînerait la vérification des états fournis par chaque commune et de la présence effective à l'armée des individus enrôlés par la commune de Saint-Pierre », passa outre (2). — Sainte-Colombe avait été taxée à 58 hommes, parce que le chiffre de sa population avait été fixé, en 1791, à 2.800 habitants. Ceux-ci avaient falsifié leur statistique, à ce moment-là, dans le but d'éviter d'être annexés, à la Flèche. Ils la rectifiaient donc et n'accusaient plus qu'un total de 1827 individus, en sollicitant une réduction proportionnelle. Le directoire départemental rejeta leur pétition, parce que « la municipalité ayant dissimulé jusqu'à ce jour le véritable état de sa population, elle ne pouvait être favorablement accueillie dans sa réclamation, fondée sur une erreur qui était son ouvrage. » L'unique ressource, qui

(1) Arch. dép. Sarthe, L 419, fo 4 v^o.

(2) Ibid., L 39 (12 mars).

lui restait, consistait à demander au commissaire du pouvoir exécutif d'accepter, au lieu de ses administrés, l'excédent éventuel des autres communes du district de la Flèche. Sur le succès de ce recours l'administration ne se faisait d'ailleurs pas d'illusion, car elle signifiait d'avance que cette reprise ne pouvait « s'opérer sans exciter de nouvelles réclamations, et sans apporter ainsi des obstacles interminables au succès du recrutement » (1).

Les motions préliminaires une fois écartées, les assemblées communales se trouvaient en présence d'une triple alternative, pour atteindre la quote-part à elles assignée dans le recrutement : la voie des engagements volontaires, le tirage au sort ou le scrutin.

La loi avait marqué sa préférence pour le premier de ces modes et les municipalités ne manquèrent point d'y recourir d'abord ; elles eussent esquivé tant d'embarras, si son emploi avait donné des résultats suffisants ! Mais les communes ne furent pas rares, où le registre d'inscriptions, prévu par les décrets, resta inutilement ouvert pendant trois jours. Afin de le remplir, il fallut donc en venir aux expédients, ne point se refuser même parfois l'usage de quelques moyens captieux.

Les administrations avaient député leurs meilleurs orateurs, pour présider les assemblées communales. Le curé de la Couture harangua les réquisitionnaires du Mans, à titre de commissaire du département ; les abbés Coutelle et Bossé, ceux du canton de Vibraye, comme délégués du district de Saint-Calais. Le plus souvent un amphithéâtre avait été dressé, à l'instar de celui d'où Maguin exhortait la foule réunie sur la place des Jacobins. Le drapeau national y était planté, sous lequel devaient passer les hom-

(1) Arch. dép. Sarthe, L 39 (25 mars).

mes qui se dévouaient spontanément au service de la patrie. Une escorte de six musiciens, gagés de huit à dix livres par jour, prêtait son concours aux commissaires du district du Mans. A Rouez-en-Champagne, « à peine la commune avait-elle été instruite que la Convention faisait un appel de 300.000 hommes, que, sans attendre le décret officiel, la garde nationale s'était assemblée ; qu'elle avait fait une promenade civique, au son des instruments militaires, accompagnée de deux officiers municipaux, pour inviter les citoyens à se faire inscrire au nombre des défenseurs de la patrie » (1). La municipalité de Bonnétable décida, « pour faciliter les enrôlements, de faire une fête civique et d'y distribuer du cidre aux jeunes gens » (2). Les frais de semblables agapes s'étaient élevés, en septembre 1792, à 136 l. 2 s. pour le canton de Courgains, à 402 l. 2 s. 6 d. pour celui de Marolles-les-Braults (3). En mars 1793, le procureur de la commune de Saint-Cosme-de-Vair requit son collègue, le procureur fabricant, de lui verser 200 l., « pour aider au recrutement de vingt citoyens » (4). En juin, ce fut sur la fabrique de Saint-Germain, à Noyen, qu'un prélèvement de 300 l. fut opéré, pour des fins analogues (5).

Des fonctionnaires ecclésiastiques viennent à la rescousse et prêchent d'exemple. L'Évêque intrus verse 150 l. pour les futurs soldats (6) ; dès l'année précédente, ses collaborateurs et le séminaire avaient souscrit 1000 l. annuelles, pour la durée de la guerre (7). Le curé de Mayet, Bottu, et

(1) *Courrier patriote*, n° 10 (10 mars), p. 87.

(2) Arch. com. Bonnétable, D III, fo 42 v°.

(3) G. Fleury, *Les appels de volontaires*..., p. 53.

(4) Arch. com. Saint-Cosme-de-Vair, D I, fo 41 v°.

(5) Arch. com. Noyen, D I, p. 490.

(6) *Courrier patriote*, n° 12 (24 mars), p. 403. — Cf. Ibid., n° 10, p. 85.

(7) *Affiches du Mans* (24 et 29 mai 1792).

le vicaire de Saint-Calais, Rochelle, s'enrôlent des premiers, dans leurs communes respectives. Aucun document n'autorise à suspecter leur patriotisme et la spontanéité de leur démarche. Toutefois ils ne pouvaient ignorer que leur confrère et supérieur, Hardouin-Pigalle, l'un des vicaires épiscopaux, avait été rayé des contrôles et exonéré de l'obligation de servir, par arrêté du directoire, en date du 12 septembre 1792 ; de fait eux-mêmes n'interrompirent point les fonctions de leur ministère, avant leur abdication, en l'an II.

D'autres pratiques, soupçonnées ou dénoncées en quelques endroits, laissent aussi planer un doute sur la sincérité de certains engagements. Si l'on peut emprunter un terme technique à l'oisellerie, quelques individus ont consenti à jouer le rôle d'appelants, pour entraîner les volontés indécises. Que Joseph Cartereau et François Landri-Maguan aient été chargés de remplir cette fonction, l'un à Lavenay, l'autre à Cogners, cela peut se discuter. Mais il n'en est pas de même pour Louis Joubert, qui accepta pareille mission de la municipalité de Berfay. Après avoir tenu leur rôle, les deux premiers quittèrent la circonscription de Saint-Calais ; l'un s'enfuit dans le Loir-et-Cher, son département d'origine ; l'autre disparut. Le cas du dernier fut soumis au directoire du district précité. L'enquête ouverte à son sujet fit apparaître que « la municipalité de Berfay l'avait invité de dire et déclarer qu'il s'était engagé et qu'il voulait servir la patrie, afin de déterminer les jeunes gens de la commune à s'engager volontairement ». Sur réclamation de sa part, le directoire émit l'avis « que le dit engagement devait être considéré comme non avenu » (1).

Tantôt les supercheries de ce genre furent dédaignées

(1) Arch. dép. Sarthe, L 391, f° 131 v°.

et tantôt elles n'eurent qu'un succès tout relatif. Le plus souvent l'emploi d'un système plus persuasif s'imposa : c'est celui que M. l'abbé Legros appelle, dans le travail déjà cité, l'achat d'hommes. La formule se révèle d'une justesse absolue pour Rouessé-Vassé. En mars, la municipalité y invita les habitants à « contribuer, chacun de son mieux, à faire la délivrance d'une somme quelconque » pour les futures recrues ; il était « bien entendu que ceux qui ne voudraient pas mettre à la masse des volontaires seraient sujets au tirage, sans exception » (1). Ceux des citoyens de Rouez-en-Champagne qui voulurent se rédimmer, durent payer une contribution du même genre (2).

Plusieurs communes avaient dénoncé amèrement, en 1789, les « bourses », constituées en faveur des engagés de la milice, sous l'ancien régime.

On a toléré cet usage (disait le cahier de Tassé) et on ne pourrait avec justice l'empêcher ; chacun est libre de faire de son argent l'emploi qu'il juge à propos. Cependant cet usage coûte à chaque paroisse, chaque année, environ 300 L... Ce n'est pas trop que de porter à 20 millions, par an, la somme de cet impôt indirect... (3).

Malgré des récriminations si récentes, l'on a vu le maire du Mans promettre, en mars, « cent écus à ceux qui s'enrôleraient volontairement ». En fait les municipalités se résignèrent donc à accepter une institution si décriée ; plusieurs, en la réglementant, lui donnèrent une sorte de consécration officielle. L'on a cité ailleurs les dispositions prises, à ce sujet, à Mansigné. Vernie fit sienne la motion d'un officier municipal « tendante à ce que les citoyens

(1) Arch. com. Rouessé-Vassé, D I, fo 2.

(2) Arch. com. Rouez-en-Champagne, D I, p. 363-365.

(3) Bellée et Duchemin, *op. cit.*, T. IV, p. 169.

de la commune fussent tenus de donner, chacun selon ses moyens et sa fortune, une somme suffisante pour reverser entre les mains des sept volontaires qui s'étaient engagés pour le service de la patrie ». En conséquence, la municipalité prit l'arrêté suivant :

Art. 1. Les sept volontaires nationaux de la commune, assistés de deux officiers municipaux, pourront, s'ils le jugent convenable, se rendre au domicile de chaque citoyen ou citoyenne de la commune de Vernie, pour y recevoir les dons civiques que chacun voudra bien leur faire présent (*sic*).

Art. 2. Un des officiers municipaux sera chargé des deniers et l'autre tiendra une note exacte des reçus, pour par lui en donner connaissance aux dits volontaires.

Art. 3. Les dons civiques de tous les citoyens seront inscrits sur le registre de la municipalité, pour connaître ceux qui ont bien mérité (1).

Après avoir consenti un arrangement analogue et laissé recueillir les fonds, le corps municipal de Piacé émit la prétention de retenir « la somme énorme de 1.013 l. 9 s. 6 d., pour frais de recrutement », sur les 1.795 l. versés par les citoyens de son territoire. Le district de Fresnay, faisant droit à la légitime indignation des hommes ainsi frustrés, autorisa ceux-ci à poursuivre l'autorité communale devant les tribunaux ; deux jugements successifs établirent une jurisprudence favorable aux recrues (2). Le droit des volontaires de Saint-Mars-sous-Ballon, à exiger les 300 l. promises par le notaire Manguin, fut de même reconnu par le juge de paix du canton de Ballon (3). Néanmoins, quand elles le purent, les administrations

(1) Arch. com. Vernie, *Délib.* (13 mars).

(2) Arch. dép. Sarthe, L 463, f^{os} 463 v^o et 464 v^o ; L suppl. (Tribunal du district de Fresnay, Plumitif de 1793, f^{os} 77 v^o et 78-82 v^o).

(3) Ibid., L 622 (30 mars 1793) et 338.

tinrent à laisser à ces dons patriotiques leur caractère d'offrandes facultatives. « Les citoyens appelés à compléter le contingent », à Gesnes-le-Gandelin, « avaient adopté le mode du sort et déposé chacun 5 l. dans une bourse, pour ceux qui marcheraient ». Les nommés Geneslé, Michel Croizé, Dominique Tailleur et autres s'étaient élevés contre ce procédé, en s'écriant : « Tenez bon ; ne payez pas ; tirons au sort ! ». Le directoire du district de Fresnay reconnut « qu'ils ne pouvaient être forcés de contribuer ; que néanmoins leur conduite était reprochable, puisqu'elle pouvait tendre à faire manquer le recrutement » ; il ordonna en conséquence de les dénoncer au juge de paix du canton de Saint-Paterne (1). Il a été dit ailleurs comment cette subvention libre dégénéra en contribution forcée, dans le département ; nous n'y reviendrons pas ici (2).

Les moyens de persuasion, de séduction même, une fois épuisés, sans que les contingents fussent complets, les réquisitionnaires eurent à se prononcer eux-mêmes sur tel autre mode qui leur agréerait. Un procédé s'indiquait à eux, dont le type leur était fourni par les réunions électorales : c'était le scrutin. Les assemblées ne manquèrent pas d'y recourir, dans les communes surtout où elles se composaient de fractions inégales et où les passions politiques étaient plus vives. Les majorités en prirent occasion pour écraser leurs adversaires et faire porter sur eux seuls tout le poids des obligations militaires.

L'on se rappelle comment les patriotes de Brûlon, après

(1) Arch. dép. Sarthe, L 463, f° 115.

(2) Cf. notre *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe*, ch. XI, § V.

avoir étouffé une émeute naissante, le 13 mars, avaient profité de l'éloignement des mutins pour porter leurs suffrages sur vingt-trois d'entre eux (1). La partialité était flagrante. Le directoire départemental feignit de ne pas s'en apercevoir ; il ratifia le choix fait des victimes et décerna des éloges à leurs oppresseurs (2). Les poursuites judiciaires contre les séditeux auraient été justifiées ; il leur préféra une répression de légalité discutable et d'une injustice certaine. Car, au risque de découvrir les hauts fonctionnaires du chef-lieu, les administrations subalternes tinrent à honneur de se montrer plus équitables. Le district de Fresnay annule, en juillet, les opérations de l'assemblée de Grandchamps, non parce qu'elle aurait enfreint le décret, « qui laisse le libre choix du mode de désignation », mais parce que « six citoyens étaient absents et que des présents ont voté pour eux, ce qui rend la nomination essentiellement vicieuse » (3). En pluviôse an III, les administrateurs des districts de Sillé-le-Guillaume ont à se prononcer sur la mise en liberté éventuelle des suspects de leur circonscription. Parmi eux se trouve un habitant de Saint-Symphorien, réfractaire à la loi du 24 février. Ils renvoient son cas à juger, tant au Comité révolutionnaire de la ville qu'au citoyen Courbe, juge militaire, envoyé par la Convention dans la Sarthe. Quant à prétendre eux-mêmes qu'il y ait eu délit formel, ils s'y refusent, en raison des circonstances, qu'ils exposent comme il suit :

Il paraît que Louis Lechène — l'inculpé — n'a pas seulement comparu, pour satisfaire à la loi qui ordonne la levée de

(1) Cf. sup., ch III, p. 41.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 39 (15 mars).

(3) Ibid., L 464 (28 et 31 juil.et).

300.000 hommes. Suivant le rapport verbal de quelques officiers municipaux, les garçons et hommes veufs sujets à cette levée se divisèrent en deux partis, l'un des réputés bons citoyens et l'autre des réputés aristocrates. Les uns et les autres, réunis, avaient le droit de choisir le mode de leur élection ou au sort ou au scrutin. On rapporte que les derniers s'étant refusés à s'assembler, les premiers choisirent le mode du scrutin et, par l'événement, les derniers se trouvèrent nommés et n'ont point obéi à la loi. Lechêne est du nombre des derniers.. (1).

Il a déjà été dit que le directoire de Saint-Calais annula, en avril, les désignations de remplaçants à l'armée de Saint-Lambert, faites par l'élection. Vers le même temps, le district de Château-du-Loir ordonnait une enquête, en vue de réformer les nominations de recrues, issues du même système. La municipalité de Pruillé-l'Éguillé convenait que les suffrages, en vertu desquels cinq des soi-disant volontaires de la commune avaient été enrôlés, avaient été faussés à la suite d'une cabale (2). Les résultats du scrutin avaient de même été truqués à Mayet, par une « coalition », qui avait déterminé, deux jours à l'avance, quels citoyens il faudrait choisir. Un des officiers municipaux avouait s'être « aperçu de l'irrégularité et de l'injustice qui se commettait à l'assemblée... mais les menaces l'avaient empêché d'arrêter des actes aussi arbitraires » (3).

Dans sa proclamation d'octobre, dont partie a déjà été citée, Rigomer Bazin reconnut implicitement les fraudes et les violences déguisées, qui s'étaient abritées sous ce procédé, en le stigmatisant du terme d' « inique » Afin d'empêcher le retour de semblables dénis de justice, il

(1) Arch. dép. Sarthe, L 589, fo 388 vo.

(2) Ibid., L 430 (16 avril).

(3) Ibid. (13 avril).

décida que toute commune qui emploierait le scrutin, pour la levée de 30.000 hommes de cavalerie, « serait tenue de recommencer sur le champ la formation de son contingent ». C'était porter le coup de grâce à une institution qui avait engendré la plus intolérable des oppressions et presque légitimé la révolte armée.

L'on comprend sans peine la colère des victimes de si odieuses méthodes, leurs protestations indignées, les « batteries » qui s'ensuivirent. A vrai dire, le tirage au sort, « le seul moyen de rendre la justice distributive et de faire cesser toutes réclamations » n'était guère plus en faveur auprès de l'opinion ; plus exactement, il rallia souvent contre lui les antipathies de tous les partis.

Les auteurs de l'affiche séditeuse apposée au Mans, en février 1793, avaient fourni leur cri de guerre aux protestataires des réunions organisées pour le recrutement. « Plus de liberté », voilà le thème favori, que l'on y entendra retentir avec de légères variantes, de mai à septembre. Si les habitants du chef-lieu donnent, en juillet, une interprétation étroite de cette formule, en spécifiant leur désir de n'être plus désormais astreints au recrutement, d'autres manifestants en font ailleurs une application directe contre le seul tirage. Parfois ils accompagnent de menaces, contre l'arbre qui symbolise la liberté, leurs récriminations explicites à l'adresse de cette méthode abhorrée. « Le premier qui tire est un homme mort », s'écrie, en juillet, dans l'assemblée de Béthon, le nommé Thomas Fortin. Le 15 mars, Julien Grémy suggère à la jeunesse de Nogent-le-Bernard « qu'il ne fallait point de tirage ; qu'il fallait soutenir la liberté » (1). A la même date, Thomas Duval est dénoncé au juge de paix

(1) Arch. com. Nogent-le-Bernard, D I (15 mars).

du canton de Fresnay. Son délit avait consisté à dire devant un des témoins à charge « qu'il ne tirerait pas et qu'il n'y avait à tirer que les acheteurs de biens nationaux » ; à lui demander « à quoi servait l'arbre de la liberté, si on n'était pas libres » (1).

La plupart des documents indispensables, pour dresser la nomenclature des communes qui repoussèrent ce mode de désignation des hommes, font défaut. Ceux qui restent permettent du moins de se rendre compte de la manière dont il fonctionna.

En deux séances, les 17 et 18 mars, les citoyens assujettis d'Yvré-le-Pôlin avaient fourni neuf engagés. Le contingent n'étant pas complet, il fut arrêté, le second jour, que l'assemblée serait remise au lendemain et que le sort y déciderait. Le 19, celle-ci se réunit à l'église, lieu « où l'on serait bien plus calme et bien plus à son aise... ». La boîte aux billets, contenant les noms des 119 garçons de la commune, fut appendue à la porte de la sacristie. Les seize noms premiers sortis furent enregistrés et proclamés en la qualité de volontaires, par l'assemblée ; celle-ci demanda que mention honorable fût faite, au procès-verbal, « de la joie que ces volontaires témoignèrent de ce que le hasard les avait destinés pour aller combattre les ennemis de la Patrie » (2).

L'allégresse était moindre, en bien d'autres endroits, et les appréhensions des jeunes gens s'exprimèrent en des manifestations, sur lesquelles il n'est pas superflu d'insister. « Les garçons prétendent, à Avesnes, que les hommes sont sujets à voler au secours de leurs frères d'armes,

(1) Arch. dép. Sarthe, L 638.

(2) Arch. com. d'Yvré-le-Pôlin, *Délib.* [Communication de M. H. Roquet.]

comme eux, et que les hommes ne veulent point tirer » (1). Julien Juin est condamné à vingt-quatre heures de détention, à Saint-Cosme-de-Vair, pour avoir dit également « que les hommes mariés devaient tirer au sort » (2).

De quelque cause qu'il procède, le sentiment général se résumerait dans ces deux mots : point d'exceptions. C'est lui que traduisent les choix d' « hommes usés et même des vieillards », en avril, dans le district de La Ferté-Bernard (3); de « personnes de plus de cinquante ans », à Béthon (4); de « citoyens de soixante à soixantedix ans », à Dangeul (5); et le refus de quitter leurs foyers, « à moins que les vieillards, infirmes... ne partent... la municipalité en tête », articulé par les habitants de Noyen (6). Le vent d'égalitarisme fait tourner les têtes. Les gens, hantés par la pensée que la faveur accorde des exemptions, mettent un tel acharnement à débusquer les privilégiés, réels ou supposés, que personne, pas même les hommes réformés à la suite de l'examen médical, ne trouve grâce à leurs yeux. Après réclamations, le district de Mamers prescrit une enquête sur les antécédents de Dumélanger, de Chassé, qui se prétend atteint d'épilepsie; sur le cas de Messenger, à Neufchâtel (7). Le directoire de Saint-Calais est obligé de consentir à faire contre-visiter plusieurs recrues de Marolles, refusées par le chirurgien de l'administration (8). Celui de Fresnay avait avisé le département, le 14 mars, que,

(1) Arch. com. Avesnes, D I, p. 206.

(2) Arch. com. Saint-Cosme-de-Vair, D I, p. 12.

(3) Arch. dép. Sarthe, L 30, p. 71.

(4) Ibid., L 463, fo 146 vo.

(5) Ibid., L 481, (30 juillet).

(6) Arch. com. Noyen, *Délib.*, p. 208-204.

(7) Arch. dép. Sarthe, L 481, f^{os} 1 et 4.

(8) Ibid., L 391, fo 158.

« dans le nombre de volontaires, il s'en trouvait de très petits et même de faibles, qui néanmoins servaient à compléter le contingent de chaque commune ». Il prévoyait que, si ces malingres étaient refusés, il faudrait faire de nouvelles levées, et que l'ardeur des communes pourrait en être ralentie. De fait, il se trouva, quelques jours après, aux prises avec les embarras qu'il essayait d'esquiver par ces renseignements préalables. Il fit retomber sa mauvaise humeur sur le commissaire chargé d'agréer les recrues, « citoyen d'une obstination sans égale » et qui, n'ayant jamais servi, ne lui semblait pas propre à remplir sa fonction d'agent militaire.

Je vous ai entretenu, avec une vraie satisfaction, [écrivait le procureur syndic] du succès de notre recrutement, et je me vois avec peine obligé de changer de langage et de vous annoncer que les espérances du directoire peuvent s'évanouir, par les entraves que le citoyen Péan .. met à la réception des hommes... Il exige des volontaires quatre pieds dix pouces et, par grâce seulement, il en passe un sur douze de la taille de quatre pieds, neuf pouces, trois lignes. Au reste, sans égard pour la force et la bonne constitution d'un citoyen, il le rejette, s'il n'atteint pas la taille susdite...

Le fonctionnaire concluait, en disant que

S'il en était ainsi, il ne verrait plus que très grandes difficultés à parfaire le complément... ; que le nombre des assujettis se trouverait considérablement réduit et que le contingent à fournir deviendrait effrayant et peut-être révoltant dans quelques communes (1).

A côté des hommes à exclure pour « défauts de conformation », la loi du 24 février avait indiqué, comme devant

(1) Arch. dép. Sarthe, L 471, n° 1887.

échapper aux enrôlements, les membres des directoires des départements et des districts, ceux des municipalités, les magistrats de l'ordre judiciaire et un certain nombre d'agents du pouvoir (art. 20 de la loi). Contre ces exemptions de droit, les populations montrèrent autant d'animosité que contre les exceptions d'âge et de santé. En mars, les réquisitionnaires de Cogners tentèrent d'inscrire le nommé Renvoisé, officier municipal, sur la liste des hommes à appeler. En avril, les citoyens de Tassé « demandèrent, à l'unanimité, que les officiers municipaux et le procureur de la commune tirassent au sort, comme les autres » (1); ceux de Béthon firent de même (2). En mai, un des garçons de Pizieux se répandait en menaces contre le maire de la commune (3). Le 25 juillet, les habitants de Brûlon, invités à porter secours à Angers déclarèrent « qu'ils ne marcheraient que lorsqu'ils verraient le département marcher en personne ; que les districts et les municipalités ne devraient point en être exempts » (4). Le même jour, ceux de Saint-Denis-d'Orques « s'écrièrent, d'une voix unanime, qu'ils voulaient bien partir, au cas que le district et la municipalité fussent à leur tête » (5). A l'extrémité nord du département, le procès-verbal de l'assemblée de Neufchâtel constata que les « citoyens en état de réquisition ne refusaient pas d'obéir à la loi, mais qu'ils ne voulaient pas partir sans qu'au préalable les administrateurs du département et ceux du district de Mamers montrassent les premiers l'exemple » (6).

Des notes analogues parviennent aux districts, envoyées

(1) Arch. com. Tassé, *Délib.*, p. 171-172.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 463, fo 146 v^o.

(3) Ibid., L 481, fo 45 v^o.

(4) Arch. com. Brûlon, D II, fo 20.

(5) Arch. dép. Sarthe, L 585, fo 52.

(6) Ibid., L 481 (31 juillet).

de Crissé et de Grandchamps. Dans cette dernière localité, François Loitron, procureur de la commune, est effectivement nommé au scrutin. Six semaines plus tard, sous la pression populaire, le Conseil général de Mansigné arrêtera que le maire et deux officiers municipaux se mettront en route, « avec les autres citoyens, pour la défense de la patrie », leurs fonctions devant être réparties entre leurs collègues restés à leur poste (1). Les femmes entrent dans la mêlée, à Souigné-sous-Vallon. Contre le maire malade, les unes se répandent en invectives :

Que, s'il s'agissait d'un procès, il se serait bien levé, et qu'il lui en sentait bon au nez d'être en cette charge ; qu'il était bien plus préféré que les autres ; que (si les hommes avaient été moins poltrons), ils auraient été le tirer (du lit) par les cheveux et l'auraient bien fait partir ; qu'il y avait de bons chevaux et des charrettes pour le mener...

D'autres menacent, de « le faire périr » ; d'autres, enfin, de « tout briser et de mettre le feu dans le bourg de Souigné... » (2).

Cette dernière démonstration a lieu au temps du soulèvement de Brûlon. Il n'est pas exagéré de dire qu'aux lueurs menaçantes, dispersées et assez rares en mars et en avril, un embrasement général succédait alors, aussi redoutable par sa violence que par son extension.

Parallèlement à cette vague d'hostilité croissante, une autre naît et se développe, dans la Sarthe, qui vise les détenteurs des propriétés nationalisées. Voici, à ce sujet, les aveux de Jean Livache au juge de paix de Fresnay :

Il vaudrait beaucoup mieux que ceux qui ont acheté des biens nationaux, *ainsi que tout le monde de la campagne le dit*, aillent

(1) Arch. com. Mansigné, *Délib.*, fo 55.

(2) Arch. dép. Sarthe., L 678.

les défendre ; ceux qui n'en ont point acheté n'iraient qu'après les autres (1).

C'est en mars, comme le précédent, que Thomas Duval atteste, à Douillet-le-Joly, « qu'il ne tirera pas et qu'il n'y avait à tirer que ceux qui avaient acheté des biens nationaux » (2). En mars encore, René Boulay répète, dans les auberges de Saint-Cosme-de-Vair, « qu'aucuns de ceux qui avaient acheté du bien de la nation ne pouvaient faire autrement que de se faire enrôler » (3). Les menaces des déserteurs du district de Sablé, contre « les bourgeois qui ont acheté du bien de la nation », sont du même mois.

A côté de ces manifestations individuelles, il faut inscrire la protestation collective du groupe entier des réquisitionnaires de Bernay-en-Champagne, qui se produit en avril, et celle de la municipalité de Roëzé, qui date de juin (4). Dans le mois suivant, les officiers municipaux de Saint-Calez-en-Sonnois se plaignent « de ce que des séditieux se sont glissés dans leurs assemblées et de ce qu'ils ont sollicité leurs concitoyens de ne pas tirer au sort ; qu'il fallait, par la voie du scrutin, désigner les acquéreurs de biens nationaux » (5). Leurs collègues du Tronchet constatent qu'

ayant fait assembler la garde nationale de la commune, pour fournir le contingent de volontaires à elle demandé par le district, Pierre Chaudet aurait dit, dans l'assemblée, qu'il ne tirerait pas au sort avant que ceux qui avaient acheté des biens nationaux fussent partis.... ; Julien Letessier, qu'il ne voulait tirer qu'après que le département et les districts n'eussent tiré » (6).

(1) Arch. dép. Sarthe, L 638.

(2) Ibid.

(3) Arch. com. Saint-Cosme-de-Vair, D I, p. 12.

(4) Cf. sup., ch. III.

(5) Arch. dép. Sarthe, L 481 (31 juillet).

(6) Ibid., L 464, f^o 63.

A la suite de ces informations, le district de Fresnay dénonça les délinquants à l'accusateur public. Huit jours plus tard, il était averti que des troubles venaient de se produire à Saint-Christophe-du-Jambet, à l'autre extrémité de sa circonscription. Il demanda aussitôt un nouveau procès-verbal, mais détaillé, à la municipalité, en spécifiant que celle-ci devait « expliquer si la cause qui avait fait adopter le scrutin n'était pas parce qu'on avait voulu nommer les acquéreurs de biens nationaux » (1).

Pour la première fois l'administration s'inquiétait des rumeurs hostiles qui se répandaient contre une catégorie de citoyens. Sa sollicitude n'est-elle point une preuve que l'opposition à une classe de patriotes, laissés jusque-là dans une paix relative, avait singulièrement grandi ?

(1) Arch. dép. Sarthe, L 464 (31 juillet).

Le terme tout récent de « profiteurs du régime » se présente spontanément à l'esprit, pour qualifier les individus que visaient les dernières manifestations étudiées ci-dessus. Si des arrière-pensées politiques se peuvent soupçonner, dans la désignation des fonctionnaires aux scrutins pour la conscription, leur influence se peut néanmoins discuter ; l'on se trouve peut-être seulement, dans l'occasion, en présence d'une forme de la manie égalitaire, qui fait fureur à ce moment-là. Ici les desseins anticonstitutionnels ne sont pas niables. Les propositions d'envoyer en avant les bénéficiaires de l'ordre nouveau, pour courir les premiers les risques d'un état de choses dont ils n'avaient retiré jusque-là que des avantages, sont inspirées évidemment par le sentiment que ces enrichis sont les soutiens obligés du régime ; une réaction commence de se dessiner contre les hommes dont la Révolution a fait la fortune.

Calculer exactement la puissance de ce parti, en 1793, déterminer les régions de la Sarthe où il est le mieux assis et le plus actif est impossible, en l'état actuel de nos connaissances. Puisque les tribunaux de tous les degrés, depuis les justices de paix jusqu'au tribunal criminel, ont été saisis de ces affaires, l'inventaire des archives judiciaires, aujourd'hui dispersées, s'impose comme travail préliminaire indispensable. Une seule remarque se dégage, dès à présent, des documents découverts à ce jour : c'est que l'insurrection contre les

acheteurs de biens nationaux a des racines dans tout le département. Elle est assez répandue pour signifier qu'un mouvement d'opinion vient de naître, qui prendra tout son développement avec la chouannerie.

Il va de soi que nous nous refusons à partager l'erreur populaire, à confondre dans une dénomination unique les insurgés royalistes et les bandits de droit commun qui pullulèrent autour d'eux ; voleurs de grand chemin qui détroussaient les voyageurs ; « chauffeurs » sinistres, qui attaquaient les fermes isolées et brûlaient les pieds de leurs victimes, pour les contraindre à montrer les cachettes où elles dissimulaient leur argent. Mais un examen un peu rapide découvre suffisamment deux points de contact, par où s'apparentent les séditions de 1793 et les procédés chouans de 1794 et des années suivantes : ici, menaces contre les arbres de la liberté, qui symbolisent la révolution politique et sociale, là, réalisation de ces menaces ; d'un côté, poussée contre les fonctionnaires, d'autre part, attentats contre les officiers municipaux ; présentement, hostilité surtout verbale contre les acquéreurs de biens nationaux, plus tard, contribution de guerre levée sur eux. Nous ne poursuivrons pas plus loin la comparaison. Il nous paraît plus important de tenter d'établir quelle est, pour la Sarthe, l'origine de ce soulèvement de l'opinion contre une catégorie spéciale et limitée de patriotes.

Chardon n'a fait qu'effleurer ce sujet, au début de son livre sur *Les Vendéens dans la Sarthe*. Dans l'étude qu'il a consacrée aux appels de volontaires du district de Mamers, durant la Révolution, M. G. Fleury a négligé le côté politique de l'obstruction faite au recrutement. Mais l'unique ouvrage consacré exclusivement à la

chouannerie dans la Sarthe, assigne une cause religieuse à l'insurrection de nos compatriotes.

Si on eût laissé à la France religieuse et royaliste son Dieu, ses prêtres, ses autels, il y a tout lieu de croire qu'après avoir pleuré en silence sur les ruines de la Monarchie, elle se fût décidée à marcher sous le drapeau de la République (1).

Nous verrons dans un instant ce qu'il faut penser de cette opinion.

Que le grand public incrimine a priori les manœuvres des prêtres, en particulier sur le point spécial examiné ici, il n'y a là rien qui étonne. La rigidité de la discipline ecclésiastique en matière de respect du droit de propriété étant bien connue, et la masse des biens nationaux étant composée surtout des domaines du clergé, l'on en conclut invinciblement que ce dernier était l'ennemi naturel, l'adversaire obligé des aliénations ; que la règle morale s'accordait avec ses intérêts pour lui faire revendiquer, contre toute législation et toute prescription possible, les possessions dont il avait été dépouillé. Des instructions formelles, données au clergé manceau, renforcent ces présomptions. En voici quelques extraits :

L'acquéreur des biens appelés nationaux est détenteur du bien d'autrui : la vente qui lui en a été faite (et il faut dire la même chose des reventes qui ont pu avoir lieu) est absolument nulle et ne lui en a point transmis la propriété ; il doit être dans la disposition de les rendre à ceux à qui ils appartiennent, ou du moins de se soumettre entièrement à tout ce qui sera réglé sur ce point par l'autorité légitime.

Si dans les circonstances actuelles, où il est impossible de rendre aux légitimes propriétaires les biens dont il s'agit, un

(1) Abbé Pauloin, *La chouannerie du Maine et pays adjacents*, T. I, p. 42.

acquéreur se trouve en danger de mort, pour mettre sa conscience en sûreté, il doit : 1^o ne faire, dans la distribution de son hérité, aucun emploi des dits biens ; 2^o témoigner, en présence d'un nombre convenable de personnes qu'on pourra réunir auprès de lui, qu'il meurt avec le regret sincère d'avoir fait une acquisition si coupable ; 3^o faire connaître à ses héritiers l'obligation, où ils sont, et exiger d'eux la promesse de restituer, aussitôt qu'ils pourront, aux légitimes propriétaires et les fonds et les fruits perçus.

C'est d'après les mêmes principes qu'il faut diriger la conscience de ceux qui auraient acquis des biens d'émigrés ou autres particuliers injustement dépouillés (1).

Les règles de la loi morale sont nettement rappelées ici, et les applications de détail qui les complètent sont telles qu'on les devait prévoir. Mais, dans la pratique, les faits ne répondent point à ce qu'on attendrait d'eux. Car aussi bien l'Évêque que les curés de la ville du Mans avaient déclaré, vers la fin de 1790, c'est-à-dire au moment des premières ventes, qu'ils étaient prêts à se laisser dépouiller sans murmurer (2) ; ni dans leurs actes, ni dans ceux de leurs collègues du diocèse l'administration ne put surprendre un désaccord avec cette résolution. Le département, les districts et les municipalités n'ont reçu de plaintes, en 1791 et en 1792, que contre trois prêtres qui auraient tenté soit d'intimider les acheteurs de biens nationaux, soit de les obliger à restitution. Ces trois ecclésiastiques — le curé de

(1) Cf. *Avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes, adressé au clergé et aux fidèles de son diocèse par M. l'Évêque de Boulogne, adopté par la majorité des évêques de France et, notamment, de M. de Jouffroy-Gonssans*, 72 pag. in-12, 1796, s. l.

(2) Cf. *Lettre des curés de la ville du Mans à Mgr l'Évêque de la même ville et Réponse de Mgr l'Évêque du Mans aux curés de la même ville*, 7 pag. in-8^o, s. l. n. d.

Duneau, celui de Courcelles et son vicaire — appartiennent d'ailleurs à des districts autres que ceux où l'animosité des réquisitionnaires contre les détenteurs de propriétés nationales se manifesta d'abord.

Quant au texte cité tout à l'heure, il n'apporte aucune preuve que le clergé se soit immiscé dans les mouvements insurrectionnels de 1793. Il ne date en effet que de 1796. Si l'on veut donc qu'il y ait une relation de cause à effet entre les prescriptions qu'il édicte et les soulèvements, elle n'est point celle que l'on aurait supposée a priori. Les revendications étant postérieures aux séditions, c'est du succès de celles-ci que les évêques auraient pris occasion, pour imposer la restitution des objets dont l'Église avait été dépossédée. L'on objectera vainement qu'il est précisé, dans l'article premier de ces avis, que « ce qui concerne les biens appelés nationaux ne peut être, quant à présent, le sujet d'aucune instruction publique ». Seule l'attitude à prendre dans l'avenir est envisagée dans ce document, et il n'y est fait aucune allusion à une ligne de conduite qui aurait été donnée antérieurement en secret aux confesseurs. Bien plus, ni les actes de rétractation des sermentés, en 1793, ni les lettres du vicaire général Paillé, qui se trouvent aux archives départementales, ne laissent soupçonner que les instructions de 1796 aient été un simple rappel, une confirmation des directions confidentielles précédentes.

Il reste à supposer que, les refus d'obéir aux réquisitions étant dûs, au dire de l'abbé Pauloin, à des causes d'ordre religieux, le clergé ait exercé une action sur les consciences pour les pousser à la révolte. La rentrée éventuelle en possession de ses biens apparaîtrait ainsi comme la conséquence qu'il devait espérer de son intervention occulte.

Mais l'Histoire de *la chouannerie du Maine et des pays*

adjacents est muette, sur la question des biens nationaux. Quant aux considérations générales, qu'elle avance sur les causes de cette insurrection, elle ne les étaye d'aucun argument. Il se peut que, dans le sud-ouest du département, où la chasse aux insermentés provoqua des rassemblements importants, en 1792, l'application des lois sur le clergé ait aigri les caractères, qu'elle les ait préparés à la rébellion de l'année suivante ; la preuve n'en reste pas moins à faire que celle-ci procède directement des ferments de révolte semés, un an plus tôt, dans les esprits. Même si l'on admettait que la chouannerie sarthoise a pris naissance dans cette région, la simple identité géographique des lieux d'origine n'autoriserait point à confondre deux mouvements, dont chacun a sa cause visible et que sépare un intervalle d'une dizaine de mois d'accalmie. Pour le reste du département, seule la suppression du culte, et non la guerre faite aux prêtres réfractaires, a contribué à grossir les premières bandes de rebelles.

Telle est aussi à peu près la conclusion de M. Jean Morvan, dans son ouvrage sur *Les chouans de la Mayenne*. Après avoir noté que, « la plupart des prêtres étant partis, leur influence sur le recrutement se fit peu sentir », il ajoute, non sans rudesse, que « si les populations (de son pays) eussent été attachées à leurs prêtres jusqu'à la mort inclusivement, comme on l'a écrit partout, elles ne les eussent pas laissé partir en septembre-octobre 1792. » (1)

Ce raisonnement, irréprochable quand il s'applique aux événements de 1793, est-il également probant pour l'appel d'hommes ordonné par la loi du 22 juillet 1792 ? Rien n'est moins certain. Or c'est au mois d'août de cette année-là que se produit, dans la Mayenne, l'explosion

(1) *Les chouans dans la Mayenne*, p. 51 et 67.

qui n'aura lieu, dans la Sarthe, que six mois plus tard. Le jour de l'Assomption, fixé pour le recrutement, quatorze sur trente-sept cantons s'insurgent, dans les districts d'Ernée, de Craon, de Laval et de Château-Gontier. Les paysans rassemblés aux chefs-lieux se mutinent, refusent le tirage, protestent qu'ils ne partiront point et s'obstinent à contraindre les officiers municipaux et les acquéreurs de biens ecclésiastiques à s'enrôler (1).

Ne serait-ce point à ces exemples, venus du dehors, qu'il faudrait attribuer les mouvements séditieux de mars 1793, dans la Sarthe ? La conjecture est d'autant plus vraisemblable que la contiguïté des districts de Sablé et de Château-Gontier a pu rendre plus facile et plus rapide la pénétration des idées de rébellion. Or c'est à Brûlon, qui dépendait administrativement de Sablé, que les troubles de mars furent les plus graves, dans notre département ; c'est dans le même canton que la révolte éclata ouvertement, largement, en septembre de la même année.

Un doute persiste, qui empêche d'accepter sans réserve l'hypothèse à la fois séduisante et plausible d'une pareille infiltration. Il tient à la présence, dans les deux révoltes, d'un caractère distinctif, tellement propre à chacune qu'il est étranger à l'autre et qu'il semble les ranger toutes deux dans des catégories spécifiquement différentes. Du bourdonnement des rumeurs hostiles, qui enveloppent les propriétaires des domaines nationaux, une clameur se détache, nette, précise, continue : les paysans mayennais la poussent, en un formidable unisson, contre les acquéreurs du « bien d'Église, du bien des prêtres » ; elle

(1) Cf. V. Duchemin et R. Triger, *Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne*, dans *Revue historique et archéologique du Maine*, T. XXIII, pag. 251-268, et P. Delaunay, *La Mayenne révolutionnaire*, p. 39-61 (in-8°, Laval, veuve Goupil, 1906).

répète, à travers le département, leur volonté de « ne se battre jamais que pour le roi et pour le pape », le sentiment qu'ils ont de leur pouvoir de « rétablir le roi, la religion et de faire restituer le bien volé aux prêtres ». L'oreille la plus attentive ne discernerait aucun bruit semblable, dans la Sarthe ; mais une note y perce par intermittences, beaucoup plus assourdie, rare et presque imperceptible, dans le brouhaha confus qui l'environne. Elle évoque le souvenir de ceux qui sont allés chercher à l'étranger un abri contre les violences de la Révolution ; murmure les espérances conçues et colportées par les partisans des émigrés ; éclate en menaces de représailles sanglantes contre les patriotes, au retour des exilés.

Léonard, garçon, et Pierre Laubier, habitants de Fresnay, ont tous deux entendu dire, en mars, à Jean Livache, qu'il était « fort inutile de faire recrues et de chercher à envoyer sur les frontières, parce que, sous quinze jours, les ennemis entreraient en France. » (1) Dans le même temps, plusieurs témoins affirment, malgré les dénégations de l'intéressé, que Levallois « cherche à faire croire aux citoyens que les Prussiens et les émigrés viendraient en France ; qu'ils [ré]installeraient avant peu son frère — curé déporté des Mées — dans sa cure ; et qu'ils couperaient par morceaux tous les citoyens en charge. » (1)

Le 15 juin, la municipalité de Loué fait arrêter Pierre Cosson, cultivateur. Entre autres actes séditieux, elle lui reprochait d'avoir tenu les propos suivants : « qu'il était inutile que le recrutement se fit ; que l'on ne pouvait le forcer de marcher ; qu'il attendait les émigrés à cœur ouvert. » (3) Au cours d'une rixe, survenue le premier

(1) Arch. dép. Sarthe, L 638.

(2) Ibid., L 479, fos 169-170 et 180-181.

(3) Arch. com. Loué, D I, fo 25 v^o.

septembre à Avesse, entre républicains et royalistes, quelques-uns de ces derniers répondent aux provocations de leurs adversaires par une menace grosse de sous-entendus : « que les patriotes seraient bientôt foutus et que, quand ils seraient tous tués, les aristocrates auraient le rang. » (1) C'étaient presque les termes que devaient employer, moins de quinze jours après, les chefs des révoltés voisins, de Brûlon :

Il y a assez longtemps que vous êtes les maîtres, c'est à notre tour de l'être ; nous connaissons une loi meilleure que la vôtre... Il faut couper par morceaux les acquéreurs de biens nationaux (2).

Tant d'assurance déconcerterait, à une autre date ; mais l'impuissance, où sont les armées républicaines de réduire les « brigands de la Vendée », est flagrante, et l'échec de la levée Duhoux rend palpables les progrès de l'opposition. En mars, les ennemis du régime élèvent moins haut la voix. Pourtant, d'où provient, à ce moment là, leur acrimonie contre les détenteurs de biens nationaux ? Des causes locales l'expliquent.

Le *Mémoire de Pallu du Bellay sur les événements qui préparèrent la funeste guerre des chouans dans le district de Château-Gontier* offre la matière d'une réponse.

Les domestiques des ci-devant nobles et privilégiés qui..., atteints et compris dans le recrutement de 300.000 hommes, sortirent dans les campagnes, firent souffler la discorde et la désobéissance à la levée (3).

De fait l'opinion était préparée à la résistance, au Mans

(1) Arch. dép. Sarthe, L 634.

(2) Ibid., Q 21 bis/7. (Sentence de condamnation à mort de Jean, Julien et André Oger et de Mathurin Bignon.)

(3) Cf. *Revue historique et archéologique du Maine*, T. XLIX, p. 198.

comme à Château-Gontier, la veille au moins de la première assemblée des réquisitionnaires. De fait encore, le commissaire du district de Saint-Calais attribue l'échec de ses opérations, à Vibraye et à Berfay, aux agissements des domestiques de l'émigré Hurault, de Vibraye (1). A Douillet-le-Joly, le cocher de « la citoyenne Montesson » également émigrée, répète, à qui veut l'entendre,

que, s'il était obligé de tirer, il voulait que tous les hommes tirassent ; que, s'il était obligé de partir, l'arbre de la liberté tomberait ; qu'il ne voulait pas s'exposer pour conserver on sait qui ; qu'il ferait un voyage en peu, et qu'il achèterait un sabre qui pourrait servir ; qu'il n'y avait à tirer que ceux qui avaient acheté des biens nationaux (2).

La fuite du délinquant, avant qu'on vint l'arrêter, atteste qu'il se rendait compte de la gravité de ses propos.

Peut-être ces individus agissent-ils de leur propre initiative ; peut-être sont-ils des émissaires de la noblesse passée à l'étranger : des présomptions peuvent s'apporter en faveur de l'une et l'autre thèse.

Les ventes mobilières des émigrés, dans la Sarthe, ont commencé en décembre 1792 et, de suite, les gens qui ont été envoyés en possession de ces dépouilles ont fait preuve d'une singulière maladresse. La paix dont les acheteurs des biens de première catégorie avaient joui jusque-là les rassure, autant que leur fortune récente les grise. Ces nouveaux riches étalent leur luxe avec une impudence révoltante. Le cordonnier Pasneau profite de ses fonctions de membre du district de La Flèche pour « [dé]tourner à son profit les plus beaux linges de table, de lit, que l'on avait enlevés des châteaux ». A côté de

(1) Arch. dép. Sarthe, L 391, fo 127 v^o.

(2) Ibid., L 638.

lui, un laquais, Pinot « occupe le palais des ducs d'Alençon et couche dans un superbe lit de soie, acheté à la vente du château de Courcelles » (1). Une enquête administrative découvre de nombreux faits analogues, dans la circonscription de Sillé-le-Guillaume, à la charge de Regnard père, ancien membre du district, et de son fils. Tous deux s'étaient déjà rendus coupables de détournements considérables, lors de la vente de la Chartreuse du Parc, à Saint-Denis-d'Orques. Au dire des témoins,

depuis la dite vente et autres ventes d'émigrés, Regnard fils s'était meublé avec un faste extraordinaire en linge et meubles brillants de toute espèce, en superbes et bons lits, en argenterie... ; il avait fait bâtir une superbe maison qu'il habitait, dans le bourg de Saint-Denis... ; des personnes qui, quand elles étaient venues demeurer en la même localité, n'avaient pas de quoi acheter une livre de viande et ne brûlaient que de la résine, avaient, depuis, jusqu'à quarante couverts d'argent, des flambeaux d'argent et ne brûlaient que de la bougie... (1).

Un document officiel authentique ces révélations et complète, du même coup, le tableau esquissé ci-dessus. Il élargit en effet le groupe des personnages en quête de fructueuses liquidations ; il trahit aussi l'indignation qui commence de s'emparer du public, à la vue des dilapidations dont se scandalise son honnêteté.

Un premier arrêté du directoire départemental avait fixé au 14 janvier 1793 la vente du mobilier appartenant au comte de Froullay-Tessé, marquis de Lavardin et seigneur de Vernie : c'était la plus opulente maison de la Sarthe. Un deuxième arrêté prescrivit l'envoi préalable

Arch. com. La Flèche, *Mémorial*, par le Dr Aug. Boucher, pag. 261 et 301.

(1) Arch. dép. Sarthe, L 609, f^{os} 53-56.

au Mans des objets les plus remarquables. Ce dernier acte provoqua aussitôt la lettre de protestation suivante, de la part du district de Fresnay :

Citoyens. Nous applaudissons aux motifs qui vous ont déterminés à ordonner la distraction des meubles et effets précieux de la maison de Vernie, pour les faire vendre au Mans, où la grande concurrence des enchérisseurs doit les faire porter aux prix que vous croyez qu'ils n'auraient pas atteints sur le lieu ; mais nous ne devons pas vous dissimuler que le public en a jugé tout autrement et que les soupçons les plus injurieux se répandent hautement sur les administrateurs. On dit hautement qu'ils ont fait leur part, et il nous est d'autant plus difficile de répondre à cette inculpation qu'aucune disposition de la loi n'autorise les mesures que vous avez prises ; on vous trouve toujours au moins coupables d'une infraction envers elles. Le P. S. [Brilland], qui a assisté votre commissaire [Bardou-Boisquetin] dans ses opérations, et qui a été témoin de l'effet qu'elles ont produit, sur l'esprit de tous ceux qui s'étaient rendus à la vente, ne veut plus être chargé d'une mission qui, dès qu'elle a paru mystérieuse, pourrait le rendre suspect aux yeux de ses concitoyens.

Ce n'est pas tout, citoyens. C'est [qu'] on profite aujourd'hui du prétendu dénuement où vous avez laissé la maison de Vernie pour empêcher les envieux de s'y rendre. On publie que tout est enlevé et qu'il ne reste plus que ce que les administrateurs n'ont point voulu, de manière que les meilleures vues, loin d'obtenir le moindre succès, sont devenues très préjudiciables à l'intérêt de la République...

Il est temps de fermer la bouche aux malveillants, qui ne manquent jamais de tirer à boulet rouge sur nous, dès que l'opinion ne nous est pas favorable...

Nous vous prions, citoyens, de vouloir bien nous répondre, par l'express que nous vous envoyons. Qu'il nous soit permis de vous observer que notre réputation dépend en quelque sorte de votre décision, et que vous ne pourriez persister dans votre

arrêté sans nous aliéner la confiance publique, dont nous avons si grand besoin... (1)

Une pareille lettre dissipe en partie les obscurités dont s'enveloppent les rancœurs affichées contre les acheteurs de biens nationaux. Elle éclaire d'un jour cru les dessous de quelques mutineries de la région voisine, les refus de s'enrôler, « d'aller se faire périr pour on sait bien qui. » Que si, du fait de la loi, certains manifestants sont eux-mêmes dépouillés de l'exemption, dont ils jouissaient sous l'ancien régime, comment leur exaspération ne se ferait-elle pas jour?

Parmi eux d'ailleurs il se glisse, à peu près certainement, des émissaires de la noblesse émigrée. Nous n'avons guère qu'un témoignage explicite à ce sujet, mais d'autres faits le corroborent. Le 15 avril 1793, le directoire du district de Château-du-Loir commettait le juge de paix de Mayet, Raguideau, pour

faire visites domiciliaires à la maison du Fort de Salles — en cette commune, — même dans toutes celles dépendant de cette terre, ainsi que dans celles de tous agents et personnes chargées d'affaires des propriétaires des dites terres et dépendances.

Ce qu'il faisait rechercher ainsi, dans la maison du seigneur de la Roche-Thulon, émigré, c'était un inconnu, qui y paraissait depuis quelques jours. Or, par une coïncidence étrange, en même temps qu'il y était arrivé, « tous les fermiers des domaines dépendants de la dite terre avaient été mandés à ce jour, 15 avril, pour payer leurs fermages », malgré la mise sous séquestre de la propriété (2).

Sérieuse par elle-même, cette infraction à la loi était

(1) Arch. dép. Sarthe, Q 5/17, n° 29.

(2) Ibid., L 423, f° 32.

d'autant plus de nature à préoccuper l'administration qu'elle avait été précédée de délits graves, du même genre, dans le district de Sablé. La présence d'émigrés ou d'agents d'émigrés n'y avait point été dénoncée, mais leur action se décelait par ses seuls résultats. Le 29 janvier 1793, le tribunal du district de Sablé condamnait, par défaut, cinquante-deux fermiers des émigrés Picot, Leclerc de Juigné, Pradel, de la Chastre, Labarre, Radiguet, Marteau, Charbonnier, de Négrier, Gauvain du Rancher, Dauchenèze, à déclarer leurs baux à l'administration et à verser le montant de leurs fermages au receveur du district. Les biens dont le revenu étaient soustraits au fisc étaient situés entre Sablé, La Suze et Brûlon, dans les paroisses de Juigné, d'Asnières, de Fercé, d'Arthezé, d'Auvers-le-Hamon, de Gastines, d'Avoise et de Louailles. En quatre audiences successives, cinquante-deux autres condamnations furent prononcées pour les mêmes délits, commis dans les mêmes communes et autres environnantes. Mars commençait, quand le dernier jugement fut rendu ; le jour était tout proche où Brûlon allait esquisser son premier geste de révolte, ouvrir par une échauffourée assez bénigne les opérations du recrutement qui, six mois plus tard, devaient tourner à l'insurrection déclarée dans les environs.

C'était trop peu pour mettre en péril la liquidation des propriétés nationales. Mais le frémissement suspect qui, en ce printemps de 1793, commençait d'agiter les masses paysannes, jusque-là tranquilles, ne pouvait-il pas se creuser en un remous profond de l'opinion ?

Au début, ni les gens déjà nantis ni ceux qui restaient à pourvoir ne parurent craindre cette éventualité. Le mois de mars vit s'élever jusqu'à près de 1.120.000 l. les adjudications des biens de première origine : ce chiffre rappelait les plus brillants résultats de 1791. En avril et en

mai, où s'élargit le mouvement de protestation contre les acquéreurs, où les menaces se mêlent aux réclamations antérieures, l'on entrevoit à peine la répercussion financière de ces menées. Mais, en juin, le montant des acquisitions fléchit subitement à 279.025 l. ; en août, après un léger relèvement en juillet, à 182.208 l. A partir de ce moment là, jusqu'en frimaire, les affaires traitées sont, malgré quelques fluctuations, en décroissance continue. Le train des ventes ne reprendra qu'en nivôse, après la disparition du péril vendéen (1).

La courbe de cette baisse suit d'assez près la fortune des armées insurgées pour que la dépréciation temporaire, relevée ci-dessus, trouve sa cause dans leurs succès ; l'hostilité de l'opinion locale y est étrangère. Les manifestations de mécontentement ont beau être répandues par toute la Sarthe, elles sont trop faibles encore, trop individuelles, pour faire sentir leur action dans le domaine économique. Moins d'un an plus tard, elles pèseront de tout leur poids sur les aliénations ; mais, à les considérer du point de vue politique, celles-ci n'apparaissent déjà plus comme une opération exempte de tout risque.

(1) Cf. Arch. dép. Sarthe, Q 21/6-7.

I

AFFICHE

PLACARDÉE AU MANS, LE 25 FÉVRIER 1793



Réduction de 2/3

Arch. dép. Sarthe, L. 272.

VI

PIÈCES JUSTIFICATIVES

II

LE RECRUTEMENT A COGNERS

A) EXTRAITS DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA MUNICIPALITÉ

1793-8 mars. — Le bureau municipal de la commune de Cogners, réuni...

Vu la lettre des administrateurs du directoire du district de Saint-Calais, du 6 mars ; l'arrêté du directoire, séance du 4 du même mois, et la loi du 24 février dernier ;

Le procureur de la commune entendu, le bureau municipal arrête que les dites pièces seront renvoyées au corps municipal, pour mettre la dite loi à exécution ; et, considérant que c'est par erreur que le district porte la population de cette commune à 780 âmes et porte le contingent à 18 hommes, sur la déduction de 3 volontaires au lieu de 5 ; arrête, séance tenante, qu'il y a lieu de rédiger une adresse au directoire du district, pour l'engager à réformer son arrêté en ce qui concerne la commune de Cogners.

Demande
en réduction
du contin-
gent.

Lecture faite de ladite adresse, elle a été adoptée et remise au citoyen Claude Herpin, qui est chargé de la remettre au directoire du district de Saint-Calais.

10 mars. — Le conseil général réuni...

Il a été donné lecture des décrets des 21, 23, 24 et 25 février, qui déterminent le mode de recrutement de l'armée, et, le procureur de la commune entendu,

Demande
en réduction
du contin-
gent.

[Le conseil] arrête de convoquer les citoyens de cette commune, ce jour, issue de vêpres, et qu'il leur sera donné connaissance de l'état des hommes qui doivent être fournis ; et, considérant que la totalité de la population de Cogners ne s'élève qu'à cinq cent quatre-vingt-dix âmes et que cette population ne peut supporter qu'une levée de dix hommes, au lieu de quinze portés par l'arrêté du directoire du district,

Le conseil général arrête qu'après avoir invité les citoyens à voler à la défense de la patrie, il sera de nouveau représenté au directoire du district, et particulièrement à son commissaire, que la commune de Cogners ne doit fournir que dix hommes.

Date d'ou-
verture d'u-
registre d'ins-
cription des
volontaires.

Le registre d'inscription des volontaires pour le recrutement sera ouvert, lundi matin à 9 heures, et clos vendredi à 9 heures, à cause du marché de jeudi. La commune sera de suite convoquée pour le dimanche 17, 9 heures du matin, en la maison du citoyen Bertre.

Affaire Cru-
chet : attribu-
tion de domi-
cile de deux
jeunes gens
sujets au re-
crutement.

10 mars. — Sur les trois heures de relevée, continuant la séance du conseil général, sont comparus Claude et Jean Herpin, lesquels ont dit que René Cruchet, demeurant à la Loutière, leur avait déclaré qu'Antoine Cruchet, son fils, et Michel Bouju, son domestique, étaient inscrits au nombre des citoyens de la commune de Vancé et qu'ils n'entendaient pas paraître à l'assemblée générale de Cogners, convoquée pour le recrutement de l'armée.

Sur quoi délibérant, le procureur de la commune entendu,

Le conseil général, considérant que, de temps immémorial, le lieu de la Loutière est dans l'arrondissement de la commune de Cogners ; que René Cruchet a fait au greffe de la municipalité de cette commune sa soumission pour la contribution patriotique ; que, depuis le 26 juil-

let 1789, il est inscrit sur le registre de service de la garde nationale et qu'enfin il a assisté aux assemblées de cette commune ;

Arrête qu'il sera donné avis au directoire du district de Saint-Calais de la prétention du citoyen René Cruchet, afin que le citoyen Marion, commissaire du district, en prenne connaissance et, de concert avec la municipalité de Vancé, aplanisse les difficultés que cette prétention pourrait faire naître.

Le conseil général arrête en outre que copie du présent, sous le seing du secrétaire-greffier, sera adressé tant à la municipalité de Vancé qu'au directoire du district.

— Il a été fait [ensuite] lecture, publication et affiche de la loi du 24 février 1793..., et le général des habitants a été convoqué pour dimanche 17 du présent mois, 9 heures du matin ; le registre d'inscription volontaire a été établi au greffe de la municipalité, et sera ledit registre clos le vendredi 15 mars.

11 mars. — Le bureau municipal réuni..., à la réquisition du citoyen Marion, commissaire du district pour le recrutement, il a été donné connaissance au citoyen Marion, des arrêtés du conseil général, pris dans la séance d'hier, et des états de population de la commune.

Le citoyen Marion a remis sur le bureau une proclamation du directoire du département, séance du 9 de ce mois.

Oùï le procureur de la commune, le bureau arrête que la dite proclamation sera lue, publiée et affichée, dimanche 17 mars, au lieu de l'assemblée convoquée en vertu de la loi du 24 février, ainsi que l'extrait des décisions du directoire sur plusieurs questions relatives à cette loi.

12 mars. — Les officiers municipaux composant le

corps municipal étant réunis au lieu ordinaire de leurs séances, à la réquisition des citoyens depuis 18 ans jusqu'à 40 ans accomplis, l'un desdits citoyens a représenté aux dits officiers municipaux qu'ils désiraient se réunir en présence du corps municipal, ce jourd'hui, en exécution de la loi du 24 février, pour compléter leur contingent, mais que le lieu où le corps municipal tient ses séances n'est pas assez vaste, pour la tenue de cette assemblée ;

Sur quoi délibérant...,

Assemblée
des citoyens
soumis au re-
crutement.

Le corps municipal arrête qu'il va se transporter dans la nef de l'église paroissiale de Cogners et, qu'après avoir fait l'appel des citoyens, il en déposera la liste sur le bureau.

Et, étant au dit lieu, l'assemblée des jeunes citoyens s'est formée. Jean Houdouin en a été nommé président et Louis Lefebvre, secrétaire.

Le corps municipal a donné connaissance à ladite assemblée des décrets des 21, 23, 24 et 25 février dernier, de l'arrêté du district de Saint-Calais du 4 mars, d'une proclamation du directoire du département du 9 du même mois, et a fait l'appel.

Affaire Ren-
voisé : un offi-
cier municipa-
l astreint
au recrute-
ment.

Il s'est élevé une discussion, dans la dite assemblée, sur la question de savoir si le citoyen Renvoisé, âgé de trente-trois ans et garçon, mais officier municipal, doit être compris dans la liste des votants sur le mode de recrutement. Le citoyen Renvoisé a invoqué en sa faveur l'article 20 du titre I du décret du 24 février dernier. Les citoyens assemblés ont objecté au contraire que, dans la séance du corps municipal du 3 mars, le citoyen Renvoisé a donné verbalement sa démission de la place d'officier municipal. On a été aux voix sur cette question, par appel nominal et, avant qu'il fût terminé, le citoyen Renvoisé s'est retiré.

L'assemblée a complété son contingent sans désespérer. Le procès-verbal de cette séance a été arrêté en présence du corps municipal et Louis Lefebvre, secrétaire, l'a déposé aux archives de la municipalité, avec la liste de tous les votants à la dite assemblée.

Le registre d'inscriptions volontaires a été clos au même instant et annexé au dit procès-verbal, ainsi que la liste des votants ; il sera rendu compte du tout au directoire du district.

Le Corps municipal a adopté un mémoire, qui lui a été présenté contre la prétention du citoyen René Cru-
chet, demeurant à la Loutière, sur laquelle le Conseil général de la commune a délibéré, dans sa séance du 10 de ce mois. Il a été arrêté que ce mémoire serait adressé au directoire du district.

Affaire Cru-
chet.

13 mars. — Sur les deux heures de relevée, nous Louis Alexandre Marie de Musset, maire de la commune de Cogners, étant au lieu ordinaire des séances de la municipalité, avons, à la réquisition de quatre citoyens de la commune de Sougé, convoqué le corps municipal. Et, après avoir attendu une partie de la soirée sans qu'aucun des officiers municipaux se soit rendu à notre invitation, nous avons, à la prière des dits députés, fait ouverture d'un paquet dont ils sont porteurs, lequel est à l'adresse des maire et officiers municipaux de Cogners, et, à cet instant, le procureur de la commune ayant pris séance, il a requis qu'il fût donné lecture de la lettre contenue au dit paquet.

Affaire Landry-Magnan :
deux communes se disputent le même
engagé.

Lecture faite de la dite lettre, il a été reconnu qu'elle contient invitation au corps municipal de Cogners de livrer des ordres afin de faire sortir de la prison de Bessé le citoyen François Landry-Magnan, que la commune de Sougé croit être en droit de réclamer, en vertu de la loi,

comme enrôlé dans la commune de Sougé. Nous avons dit au procureur de la commune que, dans la nuit d'hier, nous avons reçu une lettre de la dite municipalité de Sougé tendante à la même fin, à laquelle nous avons répondu que le citoyen Marion, administrateur du district de Saint-Calais, est nommé commissaire du canton de Bessé, pour le fait du recrutement de l'armée, et que c'était à lui à prononcer sur la question de savoir si le citoyen Magnan doit être compté au nombre des volontaires de la commune de Cogners ; que, quant aux ordres à donner pour la liberté du dit Magnan, les officiers de police de Bessé ont remis le dit Magnan en liberté avant ce jour, dont nous avons remis un double sous notre seing et celui du secrétaire-greffier. Nous avons aussi délivré aux dits députés copie par extrait tant du registre d'inscription volontaire que du procès-verbal de l'assemblée tenue par les jeunes citoyens de cette commune, le 11 du présent mois.

15 mars. — Le corps municipal réuni...

Vu le décret de la Convention nationale du 11 janvier 1793, portant, article 4, qu'il sera ouvert un registre dans chaque municipalité, pour inscrire les noms des jeunes gens depuis seize ans jusqu'à vingt-un ans, sans distinction de taille et sans infirmités, qui voudront servir la République sur mer ;

Le corps municipal arrête que le dit registre va être établi à l'instant au greffe de la municipalité et que tous les jeunes gens depuis l'âge de seize ans jusqu'à vingt-un ans sont invités à s'y faire inscrire.

Solution de l'affaire Cru- chet.	Est comparu le citoyen René Cruchet, demeurant à la Loutière, lequel, après [avoir] pris connaissance de l'arrêté du conseil général de la commune, séance du 10 mars, a déclaré que la prétention par lui formée d'être
--	--

domicilié à Vancé est mal fondée, et a reconnu qu'Antoine Cruchet, son fils, et Michel Bouju, son domestique, avaient été à bon droit compris sur la liste de Cogners, dans l'appel général ordonné par la loi du 24 février dernier, et a signé...

Le corps municipal, sur les représentations du citoyen Louis Lefebvre et des volontaires nationaux, arrête que tous les citoyens de cette commune sont invités à faire une somme pour les volontaires ; que le citoyen Lefebvre inscrira sur un registre les noms de ceux qui contribueront et les sommes pour lesquelles ils contribueront ; que le citoyen Lefebvre remettra au citoyen Leconte, par chaque jour, les sommes qu'il aura reçues, lequel citoyen Leconte en donnera un reçu ; et les sommes provenant de cette contribution ne seront délivrées aux volontaires que sur les mandats du corps municipal et après la réception des dits volontaires.

Bourse des
enrôlés.

17 mars. — Le conseil général réuni...

Il a été fait lecture de deux lettres du commissaire du district, pour les faits du recrutement, en date des 12 et 13 mars, et d'une autre lettre du directoire du district, en date du 14 mars, ainsi conçue :

Citoyens. Quoique le nombre des volontaires pour votre commune soit porté à quinze, par l'arrêté du directoire du 4 mars, présent mois, contenant la répartition des 499 hommes, contingent du district, nous venons d'apprendre que l'assemblée de vos concitoyens en état de réquisition n'en avait que dix, sous prétexte que la population de votre commune n'était que de 580 âmes.

Lettre du
district sur la
réduction du
contingent.

Nous vous prévenons, citoyens, que l'arrêté de répartition doit être exécuté et que votre commune ne peut se dispenser de compléter le nombre de quinze hommes.

Nous vous l'avions déjà marqué. Il est étonnant que vous n'ayez pas déterminé les citoyens de votre commune à se conformer à l'arrêté et à notre lettre du 8 courant.

Si votre commune persiste dans son refus, nous vous prévenons que nous serons contraints de mettre en usage tous les moyens qui sont au pouvoir de l'administration, pour les y obliger.

Nous croyons, citoyens, que votre civisme vous déterminera à faire compléter le nombre fixé.

Les administrateurs du directoire, etc.

Vu la dite lettre, et le procureur de la commune entendu, il a été arrêté que, séance tenante, il serait rédigé une adresse au directoire du département de la Sarthe, à l'effet d'obtenir que le contingent de la commune de Cogners soit réduit à dix hommes. Lecture faite de la dite adresse, elle a été adoptée et les citoyens Étienne Bourgoïn, Louis Lefebvre, Jean Lebas et Jean Herrault ont, de leur consentement, été députés pour présenter la dite requête au directoire du département.

19 mars. — Le corps municipal réuni...

Affaire Landry-Magnan : avis du commissaire du district.

Le maire a dit qu'il lui avait été remis, hier 18 mars, un écrit signé Marion-Savatier, commissaire pour le recrutement, portant que le dit commissaire est d'avis que la municipalité de Cogners doit remettre aux habitants de Sougé François Landry-Magnan, volontaire, inscrit à Cogners le 10 mars et proclamé en cette qualité dans l'assemblée des jeunes citoyens depuis dix-huit ans jusqu'à quarante ans accomplis, tenue en présence du corps municipal, le 12 du même mois.

Sur cet exposé, le procureur de la commune a requis que l'avis du citoyen Marion lui fût à l'instant communiqué et que le citoyen Magnan fût invité à se rendre à la maison commune, pour donner aux membres du

corps municipal les renseignements qu'il pourrait donner sur la nature de l'engagement qu'il a pu contracter avec la municipalité de Sougé.

Il a été fait droit sur le réquisitoire du procureur de la commune, et le citoyen Magnan a déclaré qu'il était vrai qu'il s'était fait inscrire, vers la fin du mois de septembre dernier, pour marcher à la défense de la patrie ; qu'il est certain que, quelle que soit la nature de l'acte reçu par la municipalité de Sougé, le 26 septembre 1792, il n'a point été appelé en vertu de cet acte, ni au chef-lieu de canton, ni devant les administrateurs du département ; qu'il n'a point concouru à la formation d'aucune compagnie de volontaires, conformément à la loi du 4 août 1791 ni à celle du 8 juillet 1792, qui fixe les mesures à prendre quand la patrie est en danger ; qu'il n'a reçu aucunes sommes de deniers pour son prétendu engagement ; qu'il n'a touché aucune solde ; qu'il ne lui a été délivré ni habillement ni armes ; qu'il ne lui a été donné ni étape ni logement sur le pied militaire ; et qu'enfin il n'a rejoint les drapeaux d'aucun bataillon des troupes de la République.

Sur quoi délibérant, vu la loi du 6 mai 1792, qui porte, article 10, qu'il sera de nouveau ouvert, dans chaque municipalité, un registre d'inscription volontaire, tant pour servir au recrutement des bataillons déjà formés que pour en former de nouveaux ;

La loi du 13 décembre 1792, qui enjoint aux volontaires qui ont quitté leurs drapeaux de les rejoindre incessamment ;

Les lettres de la municipalité de Sougé, en date des 12 et 13 mars ;

L'extrait du registre d'inscription de la dite municipalité, sous le seing du citoyen Chaintron ;

Le procès-verbal du maire et du procureur de cette commune, le 13 mars présent mois ;

Le registre d'inscription, établi au greffe de la municipalité, et l'avis du citoyen Marion-Savatier ;

Le corps municipal, le procureur de la commune entendu,

Considérant que le citoyen François Landry-Magnan est inscrit sur le registre de la municipalité de Sougé, en conséquence de la loi du 6 mai 1792, pour servir au recrutement des bataillons déjà formés ; que le décret du 18 décembre 1792 n'a aucune application au dit Magnan, lequel n'a rejoint les drapeaux ni d'aucun bataillon de volontaires, ni d'aucun corps de ligne de la République ;

Arrête que François Landry-Magnan se rendra, dans le jour, par devers les administrateurs du district de Saint-Calais, pour prendre les ordres des dits administrateurs, le corps municipal déclarant ici s'en rapporter à ce qui sera décidé, à l'égard du dit Magnan, par l'administration, sur le rapport de son commissaire.

Le corps municipal arrête en outre qu'il sera remis copie du présent, sous le seing du secrétaire-greffier, tant au dit Magnan qu'à la municipalité de Sougé et à l'administration du district...

Décision du
district sur la
réduction du
contingent.

[Et, le dit jour,] un des officiers municipaux a exposé que, dans la séance du conseil général de la commune du 17 de ce mois, il a été fait lecture d'une lettre des administrateurs du district de Saint-Calais, en date du 14 mars, par laquelle les administrateurs donnent avis que le contingent de la commune de Cogners ne peut être regardé comme complet, attendu que les citoyens depuis dix-huit ans jusqu'à quarante ans accomplis n'ont, dans leur assemblée du 12 mars, nommé que dix volontaires, au lieu de quinze portés par l'arrêté du directoire, en date

du 4 mars, et a demandé qu'il fût promptement avisé aux moyens de compléter le contingent.

Sur quoi délibérant, le procureur de la commune entendu,

Le corps municipal arrête que le registre d'inscriptions volontaires sera de nouveau ouvert au greffe de la municipalité, mercredi 20, jeudi 21 et vendredi 22 mars, et que, si le nombre des volontaires n'est pas complété à cette époque, le corps municipal convoquera de suite l'assemblée des jeunes citoyens.

Nouvelle ouverture du registre des engagements.

Le corps municipal arrête en outre que copies du présent sous le seing du secrétaire-greffier seront affichées et envoyées au directoire du district.

B) PIÈCES DÉTACHÉES

Première série d'engagements. *Registre* établi au greffe de la municipalité de Cogners ; est pour inscrire, de suite et sans aucun blanc, pendant trois jours, ceux qui, conformément à l'article dix du titre premier du décret du 24 février 1793, voudront se consacrer à la défense de la Patrie. Le présent registre contenant quatre feuillets a été coté et paraphé par nous maire de la commune de Cogners, le dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an 2^e de la République Française.

Louis A.-M. de Musset.

Par devant nous, officiers municipaux de la commune de Cogners, est comparu François Landry-Magnan, natif de Monthodon, âgé de trente-deux ans, sabotier, lequel, en présence des citoyens Étienne Bourgoin et Louis Dorison, demeurant en cette commune, nous a déclaré qu'il désire se faire inscrire volontairement sur [mots rayés] au nombre de ceux qui veulent se consacrer à la défense de la Patrie, desquelles déclarations il a requis et il lui a été donné acte. Le dit Maignan a dit ne savoir écrire ni signer. Le citoyen Dorison ne signe, le citoyen Bourgoin a signé avec nous.

A Cogners, le dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an 2^{ème} de la Rép. Fr. (Deux mots rayés nuls.)

G. Rocheron pr. de la com^{ne}. — Louis A.-M. de Musset, maire. — M. Dommet. — J. Mauduit. — Étienne Bourgoin. — + signature de Magnan.

Par devant nous officiers municipaux..., est comparu Michel Guillocher, âgé de dix-huit ans, natif de la Chapelle-Huon, compagnon tisserand, lequel, en présence de René Paul Gerbron et Étienne Bourgoin, demeurant en

cette commune, nous a déclaré qu'il désire se faire inscrire volontairement au nombre de ceux qui veulent se consacrer à la défense de la Patrie. Desquels dire et déclarations il a requis et il lui a été donné acte. Le dit Guillocher ne sait écrire ni signer. Les témoins ont signé avec nous.

A Cogners, le dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize, 2^{me} de la Rép. Fr.

[Signatures comme ci-dessus].

Par devant les officiers municipaux de la commune de Cögners est comparu Louis Groisil, natif de la Chapelle-Gaugain, âgé de dix-sept ans, garçon domestique, lequel, en présence des citoyens Pierre et Étienne Bourgoin, Jean Collet et Louis Lefebvre, demeurant en cette commune, nous a déclaré qu'il désire se faire inscrire au nombre de ceux qui veulent se consacrer à la défense de la patrie ; desquels [dire et] déclaration il a requis et il lui a [été] décerné acte. Le dit Groisil a dit ne savoir signer : les citoyens Bourgoin, Collet et Lefebvre ont signé avec nous.

A Cogners, ce dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize, 2^e de la République F^{re}.

Lefebvre. — Pierre Bourgoin. — Étienne Bourgoin. — Jean Collet. — M. Dommet. — J. Mauduit. — Louis A.-M. de Musset. — G. Rocheron, pr. de la com^{ne}.

Par devant les officiers municipaux...
est comparu Pierre Sauvaître, natif de cette paroisse, âgé de vingt-quatre ans, garçon domestique, lequel en présence de Jean Collet, Louis Lefebvre, Étienne Bourgoin, Louis Seigneuret, père, demeurant en cette commune, nous a déclaré qu'il désire se faire inscrire au nombre de ceux qui désirent se consacrer à la défense de la patrie ; desquels [dire et] déclaration il a requis et il lui a été donné acte. Le dit Sauvaître a déclaré ne savoir

ni lire ni signer ; les citoyens Collet, Bourgoin, Lefebvre et Seigneuret ont signé avec nous.

A Cogners, ce onze mars mil sept cent quatre-vingt-treize.

[Signatures comme ci-dessus].

Par devant les officiers municipaux...

est comparu Étienne Baglan, natif de Lavenay, âgé de vingt ans, garçon domestique, lequel, en présence de Louis Nail, Étienne Bourgoin, Louis Leconte et Louis Lefebvre, demeurant en cette paroisse, nous a déclaré qu'il désire se faire inscrire au nombre de ceux qui veulent se consacrer à la défense de la patrie, desquels [dire et] déclaration il a requis et il lui a été donné acte. Le dit Baglan a déclaré ne savoir ni lire ni signer. Le citoyen Louis Nail ne signe ; les citoyens Leconte, Bourgoin, Lefebvre ont signé.

A Cogners, ce onze mars mil sept cent quatre-vingt-treize, la 2^e de la Rép. française [sic].

Lefebvre. — Louis Le Conte. — Étienne Bourgoin. — M. Dommet. — J. Mauduit.

Clos et arrêté par nous officiers municipaux de Cogners ; et sera le présent registre annexé au procès-verbal de l'assemblée tenue en notre présence le douze mars mil sept cent quatre-vingt-treize, 2^e de la Rép. F^s.

Louis A.-M. de Musset, maire. — M. Dommet. — J. Mauduit.

Première L'an mil sept cent quatre vingt-treize, le douzième jour
assemblée du mois [de] mars, les citoyens âgés de dix-huit ans à
des hommes quarante ans accomplis, garçons et veufs sans enfants,
sujets au re- étant assemblés dans la nef de l'église paroissiale de
crutement. Cogners, le citoyen Jean Houdoin, le plus ancien d'âge
a pris la présidence de l'assemblée et a demandé que le

citoyen Louis Lefebvre fût son secrétaire et l'assemblée l'a unanimement proclamé.

Il a été fait lecture, par les officiers municipaux, de l'arrêté du district du quatre mars, qui fixe le nombre des volontaires à fournir par la commune de Cogners, ainsi que des décrets des 21, 24 et 25 février, et d'une adresse du département du 9 mars. Il a été reconnu que l'assemblée était composée de cinquante-un membres, y compris le citoyen Étienne Renvoisé.

Le citoyen Renvoisé a représenté qu'on avait eu tort de le comprendre dans le nombre des votants, attendu qu'étant officier municipal il ne devait point, aux termes de l'article 20 du décret du 24 février, être compris dans l'appel général de cette levée. Il a été soutenu au contraire que le citoyen Renvoisé, ayant déclaré verbalement au corps municipal, dans la séance du trois mars, qu'il faisait sa démission d'officier municipal, il devait être compris dans le dit appel. On a été aux voix à cette question, par appel nominal, et il a été arrêté, à la majorité de quarante-huit voix contre une, que le citoyen Renvoisé sera compris dans l'appel général de cette levée.

Les officiers municipaux ont représenté que, par délibération du conseil général de la commune, a été arrêté que le registre de l'inscription volontaire ne serait clos que le vendredi quinze et que l'assemblée générale était convoquée pour le dimanche dix-sept. Le président, après avoir consulté l'assemblée, a répondu que, désirant hâter le moment que les armées de la République seront complètes, ils se sont réunis le jour d'hier, et qu'après avoir conféré ensemble ils ont pensé que ce serait donner une preuve de leur patriotisme que de ne pas différer plus longtemps à compléter le nombre de volontaires que cette commune doit fournir ; qu'ils ont reconnu, par l'examen du registre d'inscription volontaire, qu'ils n'en ont plus

Affaire Renvoisé.

Élection du complément du contingent au scrutin.

que cinq à fournir et qu'ils allaient y procéder à l'instant sans désespérer ; et, à cet effet, le président a procédé à l'appel nominal, et trente-quatre voix contre treize ont décidé que le complément se ferait par la voie du scrutin. Il a été proposé la question de savoir si les volontaires seraient nommés à la pluralité absolue ou à la voix relative. Cinq voix ont été pour la pluralité absolue et trente-sept pour la majorité absolue. Les citoyens Jacques Chignard, Martin Plousseau, Basile Guilbault, Michel Gourdet, Pierre Tamot et Louis Nail ont refusé de voter. Le président a déclaré à l'assemblée qu'elle avait arrêté de compléter son contingent de volontaires par la voie du scrutin, et à la majorité des suffrages, et par liste simple. L'assemblée a nommé pour scrutateurs Louis Martin, Étienne Bourgoïn et François Mauduit, lesquels ont prêté le serment d'être fidèles à leurs fonctions.

Il a été proposé de nommer deux vérificateurs, pris dans le corps municipal, et l'assemblée a unanimement proclamé Jean Mauduit et Mathurin Dommet.

Il a été procédé au scrutin ; ils ont été fait (sic) sur le bureau indiqué par l'assemblée, vérifiés par les citoyens Mauduit et Dommet et déposés dans un corbillon destiné à cet effet. Le citoyen Étienne Renvoisé a été appelé et a refusé de voter.

Le président ayant consulté l'assemblée, il a été arrêté que le scrutin était fermé et que l'on allait en faire le dépouillement. Compte fait des bulletins, il s'en est trouvé cinquante, nombre égal à celui des votants. Le dépouillement en a été fait par les scrutateurs et il a été reconnu que Pierre Tamot, natif de Saint-Gervais, âgé de dix-huit ans, a réuni quarante voix et par conséquent plus que la majorité absolue, et par conséquent il a été proclamé volontaire national ; secondement que Julien Fougeray, demeurant à la Vallée, âgé de vingt-neuf ans a réuni

trente-sept suffrages, ce qui est plus que la majorité absolue, et il a été proclamé volontaire national ; que Louis Rocheron, demeurant à la Brustière, natif de Sainte-Osmane, et âgé de vingt-cinq ans a eu trente-cinq voix, ce qui est plus que la majorité absolue, et il a été proclamé volontaire national ; que Joseph Leproux, âgé de dix-huit ans à réuni trente-cinq voix, ce qui est plus que la majorité absolue, et il a été proclamé volontaire national ; et qu'enfin Martin Plousseau, âgé de vingt-sept ans, demeurant à la Roustière a eu trente voix, ce qui est plus de la majorité absolue. Les dit Tamot, Fougeray de la Vallée, Rocheron des Brustières, Joseph Leproux et Martin Plousseau avec les citoyens François Landry-Maignan, Michel Guillocher, Louis Groisil, Pierre Sauvaitre et Étienne Baglan, inscrits sur le registre établi au greffe de la municipalité, conformément à l'article dix du titre premier du décret du vingt-quatre février dernier, complètent le nombre de dix volontaires que la commune de Cogners doit fournir, eu égard à sa population.

Les noms des citoyens qui ont eu l'honneur de marcher à la défense de la patrie ont été proclamés par le corps municipal. Il sera délivré à chacun d'eux un extrait du présent procès-verbal, lequel sera à cet effet déposé au greffe de la municipalité.

Fait et arrêté en la nef de l'église paroissiale de Cogners, en présence du corps municipal, dont les membres qui savent signer ont signé avec nous président, secrétaire, scrutateurs, et autres membres de l'assemblée qui savent signer.

Le douzième jour de mars mil sept cent quatre-vingt-treize, la 2^e de la République Française.

Louis A. M. de Musset maire. — J. Mauduit. — M. Dommet. — G. Rocheron pr. de la com^{ne}. — Jean Houdouin président, — Étienne Bourgoin scrutateur. — Louis

Martin scrutateur. — R. P. Gerbron. — Pierre Blue. —
François Mauduit scrutateur. — Jacques Seigneuret. —
Jean Collet. — Lefebvre scrutateur.

Lettre du
district fixant
le contingent
de Cogners.

St-Calais ce 9 mars 1793 l'an 2^e de la République.

Citoyens,

Le Directoire a fait la répartition des 499 hommes que le district doit fournir, sur l'état de population qu'il a trouvé déposé aux archives du district et qui a servi pour les répartitions des assignats de 5 l., coupures d'assignats, et secours accordés aux communes. A l'égard de la différence d'un homme entre votre commune et celle d'Évaillé, elle provient des fractions.

Le citoyen Marion adm^r est commissaire de votre canton. S'il vous survient quelques difficultés dans ce recrutement, veuillez vous adresser à lui. Il les aplanira, ou dressera, conjointement avec vous, des procès-verbaux.

Nous sommes trop persuadés du civisme de tous les citoyens de votre commune pour prévoir qu'il s'en élève aucunes relativement au nombre. Quand il s'agit de voler au secours de la patrie, les vrais républicains ne calculent pas ; tous s'empressent à l'envi de prouver aux ennemis communs qu'un peuple qui a conquis sa liberté ne doit pas reprendre ses fers.

Nous vous invitons donc, au nom de la patrie, à engager tous vos jeunes gens à employer leurs bras pour le maintien de la liberté et de l'égalité.

Les administrateurs du Directoire du District de Saint-Calais.

Legrand. — Bossé président.

Vancé, 11 mars 1793, l'an second de la République Française. Affaire Cruchet.

Citoyens et chers collègues,

La prétention de René Cruchet est celle de tous les citoyens de cette commune, à qui nous avons fait part de votre réclamation. Nous ne vous refusons pas de soumettre à la décision du commissaire du district la question de savoir si le fils et le domestique de Cruchet sont de la commune de Vancé ou s'ils doivent être de la vôtre.

Nos moyens sont qu'anciennement les garçons de la Loutière tiraient à la milice avec ceux de Vancé ; qu'un arrêt du ci-devant parlement a décidé que les habitants de la Loutière feront leurs pâques à Vancé ; que, dès l'établissement des gardes nationales, Cruchet, son fils et son domestique ont été inscrits dans des compagnies de Vancé ; qu'ils sont également inscrits sur le registre des citoyens actifs de Vancé ; qu'ils ont toujours voté dans les assemblées de notre commune et jamais en celles de Cogners ; que Cruchet est actuellement officier municipal ici et que les inhumations de ceux qui sont décédés à la Loutière se sont toujours faites à Vancé.

Comme la décision de cette affaire est pressée la municipalité de Vancé vous prie, chers collègues, de nommer un commissaire pour se trouver au district, mercredi prochain treize du mois, à neuf heures du matin, avec vos moyens. Nous chargeons le maire de s'y trouver avec les nôtres. La décision qui sera portée fera la règle de vos concitoyens les officiers municipaux de Vancé.

Domer maire. — Mathurin Huger. — R. Cruchet. — Rétif. — Hubert. — Née proc. de la c^{ne}. — Valin sec^{re}.

Affaire Cruchet. Bessé, ce 12 mars 1793, l'an 2^e de la République Française.

Citoyens,

Sur l'objet de la réclamation que vous faites, par votre procès-verbal, dans votre séance du 10 courant, du fils Cruchet et son domestique, pour être compris dans votre commune et devant faire nombre des citoyens qui doivent concourir au recrutement exigé par la loi du 24 février dernier, que vous avez proclamée le dix courant et remise par la circonstance du marché de Saint-Calais au dix-sept mars neuf heures du matin, pour déterminer le complément que votre commune a à fournir.

J'ai vu les citoyens de Vancé et leur ai fait part de leur (sic) réclamation.

Je leur ai fait part de ma façon de penser et leur ai ouvert mon avis ; d'après qu'ils m'ont convenu que l'état de sections de leur commune ne comprend point les bâtiments du dit Cruchet, que le dit Cruchet payait l'impôt mobilier dans votre commune, il était clair et incontestable que le fils Cruchet et son domestique devaient concourir au recrutement de votre commune. Je crois bien qu'ils ne se refuseront pas à se rendre à l'assemblée indiquée pour le 17 courant, neuf heures du matin. Je tâcherai de m'y trouver.

Le commissaire du district de Saint-Calais,
Marion-Savatier.

Affaire Landry-Magnan. Sougé, ce 12 mars 1793, l'an 2^e de la République Française.

Citoyens,

Nous vous députons six citoyens de la garde nationale de Sougé, pour que vous ayez la bonté de leur confier le citoyen *François Landry-Magnan* notre légitime volon-

taire ; vous en jugerez par la copie de son signalement ci-joint, avec le réquisitoire et l'ordre du corps municipal, à eux remis à ce sujet.

Le patriotisme qui vous anime nous est un sûr garant de votre empressement à seconder les vues, tant du corps municipal que de toute la commune en général de Sougé, d'autant plus que les nôtres ne tendent qu'à affermir (*sic*) la Liberté que nous venons de recouvrer.

Nous sommes avec les sentiments du plus pur civisme.

Les maire et officiers municipaux composant la commune de Sougé,

Oury [p] maire, — L. Chaintron, officier municipal et faisant les fonctions de secrétaire-greffier par intérim. — René Antoine Chevallier.

Séance permanente du 12 mars 1793, l'an second de la République.

Sur la réquisition à nous faite par le citoyen François Martineau, procureur de la commune, à l'occasion du citoyen François Landry-Magnan, volontaire pour le compte de Sougé, qui venait de s'évader pour aller s'engager dans celles de Cogners, Bessé et partout ailleurs, ce qui est contraire à toutes les lois de la République.

Nous, maire et officiers municipaux, faisant droit au réquisitoire du procureur de la commune, nous avons de suite mandé à la séance le commandant, pour nous donner main forte, en vertu de la loi, pour le réclamer partout où il se trouvera. En conséquence, il a député à cet effet en notre présence les citoyens Mathurin Sedilleau, Étienne Gaudissard, Jacques Loyau, René Granger, René Martin Chereau et Laurent Renier, tous six de la garde nationale de la susdite commune de Sougé, pour se transporter sur le champ sur les dits lieux, afin de le ramener, sous bonne et sûre garde, à la commune de

Sougé. C'est pourquoi nous prions tous les citoyens maires et officiers municipaux de leur donner assistance, partout où il se trouvera, et leur livrer aussitôt entre leurs mains, sans courir aucun risque pour le dit citoyen Landry Magnan.

Fait et arrêté en la salle ordinaire de nos séances publiques, les dits jour, mois et an que dessus.

Oury Jos. [?] maire. — René Antoine Chevallier. — L. Chaintron.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

DÉPARTEMENT
DE LOIR-ET-CHER

Enrôlement de volontaires
nationaux.

District de Vendôme

Extrait du registre

Canton de Montoire [de] la municipalité de Sougé

Ce jourd'hui vingt-six septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, est comparu à la municipalité de Sougé le sieur François Landry-Magnan, fils du sieur Jacques Magnan et de dame Marguerite Foucher, demeurant à Sougé, âgé de trente-deux ans, taille de quatre pieds onze pouces, visage écoulé, cheveux et sourcils bruns; nez pointu, les yeux roux, bouche moyenne, menton fourchu, lèvres petites. Lequel nous a déclaré vouloir s'enrôler de sa propre volonté et sans contrainte à servir la nation avec fidélité et honneur et d'être attaché invariablement aux lois militaires, dans les bataillons volontaires nationaux de ce département, conformément aux lois de l'État.

En conséquence avons reçu son engagement pour trois ans, conformément aux décrets de l'Assemblée nationale, et a le dit Magnan signé avec nous, maire et officiers municipaux.

Et ainsi signé François Magnan — Arondeau avec paraphe et Hogou avec paraphe.

Pour copie conforme à l'original,

L. Chaintron, officier municipal.

Vu l'engagement volontaire, du 26 septembre 1792, par la municipalité de Sougé, de François Landry-Magnan, fils de Jacques Magnan et Marguerite Foucher, de Sougé, âgé de 32 ans, taille quatre pieds onze pouces, visage écoulé, cheveux et sourcils bruns, nez pointu, yeux roux, bouche moyenne ;

Vu la lettre du district de Vendôme, du 26 février dernier aux citoyens municipaux de Sougé, qui réclame cinq volontaires de la paroisse à faire partir pour Blois ;

Vu la lettre du district de Vendôme, du 2 courant, aux officiers municipaux de Sougé, pour accélérer le départ des volontaires de leur commune ;

Vu la lettre du citoyen maire de Cogners, du 12 courant, aux officiers municipaux de Sougé, qui les instruit que François Landry-Magnan, natif de Monthodon, s'est fait inscrire au greffe de leur municipalité, le 10 courant, voulant se conformer au titre 1^{er} article 10, de la loi du 24 février dernier ; Magnan s'étant engagé, le mois de septembre dernier, pourrait avoir obtenu son congé et dans ce cas la commune de Cogners serait fondée à le retenir ;

Vu le procès-verbal de la dite municipalité du 13 courant, assemblée à l'effet de prendre lecture d'une lettre de la commune de Sougé, qui contient invitation à la commune de Cogners de délivrer des ordres afin de faire sortir de la prison de Bessé le citoyen François Landry-Magnan, que la commune de Sougé réclame en vertu de la loi, comme enrôlé de la dite commune ; que, dans la même nuit, on a reçu une lettre de la dite municipalité,

tendant à la même fin, et à laquelle il a été répondu que le citoyen Marion, administrateur du district de Saint-Calais [a été] nommé commissaire du canton de Bessé pour le recrutement de l'armée ; que c'était à lui à prononcer sur la question de savoir si le citoyen Magnan doit être compté au nombre des volontaires de la commune de Cogners ; que, quant aux ordres à donner pour la liberté du dit Magnan, les officiers de police de Bessé ont remis le dit Magnan en liberté ;

Vu l'extrait du procès-verbal du 10 mars d^{er}, [duquel] appert le citoyen François Magnan avoir déclaré, en présence des officiers municipaux de Cogners, se faire inscrire au nombre de ceux qui veulent se consacrer à la défense de la patrie ; dont a été dressé acte ;

Vu l'extrait du procès-verbal du 12 mars, [duquel] appert François Landry-Magnan avoir été proclamé sixième volontaire de la commune de Cogners ;

Vu la lettre de la municipalité de Sougé, de ce jour, qui remet les pièces ci dessus relatées, par une députation de la dite commune, afin d'obtenir le citoyen François Landry-Magnan, natif de Monthodon, légitime volontaire de la dite paroisse, qu'elle réclame ;

Vu le décret du 13 décembre dernier, art. 2, 3 et 5, qui porte que ceux des volontaires nationaux qui auraient déjà quitté leurs bataillons sont à invités de rejoindre, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la loi ; dans le cas de refus ils seront notés et rayés, suivant l'article 2, du tableau civique, comme ayant refusé des secours à la patrie ;

Considérant que la réclamation est bien fondée par la commune de Sougé, près celle de Cogners, du volontaire François Landry-Magnan, engagé le 26 septembre dernier, les pièces au soutien de la réclamation ci-dessus énoncées ;

Considérant enfin qu'il est instant que tous les volon-

taires aillent dans leurs bataillons et volent au secours de la République ; qu'à défaut de le faire ils ne peuvent être regardés comme bons citoyens, en abandonnant leurs drapeaux, et doivent encourir la peine prononcée par le décret du 13 décembre ;

J'estime, comme commissaire pour surveiller le recrutement du canton de Bessé pour le district de Saint Calais, que la municipalité de Cogners doit remettre aux habitants de Sougé le dit François Landry-Magnan ainsi que...., conjointement avec les volontaires à partir de la dite commune rejoindre leur bataillon. Je prie les citoyens municipaux de Cogners de donner connaissance de la loi du 13 décembre dernier, afin de lui donner connaissance des devoirs qu'il a à remplir envers la République.

Arrêté à Bessé, ce 16 mars 1793, huit heures du soir,
l'an 2^e de la République française.

Le commissaire de recrutement du canton de Bessé.

Marion-Savatier.

C) *ARRÊTÉS DU DISTRICT ET DU DÉPARTEMENT*

1793 — 16 mars. Vu le procès-verbal des citoyens de Cogners assemblés pour le recrutement, où est dit que l'assemblée était composée de cinquante-un membres, y compris le citoyen Renvoisé, lequel a déclaré ne devoir point faire nombre, étant municipal, et a cependant décidé à la majorité des voix qu'il ne pouvait prétendre à l'exception portée à l'article 20 du décret du 24 février, ayant donné une démission verbale ;

Où est dit encore qu'il a été représenté par les officiers municipaux qu'il a été arrêté, par le conseil général de la commune, que le registre de l'inscription volontaire ne serait clos que le vendredi 15 et que l'assemblée générale serait convoquée pour le dimanche 17 ; que, malgré cet arrêté, les citoyens ont décidé de prouver leur patriotisme en procédant à l'instant au complètement de leur contingent et ont adopté le mode du scrutin, qui a donné pour défenseurs de la patrie les cinq citoyens dénommés au dit procès verbal, lesquels ont été inscrits sur le registre à ce destiné, et complétant le nombre de dix volontaires que la commune de Cogners a décidé devoir fournir à raison de sa population ;

Vu aussi la requête présentée par les citoyens Plousseau, Fougeray, Leproux, Rocheron et Tamot, par laquelle ils exposent que la municipalité de Cogners est contrevenue aux articles 9, 10 et 11 du décret du mois de février dernier concernant le mode de recrutement ; que le conseil

général de la commune avait arrêté que le registre pour l'enrôlement volontaire serait ouvert jusqu'au vendredi 15 et que l'assemblée générale pour le complètement définitif ne serait convoquée que pour le dimanche 17 ; que cet arrêté du conseil général était parfaitement connu de tous les citoyens, dont une partie n'était assemblée, le 12, que pour faire l'enrôlement volontaire, qui se serait sans doute effectué, si le maire n'eût influencé l'assemblée et ne l'eût décidée de procéder à l'instant, par la voie du scrutin à la nomination des volontaires à fournir ; ce qu'il fit dans ce moment, pour profiter de l'absence de plusieurs citoyens, qui ne devaient se présenter que le dimanche, jour indiqué, et qui sûrement n'auraient point adopté le scrutin ; duquel on n'aurait d'ailleurs pas eu besoin, tout annonçant que l'inscription volontaire aurait complété le contingent de la commune de Cogners, qui doit être de quinze hommes, suivant la répartition du directoire du district ; et que la municipalité de Cogners, influencée par le maire, a réduit à dix, de son autorité privée, ce qui est encore une contravention.

Le directoire, ouï le rapport et le procureur syndic,

Considérant que par le procès-verbal même des citoyens de Cogners, assemblés pour le recrutement, il paraît que le conseil général de cette commune ne devait clore son registre d'inscriptions volontaires que le 15 et ne devait assembler les citoyens devant contribuer au recrutement que le 17 ; que, cet arrêté étant parfaitement connu des citoyens de cette commune, plusieurs ont continué à vaquer à leurs travaux, avec intention de se présenter au jour indiqué ;

Que le rassemblement qui a eu lieu le 12, jour de l'ouverture du registre, ne peut être regardé que comme un rassemblement volontaire et pour encourager les jeunes citoyens à se faire volontairement inscrire ;

Considérant que l'article 10 de la loi du 24 février dit positivement que le registre pour l'inscription volontaire sera ouvert pendant trois jours et que l'article 11 n'ordonne de compléter le contingent à fournir que dans le cas où le complément n'aurait pu avoir lieu pendant les trois premiers jours ;

Considérant que les citoyens de Cogners ont été contre l'exécution de cet article, en adoptant, le premier jour même de l'inscription volontaire, un mode qui ne devait avoir lieu qu'à l'expiration des trois jours, ce qui laisse quelque probabilité de croire qu'on aurait voulu profiter de l'absence de plusieurs citoyens qui se présenteraient au jour indiqué ;

Est d'avis que le procès-verbal du 12 de ce mois, arrêté par les citoyens de Cogners se disant assemblés pour le recrutement, soit déclaré nul et ne pouvant produire aucun effet ; qu'en conséquence la municipalité de Cogners soit tenue de tenir registre, pendant trois jours, des citoyens qui se présenteront volontairement, et ce, dans le jour de la notification qui lui sera faite de l'arrêté du département, dont elle donnera connaissance aux citoyens en la manière accoutumée ; et, dans le cas où l'inscription volontaire ne produirait pas le contingent à fournir, seront tenus les citoyens de Cogners de se conformer à l'article 2 de la loi du 24 février et de compléter le nombre de quinze hommes, conformément à l'arrêté de répartition du directoire du district, lequel sera maintenu et exécuté ;

Et, quant à ce qui regarde le citoyen Renvoisé, le directoire ne connaissant aucune preuve de sa démission, rien ne prouvant même qu'elle ait été donnée ni reçue, est d'avis qu'il doit jouir de l'exception portée article 20 de la loi ci-dessus ;

Et arrête que copie du présent sera envoyée au direc-

toire du département, pour par lui statuer ce qu'il appartiendra. (1)

En la séance publique du directoire du département de la Sarthe [du 17 mars 1793], où étaient présents les citoyens Barré v. p., Bardou, Lorin, Viget, Cornilleau, Thibault et Chicault, procureur général syndic.

Vu le procès-verbal de l'assemblée des citoyens de la commune de Cogners, relativement au recrutement, en date du 12 mars présent mois ;

La pétition de cinq citoyens de la dite commune ;

L'avis motivé du directoire du district de Saint-Calais, du 16 du dit mois ;

Où le rapport et le procureur général syndic ;

Le Directoire : Considérant que les citoyens de la commune de Cogners, assemblés, le 15 de ce mois, pour entendre la lecture de la loi du 24 février dernier sur le recrutement, à la réquisition du procureur de la dite commune, ont procédé de suite au complément des hommes à fournir pour le contingent de cette commune, quoique l'article [10] de la dite loi porte qu'il ne sera procédé à ce complément qu'après qu'un registre aura été ouvert pendant trois jours à partir de la notification de la dite loi ;

Considérant en outre que les citoyens de Cogners ont réduit à dix le nombre de quinze hommes, fixé par le directoire du district de Saint-Calais ;

Arrête que le registre de la commune de Cogners, destiné à recevoir pendant trois jours l'inscription des citoyens qui voudront s'enrôler, sera ouvert pendant trois jours, à partir de la notification du présent arrêté et que les citoyens s'assembleront, le quatrième jour,

(1) Arch. dép. Sarthe, L 391, f° 130 v°.

pour adopter le mode de complément de quinze hommes demandés à la commune de Cogners par le directoire du district de Saint Calais ; suspend le maire de la commune de Cogners de ses fonctions, et le procureur de la commune ; improuve la conduite de la municipalité de Cogners, pour avoir laissé violer la loi du 24 février dernier.

Fait en directoire, au Mans, le 17 mars 1793, l'an 2^e de la République Française.

Paré — Barré — Thibault — Lorin (1).

(1) Arch. dép. Sarthe, L 39.

III

TROUBLES, EN MARS, DANS LE CANTON DE FRESNAY

Ce jourd'hui, treize de mars mil sept cent quatre-vingt-treize, nous Alexandre Charles Mouton, juge de paix de la ville et canton de Fresnay, y demeurant, et Nicolas François Lugan, lieutenant de gendarmerie du département de la Sarthe à la résidence de Fresnay, y demeurant,

A comparu devant nous le citoyen Berger, commissaire nommé par l'administration du directoire du district de cette ville, y demeurant, pour recruter, aux fins de fournir le complet des hommes à fournir pour cette ville, lequel nous a dénoncé le nommé Chauvaux, ci-devant homme d'affaires de la citoyenne Montesson, demeurant à Douillet, pour avoir dit, en adressant la parole au citoyen Rossieux, que les jeunes gens de la ville du Mans ne voulaient pas tirer au sort et qu'il allait de ce pas à Douillet, pour défendre à ceux de cette commune de tirer, et que, pour affirmer sa dénonciation, il emmenait des témoins qui allaient déposer, ce à quoi nous avons procédé.

Marin Lefevre, demeurant en cette ville, nous a déclaré que le nommé Chauvaux a dit que les jeunes gens du Mans ne voulaient pas tirer et qu'il allait à Douillet pour défendre à ceux de cette commune de tirer. Interpellé de signer sa réponse, a déclaré ne savoir écrire.

Françoise Chapellier, demeurante en cette ville, laquelle nous a déclaré avoir entendu dire au nommé Chauvaux de Douillet, en passant, aux jeunes gens, qu'ils n'avaient pas besoin de tirer ; qu'el[le] croit qu'il a dit que c'étaient les jeunes gens d'où il partait qui lui avaient dit de dire à ceux qu'il rencontrerait de ne pas tirer. Interpellée de signer sa réponse a dit ne le savoir.

Françoise Duplain, fille, demeurante en cette ville, laquelle nous a déclaré que le nommé Chauvaux a dit au nommé Dron qu'il ne fallait pas tirer. Interpellée de signer sa réponse a déclaré ne savoir signer.

François Rouland, demeurant en cette ville, lequel nous a déclaré que le nommé Chauvaux, de Douillet, disait à cinq ou six jeunes gens qu'il ne fallait pas tirer, et qu'il avait les ordres de le dire de la part de ceux du Mans, et qu'il partait pour Douillet pour dire de ne pas tirer. Interpellé de signer, ce qu'il a fait. F. Rouland.

Guillaume Ricordeau, demeurant en cette ville, nous a déclaré que le nommé Chauvaux, arrivant du Mans, parlant à lui qu'au Mans on ne tirait pas ; qu'ils avaient bien une centaine d'hommes achetés et que l'on ne tirait pas ; que les nouvelles arrivées d'hier étaient très mauvaises ; et qu'en s'adressant aux gens de cette ville, il leur dit : Ne tirez pas ; ils ne tirent pas au Mans ; j'en vais dire autant à Douillet. Interpellé de signer, ce qu'il a fait. G. Ricordeau.

Jacques Dron, demeurant à Fresnay, lequel nous a déclaré qu'il a entendu dire au nommé Chauvaux de Douillet, en lui demandant s'il avait tiré, et qu'ils feraient bien de ne pas tirer, parce qu'au département on l'avait chargé de dire par où il passerait de ne pas tirer. Interpellé de signer, a déclaré ne savoir écrire.

De tout quoi nous avons fait et dressé le présent, pré-

sence du dit citoyen Ambroise Berger, qui a signé avec nous, ces dits jour et an que dessus.

A. Berger. — Lugan. — Mouton.

Ce jourd'hui treize mars mil sept cent quatre-vingt-treize, nous Alexandre Charles Mouton, juge de paix de la ville et canton de Fresnay, y demeurant, et Nicolas François Lugan, lieutenant de gendarmerie du département de la Sarthe à la résidence de Fresnay, y demeurant,

En conséquence du mandat d'amener, décerné par nous contre Étienne Chauvaux, demeurant paroisse de Douillet, ainsi que de la signification qui lui en a été faite en son domicile, afin de se présenter pour répondre aux inculpations faites contre lui, à laquelle il a obéi,

Est comparu Étienne Chauvaux, demeurant paroisse de Douillet, lequel nous avons interrogé de dire son nom, âge, profession et demeure.

A répondu s'appeler Étienne Chauvaux, demeurant à Douillet, âgé de quarante-neuf ans, homme d'affaires du citoyen Montesson de Paris.

Interrogé s'il sait pourquoi il a été mandé par un mandat d'amener pour paraître devant nous,

A répondu que non.

A lui demandé s'il n'a pas passé ce matin, en revenant de la ville du Mans pour se rendre à Douillet et s'il n'a pas été boire chez les nommés Ricordeau ou Rouland.

A répondu qu'effectivement, en revenant du Mans pour se rendre à Douillet, il s'est arrêté chez Rouland.

A lui demandé quels propos il y a tenu et pourquoi il [l]es tenait ;

A répondu que c'est parce qu'on lui a demandé si on tirait au Mans.

A lui demandé si d'après cette demande il n'a pas tenu

d'autres propos et s'il ne s'est pas engagé dans une conversation qui l'aurait compromis ;

A répondu que non.

A lui représenté qu'il a dit que l'on ne tirait point au Mans pour se procurer des hommes et qu'il conseillait d'en faire de même ici ; qu'il partait à l'instant pour Douillet prévenir les jeunes gens de sa paroisse pour qu'ils ne tirent pas ;

A répondu qu'effectivement il a bien dit que l'on ne tirait point au Mans, parce que les jeunes gens s'engageaient de bonne volonté et qu'un homme de cette sorte en valait deux pris de force ; et qu'il n'a point conseillé à qui que ce soit de ne pas tirer ; non plus qu'il eût intention de conseiller aux jeunes gens de sa paroisse de ne pas tirer.

A lui demandé s'il n'avait pas entendu dire qu'il devenait inutile de chercher à engager des hommes ;

A répondu que non.

A lui demandé comment il se fait qu'il s'est avoué du département pour dire qu'il ne fallait pas tirer au sort.

A répondu qu'il ne l'a point dit et que même le département ne l'avait chargé de rien, n'ayant parlé à aucun des membres qui le composent.

A lui demandé quelle conduite il a tenue en arrivant à Douillet et s'il a parlé aux jeunes gens de la commune.

A répondu qu'il n'a pas tenu d'autre conduite à Douillet qu'ici, quoiqu'on lui ait demandé ce qui s'était passé au Mans ; qu'il a répondu que l'on n'y avait pas tiré parce qu'il s'était trouvé des hommes de bonne volonté et qu'il conseillait bien aux jeunes gens de sa paroisse d'en faire autant.

Lecture à lui faite du présent, auquel il a déclaré ne vouloir rien changer. Interpellé de signer avec nous, a déclaré ne savoir écrire ; dont et du tout ce que dessus

nous avons fait et dressé le présent, les dit jour et an que dessus.

Lugan.

Vu ce qui résulte de la déclaration des témoins, ainsi que de l'interrogatoire subi par le dit Étienne Chauvaux, qu'il n'y a pas lieu à décerner contre lui un mandat d'arrêt, nous avons, après avoir mûrement examiné les dépositions des témoins ainsi que les réponses en l'interrogatoire, traduit la dénonciation faite par le citoyen Berger en matière correctionnelle ; pourquoi nous juge de paix et officier de police susdit avons condamné le dit Étienne Chauvaux en trois livres d'amende et à garder prison pendant vingt-quatre heures, où il sera détenu dans celle du tribunal du district de Fresnay, avec défense à lui faite de tenir dorénavant aucuns propos de telle manière que ce soit sous plus grande peine.

Ainsi jugé et prononcé par nous juge et officier de police susdit, au lieu des séances de la justice de paix, lesdits jours et an, en assistance de Jacques Lemonnier, notre greffier ordinaire.

Mouton. — Lugan. — Lemonnier greffier.

Je soussigné reconnais avoir reçu du citoyen Charles Alexandre Mouton, juge de paix de cette ville, la somme de trois livres pour l'amende prononcée contre Étienne Chauvaux, par sentence du juge de paix du 15 mars dernier, pour avoir tenu des propos contrerévolutionnaires. Dont quitte. A Fresnay, le 4 avril 1793.

Texier (1).

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 638.

IV.

REFUS DE PAIEMENT A LA NATION PAR LES DÉBITEURS D'ÉMIGRÉS.

[Tribunal du district de Sablé. — Audience] du 29 janvier 1793 Les citoyens Fautrat, Legras, Hesse, Lemoire et Martin.

Le procureur général syndic du département de la Sarthe, poursuite et diligence du procureur syndic du district de Sablé demandeur, aux fins de ses exploits en date des 3 octobre, 19, 29 et 30 novembre dernier, enregistrés les 3 octobre, 6, 9, 14, 16 et 20 novembre et 3 décembre aussi derniers, donnés par Pageot, Froger et Boulai, huissiers à Noyen, Auvers-le-Hamon et Précigné.

Contre les dénommés ci-après :

Jean Guet fermier à la Boucherie.

Pierre Rayé fermier à Chevaigné.

Louis Rubeau fermier à la Cherbonnière.

Jean Plaçais fermier du Moulin.

Louis Picot fermier à la Motte-Chauche.

Louis Raqué locataire.

Michel Fourmond fermier à la Héronnière.

La veuve Jacques Maréchal closière du bourg.

Jean Mocquereau fermier à la Michellerie.

Jacques Bétard fermier du moulin de Crouton.

René David fermier du Champ Clos.

Antoine Gandon maçon locataire.

La veuve Bournier fermière à la Guiardièrre.

Étienne Desnoës fermier à la Rimbaudièrre.

Demeurant tous les dénommés au bourg et paroisse de Juigné.

Jean Cornué fermier du moulin de Denneray.

Jean Lomore fermier du Grand Denneray, tous les deux en la paroisse d'Asnières, tous fermiers ou locataires du sieur Leclerc, ci-devant de Juigné, émigré, défenseurs et défaillants ;

Joseph Legendre fermier à la Pêcherie.

La veuve Rolland fermière au lieu du Bordage.

Jean Costereau fermier du lieu du Petit Vauloger.

Jacques Golupeau fermier du lieu de la Tussonnière.

Jean Renaudin fermier à Fremusson.

Louis Rousseau fermier de la Guinardièrre..

Joseph Cotel fermier du Tertre.

René Bouvet fermier du Moulin, tous fermiers du sieur Picot, émigré, demeurant paroisse de Fercé, défenseurs et défaillants ;

Julien Brennat fermier.

Jean Bouvet fermier du Gué Morin.

Jean Chauvellerie fermier de la Maisonneuve.

Jean Reffray fermier à la Barillière.

Nicolas Leroi fermier à la Thébaudièrre.

François Reffray fermier à Rougé.

Jacques Denis fermier à Ampoy.

Jean Viller fermier aux Manchetières.

Pierre Bouttemy fermier au domaine de la Motte.

René Fiercé fermier à la Blettièrre.

Jean Lemonnier fermier à Lorièrre.

La veuve Langlais fermière à la Lemellerie.

Noël Allain fermier à Jauni.

Julien Lelasseux fermier à la Roche.

Louis Mahuet fermier aux Essards.

Urbain Hardy fermier au domaine des Essards, tous fermiers du sieur de Pradel, émigré, demeurants paroisse d'Arthezé, défendeurs et défaillants ;

Julien Messenger fermier du Haut-Souchard.

Louis Bouteloup fermier au Bas-Toussaint appartenant ci-devant au sieur La Châtre, émigré, demeurant paroisse d'Auvers, défendeurs et défaillants ;

Jean Marchesse fermier au Coudray, paroisse de Gastines, appartenant ci-devant au sieur Labarre, émigré, défendeur et défaillant ;

Louis Godeberd fermier de la closerie de Millepieds, en Juigné, appartenant ci-devant à Marie Radiguet, émigrée, défendeur et défaillant ;

Jean Clément fermier de Millepieds, en Juigné, appartenant ci-devant à Nicolas Chantelou, émigré, défendeur et défaillant ;

Jacques David fermier à la Bourgonnière, en Juigné, appartenant ci-devant à Michel Marteau, émigré, défendeur et défaillant ;

Julien Leroi fermier à la Gargonnière ;

Jacques Lefebvre fermier à Broussilieu, fermiers du sieur Charbonnier, émigré, demeurant paroisse de Juigné, défendeurs et défaillants ;

La veuve Françoise Chaudemanche, demeurant à Avoise, fermière ou débitrice du sieur Négrier, émigré, défenderesse et défaillante ;

La veuve Jean Huberd, demeurant au dit Avoise, fermière ou débitrice du sieur Gauvain, ci-devant du Rancher, défenderesse et défaillante ;

La veuve Audiot fermière au lieu de Royau, en la paroisse de Louailles, appartenant ci-devant au sieur Dauchenèze, émigré, défenderesse et défaillante.

La contestation soumise à la décision du tribunal présente les questions suivantes :

Fait :

Tous les défendeurs ci-dessus nommés étant fermiers ou débiteurs d'émigrés ou réputés tels, le citoyen procureur général syndic du département de la Sarthe, pour suite et diligence du procureur syndic du district, leur a fait donner un commandement de payer, dans trois jours pour tout délai, en exécution de la loi des 9 mars, 16 et 18 mai et 18 août 1790, relative aux biens nationaux, et qui est exécutoire pour les biens des émigrés, suivant le décret du 18 avril 1793, relatif aux biens des émigrés, tous leurs fermages et autres sommes qu'ils doivent à leurs propriétaires émigrés, ainsi que de représenter leurs titres, baux et dernières quittances, et préalablement de faire, en exécution de la loi des 6 et 11 août 1790, 30 mars et 2 septembre 1792, au secrétariat du district, leur déclaration du prix effectif de leur bail, avec affirmation qu'il est sincère et véritable et qu'il n'est ni annulé ni contrelettré, pour voir juger la validité du dit commandement et adjuger les conclusions d'icelui, les a assignés devant ce tribunal.

Droit :

La question de droit est de savoir si les fermiers ou débiteurs d'émigrés doivent être condamnés de faire au secrétariat de ce district la déclaration de leurs fermes et des sommes qu'ils peuvent devoir aux dits émigrés, avec affirmation de leur sincérité, et en outre de payer, dans trois jours, ces mêmes fermages ou sommes qu'ils peuvent devoir, entre les mains du percepteur des droits d'enregistrement et autres y réunis.

Où le citoyen Chérouvrier en son plaidoyer ;

Le Tribunal, considérant que la loi du 2 septembre 1792 a confisqué, au profit de la nation, tous les biens des émigrés ou réputés tels, pour être régis comme les autres biens nationaux ;

Considérant en second lieu que, par une autre loi du 30 mars 1792, sanctionnée le 8 avril, qui renvoie au décret des 6 et 11 août 1790, les fermiers et débiteurs des dits émigrés sont tenus de faire au secrétariat du district de la situation des biens des émigrés la déclaration du prix effectif de leurs baux et des sommes qu'ils peuvent devoir, avec affirmation semblable à celle exigée des fermiers des biens nationaux ;

Le commissaire national entendu dans ses conclusions ;
Ordonne et donne défaut des susnommés [répéter ici les noms des fermiers], après qu'ils n'ont comparu, ni défenseurs ni avoués pour eux, quoique audiencés en la manière accoutumée, adjugeant le profit du dit défaut, lecture faite des exploits en cause susdatés.

Condamne, pour jugement en premier ressort, les dits défendeurs et défaillants de se présenter, dans trois jours pour tout délai à partir de la signification du présent jugement, au secrétariat de ce district, pour y faire la déclaration du prix effectif de leurs baux ou des sommes qu'ils peuvent devoir aux émigrés dont ils sont fermiers ou débiteurs, avec affirmation que leurs dits baux ne sont ni annulés ni contre-lettrés ; d'apporter dans le même délai, au receveur des droits d'enregistrement de ce district et autres réunis, en son bureau à Sablé, leurs baux, titres et dernières quittances, en vertu desquels ils jouissent, tout payé ; et, sans avoir égard aux saisies-arrêts, qui auraient pu ou pourraient être faites, entre leurs mains, par les différents créanciers des dits émigrés, de payer encore, dans le même délai de trois jours, entre les mains du dit receveur, tous les fermages, subsides, arrérages de rentes et généralement toutes les sommes qu'ils peuvent devoir aux émigrés dont ils étaient fermiers et à tous autres ; sinon, et faute de satisfaire, dans le dit délai, aux condamnations ci-dessus prononcées par ce présent juge-

ment, et sans qu'il soit besoin d'autres, autorise la dite partie du citoyen Chérouvrier d'y contraindre les dits défendeurs et défaillants, par toutes voies dûes et raisonnables; et les condamne à tous les dépens, taxés à trois livres cinq sols par chacun d'eux, en ce compris le coût et signification du présent jugement, qui seront aussi supportés par chacun d'eux; ce qui sera exécuté sauf appel.

Mandons, etc... Donné, etc...

P.-F. Fautrat (1).

Vu, le 8 janvier 1920
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
FERDINAND BRUNOT

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

(1) Arch. dép. Sarthe, L suppl. (Tribunal du district de Sablé.)

